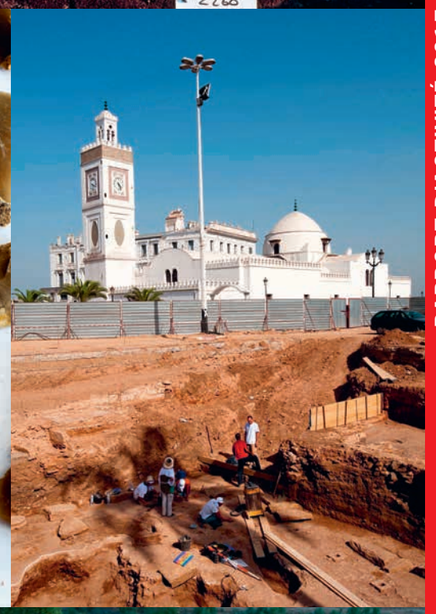


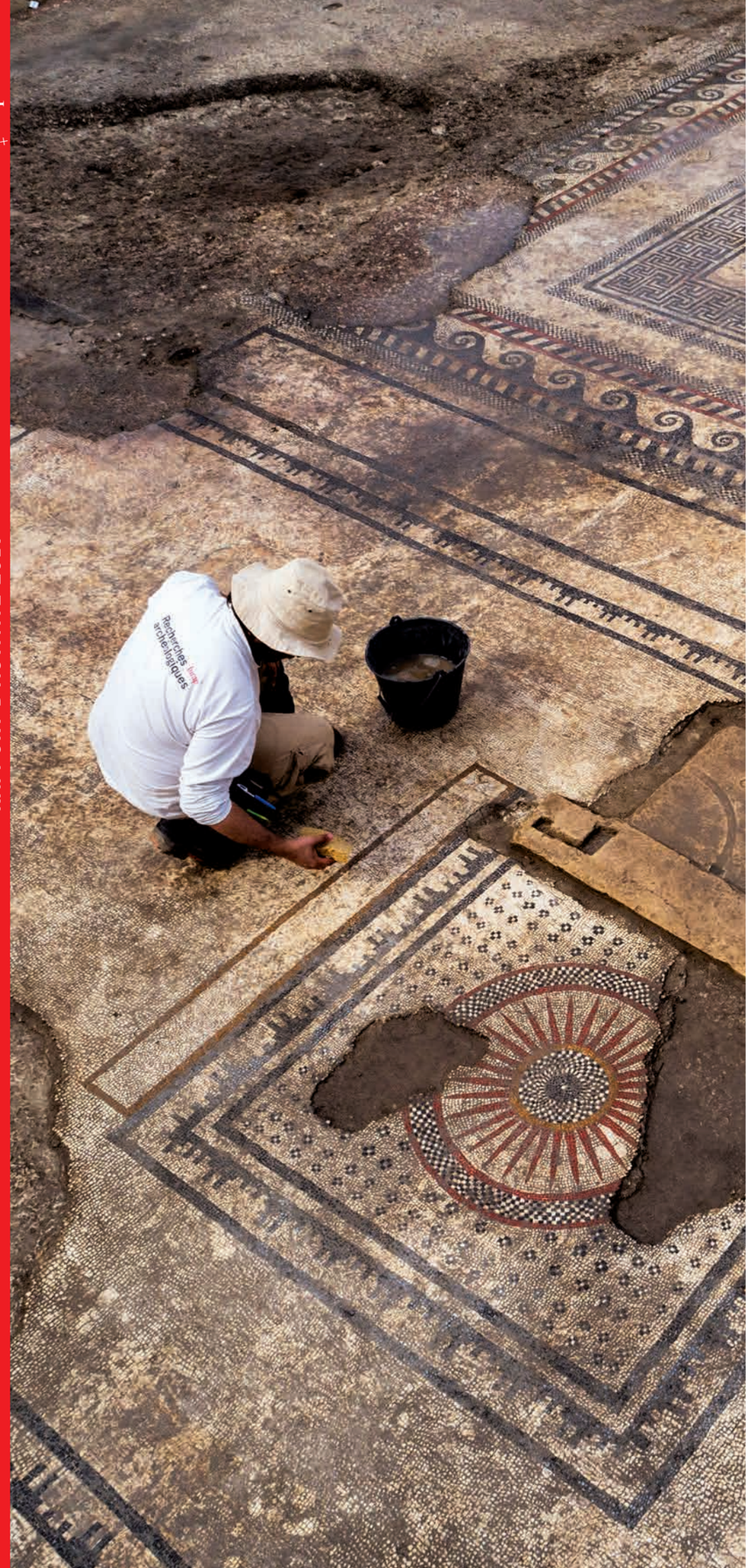
Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE LA CULTURE

MINISTÈRE
DE L'ENSEIGNEMENT
SUPÉRIEUR,
DE LA RECHERCHE
ET DE L'INNOVATION

Inrap

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2017



Inrap

Institut national
de recherches
archéologiques
préventives

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2017

Inrap

Institut national
de recherches
archéologiques
préventives

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2017

« L'Inrap réalise les diagnostics
et les fouilles d'archéologie préventive.
Il assure l'exploitation scientifique
des opérations d'archéologie préventive
et la diffusion de leurs résultats.
Il concourt à l'enseignement, à la
diffusion culturelle et à la valorisation
de l'archéologie. »

—

Article L 523.1 du *Code du Patrimoine*

SOMMAIRE

AVANT-PROPOS
PAGE 6

INTRODUCTION
PAGE 7

LES ÉTAPES DE LA CHAÎNE OPÉRATOIRE DE L'ARCHÉOLOGIE PRÉVENTIVE
PAGE 8

NOUS FOUILLONS, C'EST VOTRE HISTOIRE
PAGE 15

Auvergne–Rhône-Alpes
PAGE 16

Bourgogne–Franche-Comté
PAGE 22

Centre–Île-de-France
PAGE 28

Grand Est
PAGE 34

Grand Ouest
PAGE 40

Grand Sud-Ouest
PAGE 46

Hauts-de-France
PAGE 54

Méditerranée
PAGE 60

LA CONDUITE DES MISSIONS
PAGE 67

CHIFFRES CLÉS
PAGE 68

Le contrat d'objectifs et de performance : exécution 2017
PAGE 71

La politique partenariale
PAGE 72

Le bilan de l'activité
PAGE 73

Les diagnostics
PAGE 76

Les fouilles
PAGE 79

La programmation scientifique et culturelle
PAGE 82

L'international
PAGE 88

Les ressources humaines
PAGE 90

L'exécution budgétaire
PAGE 92

Les implantations territoriales
PAGE 96

ANNEXES
PAGE 97

Conseil d'administration au 1er décembre 2017
PAGE 98

Conseil scientifique au 1er décembre 2017
PAGE 99

Travaux et délibérations du conseil d'administration et du conseil scientifique
PAGE 100

Organigramme au 1er septembre 2018
PAGE 102

Dominique Garcia
Président de l'Inrap

AVANT-PROPOS

Par décret du Président de la République, j'ai l'honneur d'avoir été, en août 2017, nommé président de l'Inrap pour un deuxième mandat. J'entends poursuivre la stratégie de stabilisation de l'Inrap, visant à renforcer le rayonnement scientifique de ce dernier, rétablir son équilibre économique et améliorer son organisation et son fonctionnement, au service de l'exercice de ses missions.

Notre rapport d'activité pour l'année 2017 rend d'ores et déjà compte de nouvelles améliorations conduites avec les équipes de l'Inrap en matière de renforcement de notre efficience opérationnelle, de cohérence de notre politique scientifique et culturelle, mais également de rayonnement et de reconnaissance de notre établissement.

Ces avancées renforcent la position de l'Inrap en tant qu'acteur majeur de l'archéologie préventive, garant d'une démarche de qualité scientifique comme opérationnelle dans toute la France et au service de tous. Ses plus de 2 000 interventions de terrain sur plusieurs centaines de communes et sa politique de médiation culturelle au plus près de la population font de notre Institut un établissement public indispensable qui permet de concilier l'aménagement du territoire et l'appropriation citoyenne du patrimoine.

Grâce aux expositions nationales, régionales ou locales que nous avons coproduites avec nos partenaires et à nos nombreuses ressources pédagogiques, plus d'un million de personnes ont bénéficié des actions de l'Institut.
Les 2 286 rapports d'opérations remis à l'État et les 470 publications scientifiques parues cette année légitiment le bien-fondé du principe de conservation patrimoniale par l'étude.

Dans ce contexte, l'évaluation indépendante menée par le Haut conseil à l'évaluation à la recherche et à l'enseignement supérieur (Hcéres) est une consécration pour les missions menées par nos agents et une garantie supplémentaire pour nos clients et partenaires.

Daniel Guérin
Directeur général délégué de l'Inrap

INTRODUCTION

En 2017, l'Inrap a engagé, comme il l'avait annoncé, la stratégie de redressement, élaborée avec ses ministères de tutelle.

De premiers résultats économiques sont au rendez-vous : le chiffre d'affaires du secteur concurrentiel a progressé de + 6% sous l'effet d'une augmentation proportionnelle de notre ratio moyen de recettes. Avec cette impulsion nouvelle l'Institut souhaite redresser ses comptes mais aussi contribuer à l'arrêt de la spirale déflationniste qui menaçait l'équilibre global du secteur des fouilles archéologiques préventives. La maîtrise extrêmement volontariste de ses charges a également permis à l'Inrap d'améliorer sa marge opérationnelle de 10%.

Grâce à ces mesures et au bénéfice du crédit impôt recherche auquel il est désormais éligible, l'Institut est ainsi revenu, en 2017, à un quasi-équilibre économique. En outre, nous avons également pu solder la totalité de la dette constituée notamment à la création de l'établissement. Cette mesure permet de consolider le modèle économique de l'établissement dans la durée.

Je souhaite particulièrement saluer les efforts collectifs et individuels consentis par les personnels de l'Inrap afin de parvenir à ces résultats.
Cet engagement se traduit également au quotidien dans la conduite de nos activités opérationnelles.
En 2017, nos équipes ont ainsi réalisé, sur le terrain, près de 1 900 diagnostics et plus de 200 fouilles, tout en assurant la remise d'un nombre de rapports finaux d'opération en augmentation de plus de 10 % par rapport à l'année précédente. Mobilisés dans la conduite des opérations d'archéologie préventive, les agents de l'Institut l'ont été aussi dans la recherche, la médiation culturelle ou encore l'expérimentation d'une mission nouvelle : la gestion du mobilier archéologique pour le compte de l'État.

Ces efforts collectifs réalisés en 2017 devront être poursuivis. Non pas, parce qu'ils constitueraient une fin en soi. Mais parce qu'ils participent d'une ambition commune : permettre à l'Inrap d'assumer pleinement ses missions patrimoniales, scientifiques et culturelles dans un cadre opérationnel et économique durablement stabilisé.

LES ÉTAPES DE LA CHAÎNE OPÉRATOIRE DE L'ARCHÉOLOGIE PRÉVENTIVE

vues à travers l'exemple du couvent des Jacobins, à l'emplacement du centre des congrès de Rennes.

DIAGNOSTIQUER

Le **diagnostic**, prescrit par l'État, détecte, caractérise, circonscrit et date d'éventuels vestiges par des sondages sur la surface d'un projet d'aménagement.

À RENNES, EN 2007 ET 2009, L'INRAP RÉALISE DEUX DIAGNOSTICS ARCHÉOLOGIQUES.

Avant la construction du Centre des congrès, deux diagnostics sont réalisés sur le site du couvent des Jacobins, considéré comme majeur dans l'histoire politique et religieuse de la ville et de la région.

Deux sépultures modernes (XVe-XVIIe siècle). À droite, le squelette a déjà été prélevé. Le sondage a révélé une occupation continue du début de notre ère jusqu'à nos jours. © Hervé Paitier, Inrap

FOUILLER

Selon les résultats du diagnostic, l'État peut prescrire une **fouille** dont les découvertes permettent de comprendre l'évolution d'un site au cours du temps.

À RENNES, EN 2011 ET 2013, L'INRAP RÉALISE DES FOUILLES. LES OBSERVATIONS SE CONCENTRENT SUR TROIS PÉRIODES.

L'antique *Condate* : au cœur de la ville romaine matérialisée par un carrefour, apparaissent au Ier siècle un probable *forum*, un monument commémoratif ou cultuel qui deviendra un temple, des habitations comprenant aussi des pièces dédiées aux activités artisanales. Au IIe siècle, la maçonnerie se généralise tandis qu'au IIIe, à la suite d'un incendie, d'imposants et luxueux bâtiments sont érigés.

Le déclin médiéval : la construction à la fin du IIIe siècle de la première muraille de ***Condate*** repousse, hors les murs, le quartier, qui se dégrade jusqu'à son abandon au Moyen Âge.

Le **couvent dominicain** est étudié intégralement pour retracer son passé **du XIVe au XVIIe siècle**. Entre autres découvertes, 817 sépultures de pèlerins, de religieux et de membres des élites indiquent l'importance de ce lieu de pèlerinage à partir du XVe siècle. Cinq cercueils de plomb du XVIIe siècle et leur reliquaire en forme de cœur sont retrouvés.

Le corps de Louise de Quengo est étudié à l'Institut médico-légal du CHU de Rangueil à Toulouse où il est d'abord déshabillé vêtement par vêtement pour respecter au maximum l'intégrité du costume et de la dépouille. © Rozenn Colleter, Inrap

L'archéologue met délicatement au jour un sarcophage en plomb dans le chœur de l'église du couvent des Jacobins, Rennes (Ille-et-Vilaine), 2013. © Hervé Paitier, Inrap

ÉTUDIER

Les archéologues **exploitent et interprètent les données** relevées sur le terrain puis rédigent un rapport qu'ils partagent avec la communauté scientifique.

À RENNES, DE 2014 À 2016, UNE SOIXANTAINE DE CHERCHEURS SONT MOBILISÉS

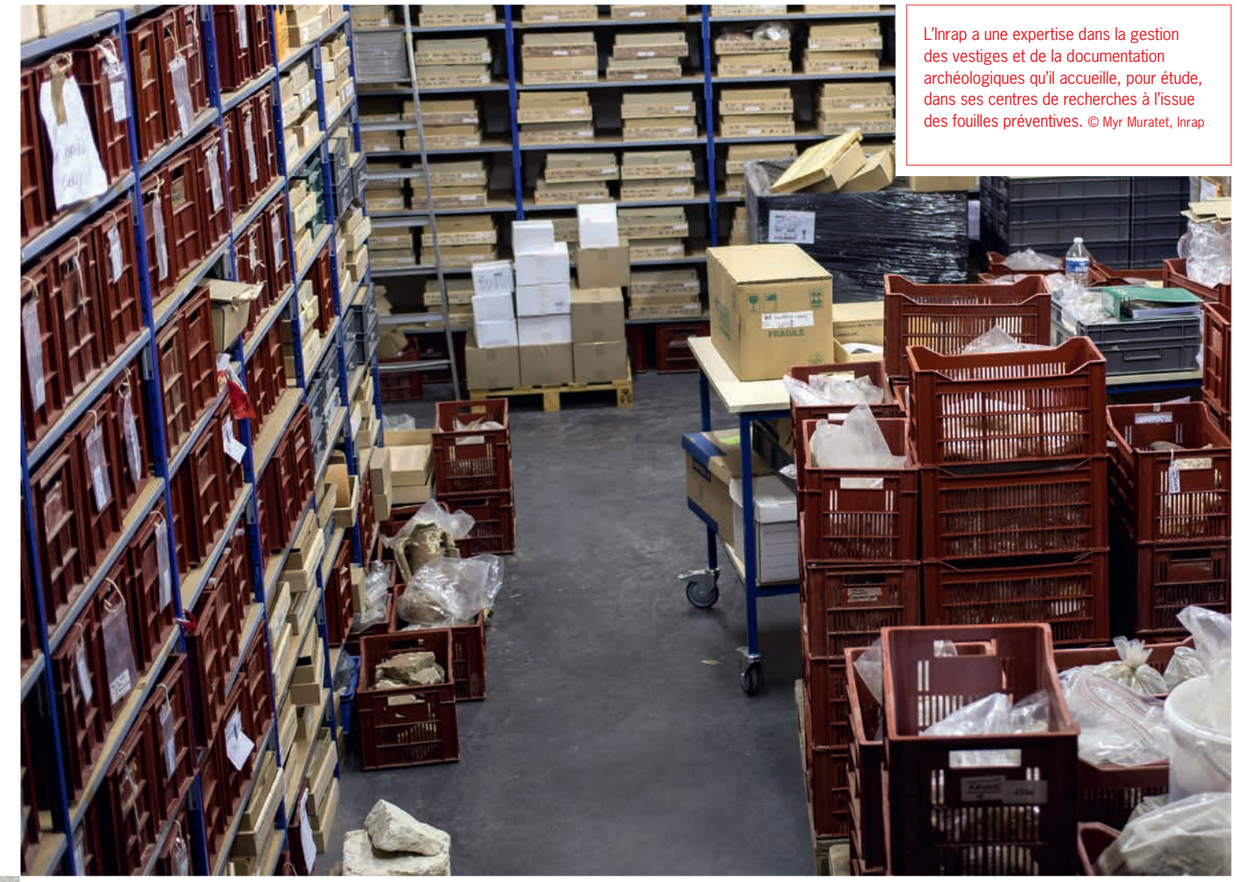
Pour analyser les données volumineuses, l'étude rassemble une soixantaine de chercheurs, de l'Inrap et d'organismes extérieurs, dans des disciplines variées.
Au-delà de la chronologie du site, l'émergence de problématiques historiques, patrimoniales et anthropologiques ouvre la voie à de nouvelles recherches universitaires.

PARTAGER

Des **actions culturelles et éducatives** permettent de diffuser les connaissances auprès du grand public : ateliers scolaires, visites de chantier, conférences, expositions, films, publications…

L'INRAP NOUS RACONTE L'HISTOIRE DE RENNES

Dès 2012, lors des fouilles, deux journées portes ouvertes ont permis d'accueillir sur le chantier un public nombreux et curieux de redécouvrir son passé. En 2017, une exposition a été programmée au musée de Bretagne, une autre le sera en 2019. Durant les travaux archéologiques, mais également à leur issue, des conférences et des colloques, ainsi que de nombreux articles dans la presse, régionale, nationale, et étrangère ont permis de présenter les découvertes, des plus simples aux plus spectaculaires.



L'Inrap a une expertise dans la gestion des vestiges et de la documentation archéologiques qu'il accueille, pour étude, dans ses centres de recherches à l'issue des fouilles préventives. © Myr Muratet, Inrap

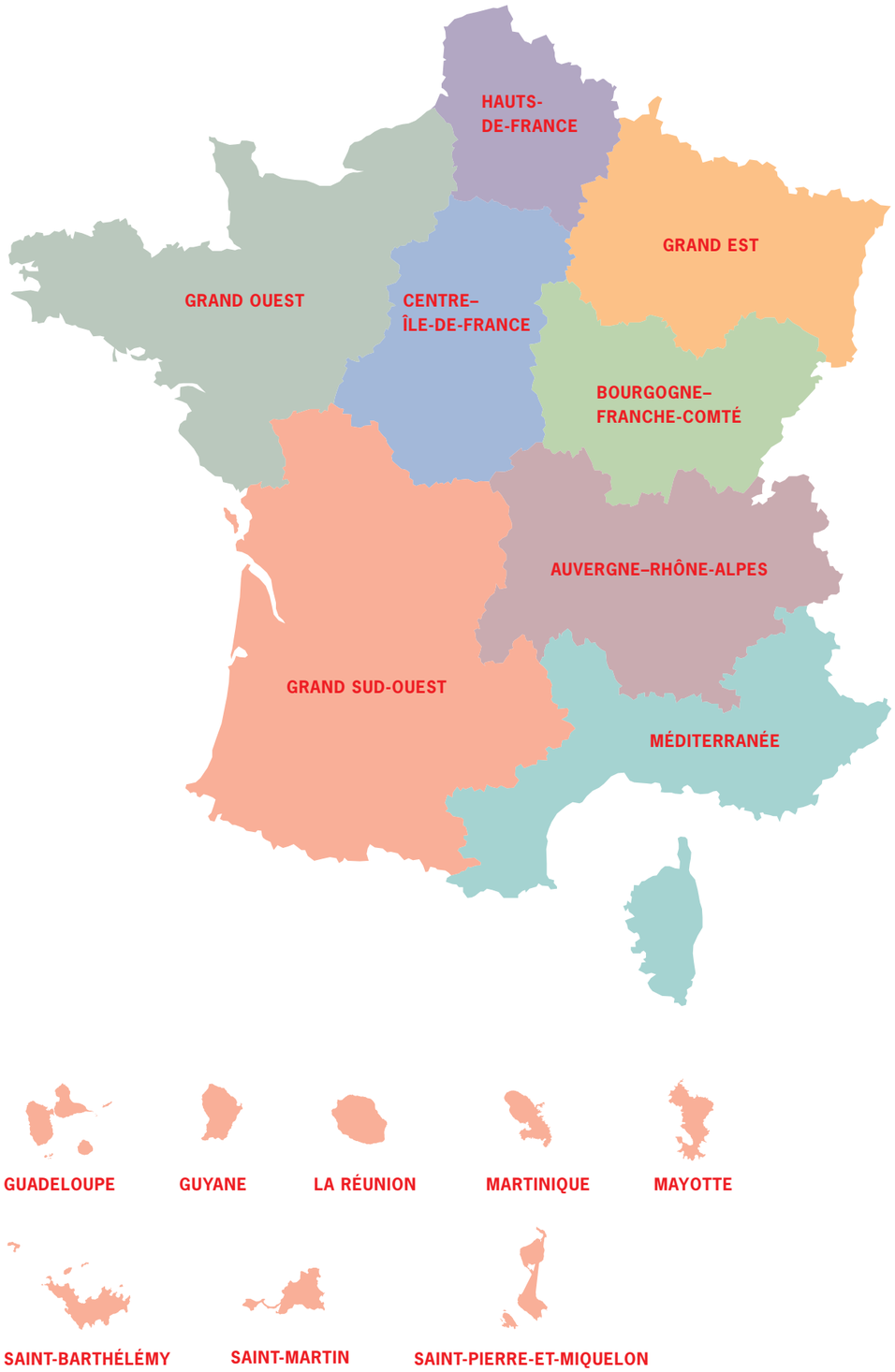
Journées nationales de l'archéologie 2012 : une exposition de photographies retrace le travail des archéologues de l'Inrap sur les murs du couvent des Jacobins. © DR Inrap.

CONSERVER

En 2017, le ministère de la Culture a confié à l'Inrap, dans le cadre de ses missions de service public et à titre expérimental, des **interventions de gestion de vestiges et de documentation archéologiques au sein des centres de conservation et d'étude (CCE)** gérés par l'État, sous son contrôle. Cette mission concerne les données scientifiques dévolues à l'État après l'achèvement d'opérations archéologiques préventives, programmées ou des découvertes fortuites.

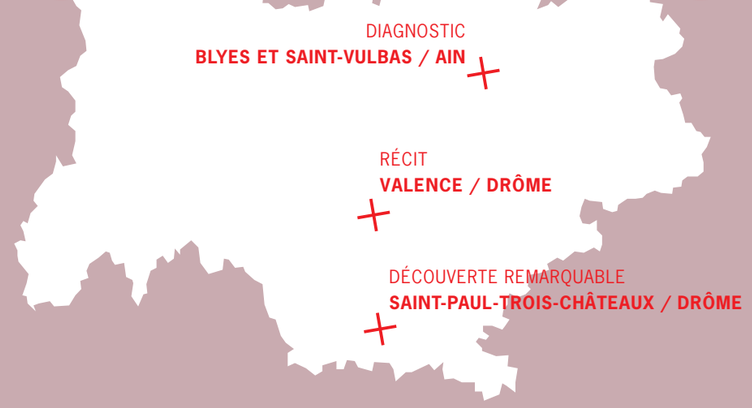
QUATRE EXPÉRIMENTATIONS ONT ÉTÉ ENGAGÉES

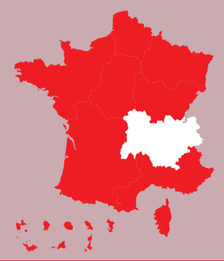
À Aix-en-Provence, Toulouse, Le Mans et Clermont-Ferrand. L'Inrap avait pour mission d'optimiser la connaissance des mobiliers et de la documentation présents dans les CCE afin d'en permettre l'exploitation scientifique et la valorisation, mais aussi de favoriser leur bonne conservation à long terme par un conditionnement *ad hoc*.



NOUS FOUILLONS C'EST VOTRE HISTOIRE

AUVERGNE–RHÔNE-ALPES





DIAGNOSTIC
AIN
—
DÉCOUVERTE
DRÔME
—
RÉCIT
DRÔME

Direction régionale
Bron
—
Directeur régional
Jacques Clair
—
3 centres de recherches archéologiques (Bron, Valence, Clermont-Ferrand)
—
177 agents

DIAGNOSTIC
BLYES ET SAINT-VULBAS / AIN
—

DES CONNAISSANCES ARCHÉOLOGIQUES RENOUVELÉES

De 2015 à 2017, l'Inrap a mené dix-huit diagnostics sur de vastes espaces dans le Parc industriel de la plaine de l'Ain (PIPA) ainsi que sur la ZAC attenante de la Baccolanche.

Anne-Claude Remy,
coordinatrice du projet grands travaux PIPA, Inrap

Cette zone à vocation industrielle, aménagée progressivement par le syndicat mixte du PIPA, se situe sur les communes de Blyes et de Saint-Vulbas. Près de 5 000 sondages ont été réalisés sur une surface totale de 328 hectares. « Les résultats obtenus, sur de très grandes surfaces, permettent d'avoir une vision spatiale des occupations dans la plaine de l'Ain à Saint-Vulbas sur une longue période, relève Anne-Claude Remy, coordinatrice du projet grands travaux PIPA. Nous savons désormais qu'il existe une présence humaine continue dans le secteur depuis 6 500 ans. » Ces diagnostics ont montré des occupations, de natures variées, du Néolithique à la période antique. Le rebord de la terrasse, bordée par le Rhône, regroupe la majeure partie des découvertes. La mise au jour de vestiges funéraires de forme oblongue du Néolithique moyen (enclos de type Passy) était totalement inattendue. Inhabituels dans la région, ils attestent que ce type de sépulture ne se concentre pas exclusivement dans le nord de la France mais s'étend davantage sur le territoire national. Les vestiges protohistoriques, qui relèvent du funéraire et de l'habitat, forment des groupes bien différenciés suivant une orientation commune nord-sud. Pour la période gallo-romaine, fortement représentée, les vestiges témoignent de l'aménagement et de l'exploitation d'un terroir agricole, en marge d'une agglomération connue depuis le XIXe siècle et située sous le bourg de Saint-Vulbas. Une zone sépulcrale étendue, au nord de l'habitat groupé, est aménagée dès la période augustéenne jusqu'au Ve siècle, le long de la voie antique.

« Les résultats obtenus, sur de très grandes surfaces, permettent d'avoir une vision spatiale des occupations dans la plaine de l'Ain à Saint-Vulbas sur une longue période. »

Anne-Claude Remy, coordinatrice du projet grands travaux PIPA, Inrap

DÉCOUVERTE REMARQUABLE
SAINT-PAUL-TROIS-CHÂTEAUX / DRÔME
—

L'HYPOTHÈSE D'UN MIKVÉ

Parce que Saint-Paul-Trois-Châteaux, dans la Drôme, a accueilli une communauté juive comptant jusqu'à 70 familles du XIIIe au XVIe siècle, il est probable que s'y cachent encore des traces architecturales d'équipements collectifs de cette occupation.

C'est la raison pour laquelle, dans le cadre du plan de rénovation mené par la ville sur l'« Îlot Juiverie », l'Inrap a été chargé d'abord d'un diagnostic, puis, en 2017, dans le même quartier, d'une étude préalable, pour reconnaître les éventuels vestiges d'une synagogue médiévale et d'un mikvé, bain rituel. En effet, avait été découverte à proximité, une arche sainte – niche de pierre abritant les rouleaux de la Torah –, l'un des plus remarquables exemples de ce dispositif conservés en Europe et désormais intégrée à la collection du musée de la ville. Autre indice, la présence d'une cave voûtée en partie inondée qui suggérait la présence d'un mikvé. Celui-ci est indispensable à la communauté juive car il permet les purifications corporelles prescrites par la loi religieuse. Après leurs investigations, les archéologues n'infirment ni ne confirment l'hypothèse de départ. Présence d'une résurgence d'eau souterraine, éclairage zénithal, accès très limité : « La complexité chronologique et architecturale de l'édifice n'interdit pas son attribution à un mikvé médiéval. Mais ne le certifie pas non plus », conclut Claude de Mecquenem, responsable scientifique.

1, 2, 3 Découverte d'un mikvé dans le quartier juif médiéval de Saint-Paul-Trois-Châteaux. © Claude de Mecquenem, Inrap

LE GÉNÉRIQUE
—

DÉPARTEMENT
Drôme

AMÉNAGEUR
Ville de Saint-Paul-Trois-Châteaux

NATURE DE L'AMÉNAGEMENT
Réhabilitation de l'ancien quartier « Juiverie »

RESPONSABLE SCIENTIFIQUE
Chantal Delomier et Claude de Mecquenem

ÉQUIPE
Guillaume Martin (spécialiste du bâti médiéval
Nordine Saadi (topographe)

RÉCIT
VALENCE / DRÔME
—

LE MOYEN ÂGE EN AUVERGNE–RHÔNE-ALPES

La Cité des savoirs des Clévos, dans la Drôme, a accueilli d'octobre 2017 à février 2018 la première itinérance d'une exposition présentée précédemment à Paris à la Cité des Sciences et de l'Industrie et coproduite par l'Inrap : « Quoi de neuf au Moyen Âge ? Tout ce que l'archéologie nous révèle ».

Elle déconstruit les stéréotypes sur l'époque et donne un nouvel éclairage sur l'environnement, la gestion des ressources, l'aménagement du territoire, la place de la technologie dans la société… Ce contenu s'est enrichi d'une exposition consacrée aux spécificités de la région Auvergne–Rhône-Alpes, organisé par thèmes et auquel sept archéologues ont contribué. Juste avant l'ouverture, des agents de l'Inrap sont venus à la rencontre des médiateurs scientifiques et ont commenté pour eux ces découvertes afin d'approfondir leurs connaissances et d'en faire ensuite bénéficier le grand public. Présentée dans la foulée de l'édition parisienne pendant quatre mois, l'exposition est arrivée première au palmarès de fréquentation des Clévos : 13 000 visiteurs.

1 Deux expositions étaient présentées à la Cité des Savoirs : « Quoi de neuf au Moyen Âge ? Ce que l'archéologie nous révèle », une coproduction Cité des sciences et de l'Industrie et Inrap et « Au Moyen Âge entre Alpes et Massif central : fragments d'archéologie » réalisée par l'Inrap. © Inrap

« L'archéologie : un éclairage riche sur la vie quotidienne

Il est essentiel de ne pas enfermer l'archéologie dans un cénacle de scientifiques. Elle a au contraire vocation à alimenter aussi la réflexion des historiens et doit porter à la connaissance du grand public les enseignements qui éclairent la vie des sociétés anciennes. Le céramologue étudie entre autres les pièces utilisées par les populations pour stocker, préparer ou consommer la nourriture. Cela renseigne non seulement sur la vie quotidienne mais aussi sur les structures sociales ou encore les réseaux commerciaux. Très accessible et pédagogique, l'exposition « Quoi de neuf au Moyen Âge ? » aux Clévos est une belle initiative à laquelle j'ai été très heureux d'apporter ma contribution. Durant une demi-journée, j'ai présenté aux médiateurs scientifiques de la Cité des savoirs les fac-similés de poteries de l'exposition et le panneau consacré aux fouilles de Romans dont les céramiques, trouvées associées à vingt fours de potiers, nous renseignent sur les vaisselles des Xe et XIe siècles et sur les particularités locales de fabrication. Le but était d'enrichir les informations transmises au public. Et d'en finir avec une vision rétrograde et figée du Moyen Âge !

Alban Horry,
céramologue, Inrap

Des objectifs communs

La mission de la Cité des Savoirs des Clévos est la diffusion de la culture scientifique et artistique à travers deux expositions temporaires annuelles. « Quoi de neuf au Moyen Âge ? » était notre deuxième collaboration avec l'Inrap après l'exposition sur les Gaulois en 2014 qui avait remporté un franc succès. Cette fois-ci, les visiteurs sont venus de tout le quart sud-est ! Le thème du Moyen Âge est intergénérationnel, il fait rêver. Comme lors de toutes nos manifestations, le public est acteur de sa visite. Par exemple, il avait à disposition un bac de fouille et des outils d'archéologues, et un écran projetait sur le sable des objets à découvrir. La familiarité des noms de sites archéologiques a attisé l'intérêt des adultes pour le volet régional de l'exposition. Nous avons pour notre part conçu des événements et réalisé des visites guidées pour 200 groupes d'élèves, du CP à la 5e. Au total, les actions de valorisation de l'Inrap rejoignent nos objectifs et nous sommes impatients de rééditer de nouveaux projets communs.

Marion Pastori,
médiatrice scientifique, Clévos, Cité des savoirs

Décentraliser la culture

La Cité des savoirs installée à Étoile-sur-Rhône, dans la communauté d'agglomération de Valence-Romans qui représente cinquante-six communes et 214 000 habitants rayonne progressivement au-delà de notre territoire. Notre choix s'est porté sur la présentation d'expositions conçues par des partenaires renommés afin d'attirer un large public et de donner le goût des sciences, des techniques, mais également de l'art et ainsi de promouvoir le monde scientifique et culturel. Nous sommes donc très fiers d'avoir accueilli la première itinérance de « Quoi de neuf au Moyen Âge ? ». Son succès, dans le sillage de celui de 2014 avec l'exposition sur les Gaulois, montre que nous avons vu juste. Les présentations étaient à la fois esthétiques, didactiques et interactives et la partie consacrée aux découvertes régionales constituait une plus-value importante de l'Inrap. L'engouement du public scolaire a été remarquable. Et à leur tour, les enfants ont emmené leurs parents et toutes les réactions ont été très positives. La fréquentation record montre que nous avons touché le grand public. »

Françoise Chazal,
maire d'Étoile-sur-Rhône, présidente de la Cité des savoirs

« La fréquentation record montre que nous avons touché le grand public. »

Françoise Chazal, maire d'Étoile-sur-Rhône et présidente de la Cité des savoirs

BOURGOGNE–FRANCHE-COMTÉ

DIAGNOSTIC
JURA
—
DÉCOUVERTE
TERRITOIRE DE BELFORT
—
RÉCIT
SAÔNE-ET-LOIRE

Direction régionale
Dijon
—
Directeur régional
Hans de Klijn
—
3 centres de recherches archéologiques (Dijon, Passy, Besançon)
—
123 agents

DIAGNOSTIC
DOLE / JURA
—

DES FORTIFICATIONS ET DES OUVRAGES DÉFENSIFS OUBLIÉS

Quatre diagnostics menés dans le cœur historique de Dole ont révélé des ouvrages oubliés du système défensif de la ville au XVIe siècle.

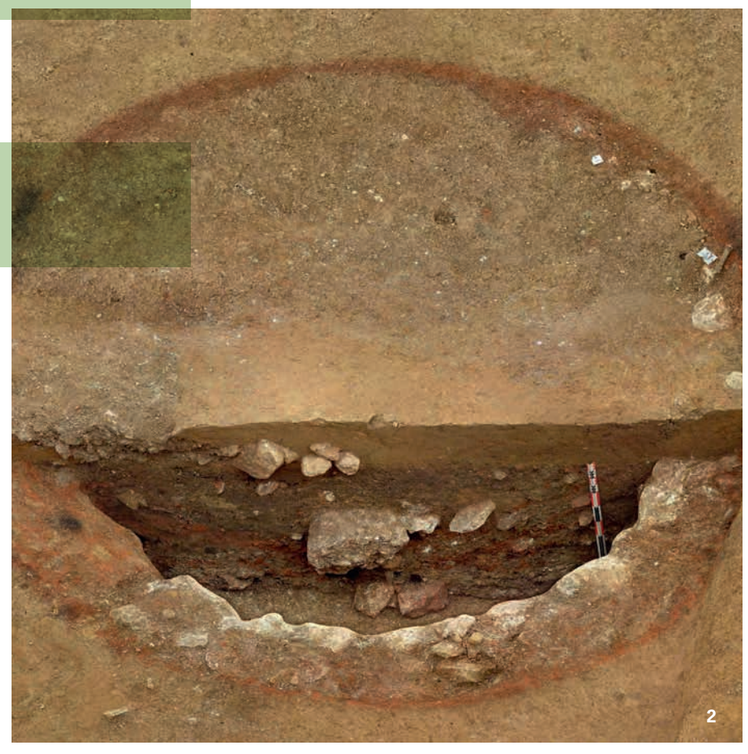
Valérie Viscusi,
responsable scientifique, Inrap

Le sondage sur cette zone a révélé en effet une portion de mur à bossages – saillies grossièrement taillées à la surface des pierres pour renforcer la dissuasion –, partie intégrante d'un bastion édifié entre 1541 et 1554, donc bien ultérieur. L'intervention de l'Inrap, qui a porté sur trois autres sites, a aussi livré quelques informations inédites et apporté des données plus précises sur l'évolution des remparts aux XVIe et XVIIe siècles. Les fortifications doloises sont parmi les premières en France à intégrer des bastions ponctuant de façon régulière l'enceinte, un système défensif adapté aux progrès de l'artillerie qui permet un feu croisé sur les assaillants. Édifiés à partir de 1531 sur ordre de Charles Quint, ils sont introduits en Franche-Comté par des ingénieurs italiens, mais, encore largement héritiers de la tradition médiévale, ils doivent être modernisés au cours des XVIe et XVIIe siècles. Les fossés aménagés au XVIIe qui courent entre le bastion sous la piscine et la porte d'Arans se sont révélés très profonds – six mètres – et très larges – environ 100 mètres. Ces dimensions importantes sont liées à l'édification successive de deux « demi-lunes » en avant de la porte et destinées à la protéger. La pointe de ces ouvrages défensifs de forme triangulaire est dirigée vers l'extérieur ; la date de construction de l'une d'entre elles, 1636, coïncide avec la résistance de la ville au siège des Français. Si un de ces ouvrages était déjà connu, les archéologues ont décelé dans un autre secteur la présence probable d'une troisième demi-lune. En effet, les sondages ont mis en évidence une puissante maçonnerie, large de deux mètres, dont l'orientation trahit l'exis-tence d'un ouvrage détaché.

« La construction de la piscine municipale aurait détruit le château médiéval de Frédéric Barberousse. Les diagnostics de 2016-2017 me permettent de dire que ce n'est pas le cas. »

Valérie Viscusi, responsable scientifique, Inrap

DÉCOUVERTE REMARQUABLE
BOUROGNE / TERRITOIRE DE BELFORT
—



6 000 ANS D'HISTOIRE À BOUROGNE

À l'orée du vieux village de Bourogne, l'Inrap a mené en 2017, la seconde phase d'une opération (6 700 m²) livrant la vision d'une occupation échelonnée sur près 6 000 ans.

Outre les silex et haches du Néolithique, les fosses de l'âge du Fer dont l'une, rituelle, contenait deux porcelets inhumés tête-bêche, l'enclos du domaine agricole d'une villa romaine et une tombe du IVe siècle, l'intérêt de la fouille se concentre sur les vestiges mérovingiens (VIe et VIIe siècles). Les traces d'habitat et de foyers associées à des fonds de cabanes consacrées au stockage ainsi que des scories de fer, indices d'une forge, démontrent l'existence d'un hameau avec ses fonctions économiques et artisanales. Des carcasses animales ensevelies évoquent des mesures prophylactiques contre des épizooties. Après une période d'abandon, les nouvelles constructions d'un hameau des Xe-XIIe siècles apparaissent ; d'épais murs de pierre signalent un bâtiment étonnamment important pour une zone rurale, peut-être l'empreinte d'un premier château ? Des pots de poêle de chauffage révèlent le confort des bâtiments du XIIIe siècle et des structures du XIVe attestent la poursuite de l'occupation. Un grand four à chaux circulaire amorce la construction des communs du château au XVIe dont subsistent quelques ruines. « Plus les fouilles s'approchent du cœur du village, plus elles sont riches d'enseignements », estime David Billoin, responsable scientifique.

1 Vue générale des vestiges avec les ruines du château sur la droite. © Com'Air/Inrap

2 Four à chaux du XVIe siècle, lié à la construction des communs du château. © Philippe Haut, Inrap

3 Les vestiges en creux de la période mérovingienne. © Com'Air/Inrap

LE GÉNÉRIQUE
—

DÉPARTEMENT
Territoire de Belfort

AMÉNAGEUR
Particulier

NATURE DE L'AMÉNAGEMENT
Constructions de maisons individuelles

RESPONSABLE SCIENTIFIQUE
David Billoin, Inrap, UMR 5140 ASM

ÉQUIPE
Véronique Brunet-Gaston
Sylvie Canterelle
Sylvie Cocquerelle
Stéphane Dubois
Gouerou Gaëtan
Véronique Ganart
Arnaud Goutelard
Philippe Haut
Jean-François Jakubowski
Annie Labeaune
Katia Lagorsse
Anne Larcelet
Valérie Lamy
Bénédicte Martin
Jean-Christophe Passerat
Thomas Le Saint Quino
François-Xavier Simon
Bénédicte Voeltzel
Olivier Zumbrunn

RÉCIT
PIERRE-DE-BRESSE / SAÔNE-ET-LOIRE

3 000 ANS D'HISTOIRE ET L'ARCHÉOLOGIE POUR TOUS

À la faveur d'une fouille sur cinq hectares prescrite avant l'extension du domaine d'exploitation de la gravière C2B GSM Granulats, l'Inrap a révélé en 2014, une occupation continue du pays bressan depuis l'âge du Bronze jusqu'à la fin de l'Antiquité.

À partir de la fin de l'opération et jusqu'au printemps 2018, la commune bourguignonne de Pierre-de-Bresse, 2 000 habitants, a ainsi redécouvert ses 3 000 ans d'histoire. Un cycle de conférences, auquel a succédé une exposition intitulée « Sous les graviers notre histoire », a été organisé conjointement par les équipes de l'Inrap et de l'Écomusée de la Bresse, une initiative à laquelle s'est associé Julien Favier, responsable foncier et environnement de C2B, aménageur. Les élèves d'écoles élémentaires, des collégiens, des enseignants et le grand public ont ainsi pu appréhender les richesses insoupçonnées de leur passé et celles du métier d'archéologue.

1 La fouille en cours sur le site de la gravière a révélé une présence humaine continue de l'âge du Bronze jusqu'à la fin de l'Antiquité (-2200 à 500 de notre ère). © Philippe Haut, Inrap

Mise en lumière de la démarche archéologique

Nous connaissions mal ce secteur agricole car les projets d'aménagement y sont rares. Nous avons découvert plus de 600 vestiges depuis l'âge du Bronze, un petit cimetière gaulois, une *villa* antique… La plus belle trouvaille est une échelle en bois de l'âge du Bronze dont le seul exemplaire comparable connu se situe en Suisse. L'objet, taillé dans un seul bloc de chêne, a été retrouvé quasi intact, dans un puits de captage d'eau potable, tel qu'il avait été installé à l'époque. Dès la fin de la campagne, nous avons organisé dans l'Écomusée des conférences devant plus de 200 élèves et un public adulte. L'idée a alors germé d'une présentation plus large à travers une exposition didactique intitulée « Sous les graviers notre histoire ». Sont exposés une tombe gauloise reconstituée, du mobilier de l'âge du Bronze, des céramiques décorées exprimant la virtuosité artisanale des potiers… Et l'échelle comme clou du spectacle. L'occasion était idéale pour dépasser le seul propos historique de la localité et s'ouvrir à celui de la démarche archéologique en France, sa réglementation, ses métiers, ses protocoles scientifiques. Et j'ai senti une vraie curiosité du public.

Sébastien Chevrier,
responsable scientifique, Inrap

Un enrichissement fondamental du patrimoine local

L'Écomusée de la Bresse bourguignonne est organisé en une galaxie de treize sites : douze consacrés à des thématiques particulières, et le principal, au château de Pierre-de-Bresse, qui présente une collection généraliste centrée sur les spécificités de notre territoire. Nous y abordons l'archéologie mais de façon légère car, si la Bresse ne manque pas de vestiges, elle manque d'archéologues ! L'arrivée de ce chantier de fouilles et de l'équipe de l'Inrap nous a offert une possibilité exceptionnelle d'élargissement de nos connaissances, sur une échelle de temps très longue puisque les découvertes remontent au Paléolithique pour s'achever au commencement du Moyen Âge. Pour nous, c'est fondamental parce que nous pouvons ainsi présenter au public une collection complète. Grâce à l'importance et au nombre des trouvailles, complétées par les travaux menés sur un autre site de la commune, le Châtelet, j'envisage désormais d'intégrer davantage l'archéologie dans le parcours muséographique de notre galerie permanente.

Dominique Rivière,
conservateur en chef du patrimoine, directeur de l'Écomusée de la Bresse bourguignonne

S'appuyer sur l'Inrap pour monter un projet pédagogique

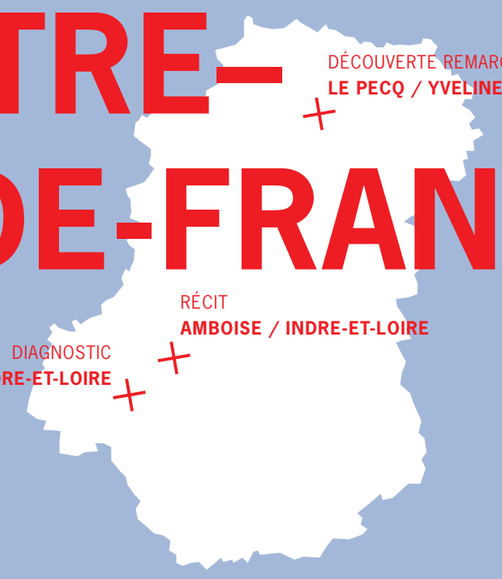
J'ai travaillé avec deux collègues de CM[2] et de 6e pour mettre en œuvre un projet pédagogique centré sur la tribu gauloise des Sénons, durant l'année 2017-2018. L'appui de l'Inrap permet aux élèves de découvrir et d'expérimenter les méthodes de l'archéologie et de s'approprier le patrimoine local. Nous conservons la main sur la pédagogie ; l'Inrap nous apporte les connaissances techniques et les animations de terrain. Nous avons commencé à l'Écomusée par une visite de l'exposition « Sous les graviers, notre histoire », guidée par le responsable des fouilles de Pierre-de-Bresse. Nous avons aussi été reçus pendant une demi-journée par les professionnels du centre de recherches archéologiques de Passy, dans l'Yonne. Les élèves ont ainsi appréhendé l'étendue des métiers et des compétences scientifiques. J'espère pouvoir poursuivre la collaboration passionnante avec l'Inrap sur de nouveaux sujets. Pourquoi pas l'archéologie gallo-romaine de Sens ?

Sylvain Charles,
enseignant missionné en service éducatif auprès des musées de Sens

« J'envisage désormais d'intégrer davantage l'archéologie dans le parcours muséographique de notre galerie permanente. »

Dominique Rivière, conservateur en chef du patrimoine, directeur de l'Écomusée de la Bresse bourguignonne

CENTRE–ÎLE-DE-FRANCE



DIAGNOSTIC
INDRE-ET-LOIRE
—
DÉCOUVERTE
YVELINES
—
RÉCIT
INDRE-ET-LOIRE

Direction interrégionale
Pantin
—
Directrice interrégionale
Marie-Christiane Casala
—
6 centres de recherches archéologiques (La Courneuve, Pantin, Croissy-Beaubourg, Chartres, Saint-Cyr-en-Val, Tours)
—
352 agents

DIAGNOSTIC
TOURS / INDRE-ET-LOIRE
—

SOUS LES MURS DE LA CASERNE : UNE ABBAYE

En menant un diagnostic sur l'emplacement de deux casernes à Tours, l'Inrap savait pouvoir confirmer la présence d'une importante abbaye mais aussi devoir tenir compte de nombreuses contraintes.

Nicolas Fouillet,
responsable scientifique, Inrap

À l'emplacement d'une des deux anciennes casernes où un promoteur doit construire un écoquartier, de nombreuses archives attestent la présence de la plus importante abbaye bénédictine féminine de Touraine fondée en 1002. Mais la configuration des lieux a compliqué la tâche des archéologues. Pour éviter de déstabiliser les bâtiments encore en élévation tout en s'assurant d'un espace de stockage des déblais, les trente-sept sondages ont été effectués le plus loin possible des murs, mais dans les zones où des plans de l'époque révolutionnaire indiquaient l'emplacement du monastère. Les tranchées ont dû être creusées en escalier dans un sol sablonneux instable afin d'atteindre les vestiges enfouis de un à quatre mètres de profondeur. Les archéologues se sont aussi soumis aux règles de protection contre une pollution chimique précédemment détectée : combinaisons, masques, douche de décontamination. Enfin, la présence d'armes de la dernière guerre a imposé ponctuellement l'assistance et la surveillance des travaux de déblaiement par une entreprise spécialisée. Malgré tout, les huit hectares de l'emprise – une exception en centre-ville – ont permis d'avoir une bonne vision de l'abbaye dont la totalité de la surface est recouverte par la caserne Beaumont. Au-delà des vestiges très ténus du Néolithique jusqu'au haut Moyen Âge, de nombreuses structures du XIe siècle ont été mises en évidence : une partie du cloître, de la nef et du transept de l'abbatiale ; une partie du logis de l'abbesse ; des murs de terrasse et des fosses d'arbres du jardin ; les traces d'un portail formant une entrée monumentale. Des sépultures, dont certaines antérieures au XIe siècle, ont aussi été trouvées. « À ce stade, on ne peut pas encore préciser s'il s'agit de tombes de moniales ou de paroissiens dont l'église est toute proche », indique Nicolas Fouillet, responsable scientifique.

« À ce stade, on ne peut pas encore préciser s'il s'agit de tombes de moniales ou de paroissiens dont l'église est toute proche. »

Nicolas Fouillet, responsable scientifique, Inrap

DÉCOUVERTE REMARQUABLE
LE PECQ / YVELINES
—

LA PREMIÈRE GARE DE VOYAGEURS DE FRANCE

L'ancienne gare du Pecq, inaugurée en 1837, est le terminus de la ligne de 18 km en provenance de Saint-Lazare.

Elle conduit en villégiature les Parisiens friands des distractions de Saint-Germain-en-Laye : bords de Seine, parc, Fête des Loges. À l'époque, le chemin de fer reste cantonné au transport de marchandises. En investissant dans cette ligne, les frères Péreire, financés par James de Rothschild, rencontrent immédiatement l'engouement du public. Le temps de trajet passe en effet de cinq heures en calèche à… 19 minutes ! Cette fouille est fondamentale pour l'histoire des chemins de fer car les archives sur la gare sont lacunaires et dispersées. « Nous avons été surpris par le faste que les constructeurs ont voulu donner au lieu », décrypte Ludovic Decock, responsable scientifique.

Le soubassement de l'aile nord présente une façade de 40 mètres et des espaces bien distribués. La vaisselle de restaurant, parfois dorée à l'or fin, des boutons et appliques ornés de locomotives pour les uniformes du personnel, tout le mobilier adopte la thématique ferroviaire. Les piliers de fondation de l'hôtel – situé en grande partie hors de l'emprise de la fouille – sont enfoncés à 3,5 mètres évoquant un édifice de grande hauteur. Par ailleurs, trois structures octogonales sur lesquelles les locomotives faisaient demi-tour ont été mises au jour. Cette découverte témoigne de l'essor économique et de l'évolution des modes de vie à la veille du Second Empire.

1 Vue de l'espace aménagé près des quais. Le cerclage est la trace probable d'un gazomètre qui permettait l'éclairage du bâtiment. © Laurent Petit, Inrap

2 Mobilier métallique (non restauré) issu de la fouille. Bouton orné d'une locomotive en bas relief. On lit l'inscription Saint-Germain Versailles, du nom de l'une des compagnies fondées en 1837 par les frères Péreire. © Laurent Petit, Inrap

3 Au premier plan : les pavés de l'aménagement du XXe siècle. En arrière-plan : les plaques de retournement. © Laurent Petit, Inrap

LE GÉNÉRIQUE
—

DÉPARTEMENT
Yvelines

AMÉNAGEUR
COFRINVES

NATURE DE L'AMÉNAGEMENT
Construction de logements

RESPONSABLE SCIENTIFIQUE
Ludovic Decock

ÉQUIPE
Priscillia Debouige
Yann Grillot
Laurent Michel
Xavier Peixoto

RÉCIT
AMBOISE / INDRE-ET-LOIRE
—

AMBOISE DÉCOUVRE LES TURONS

L'histoire d'Amboise ne débute pas à la Renaissance. Au Ier siècle avant notre ère, la ville est l'une des plus grandes agglomérations du nord-ouest de la Gaule et le chef-lieu du peuple des Turons dont le territoire couvre à peu près celui de la Touraine actuelle.

Depuis une quarantaine d'années, les très nombreuses interventions sur l'oppidum de 50 hectares ont révélé nombre de vestiges gaulois et gallo-romains. La ville a décidé de valoriser les découvertes à travers une exposition organisée avec l'ensemble des acteurs locaux de l'archéologie, dont l'Inrap. À travers 100 objets retrouvés par les archéologues au fil du temps, l'exposition « *Ambacia*, la gauloise » a donné des éclairages sur la vie quotidienne de la société des Turons et expliqué au public l'intérêt des fouilles. De juin à septembre 2017, l'archéologie amboisienne a ainsi rencontré un très large public.

1 L'exposition « *Ambacia*, la Gauloise »
© Gwennaëlle Jousserand, Inrap

Un partenariat stimulant

Nous travaillons depuis de nombreuses années sur le site remarquable de l'oppidum des Châtelliers d'Amboise, tant pour les diagnostics que pour les fouilles, avec le service archéologique départemental d'Indre-et-Loire (Sadil). Cela se concrétise par des interventions menées conjointement et par des échanges scientifiques quand nos opérations sont indépendantes. Ainsi à trois reprises entre 2015 et 2017, le Sadil et l'Inrap ont conduit des fouilles dans la partie sud du site. Nos investigations se sont complétées pour révéler la présence d'un quartier artisanal antique comprenant notamment la métallurgie du fer, la boucherie, le tissage, probablement la teinture ou le traitement des peaux, l'ensemble étant associé à des traces d'habitat. Notre partenariat à la fois stimulant et fécond nous a conduits à participer à la rédaction du catalogue de l'exposition « Ambacia, la gauloise », dirigé par Jean-Marie Laruaz, attaché de conservation du patrimoine au Sadil, pour y présenter les récentes fouilles effectuées rue du Petit Bonheur.

Fabrice Couvin,
responsable scientifique, Inrap

Témoigner du quotidien des Gaulois

Avec 80 interventions d'archéologie préventive sur le territoire communal, Amboise est un site primordial en Touraine mais le public le percevait insuffisamment. Il fallait offrir à ce dernier un cadre qui lui permette de se saisir des connaissances scientifiques accumulées depuis les années 1950. L'exposition s'est focalisée sur l'occupation gauloise parce que les Amboisiens ignoraient qu'à l'époque leur ville était la capitale des Turons, parce qu'aussi de nombreux vestiges mis au jour remontent à cette période, enfin en raison de l'attrait fort du public pour les Gaulois. Nous avons sélectionné 100 objets qui rendaient compte du quotidien de la société gauloise révélé par l'archéologie et non par les textes romains. Présentés en huit thématiques, ils permettaient d'entrer dans les maisons et d'en saisir la structure, de comprendre comment l'on commerçait et quels étaient les échanges, de savoir de quoi l'on se nourrissait à Ambacia… Ainsi s'est établi un lien concret et direct entre l'archéologie et la connaissance historique, allant parfois à l'encontre d'idées reçues sur les Gaulois !

Jean-Marie Laruaz,
attaché de conservation du patrimoine, service archéologique départemental d'Indre-et-Loire (Sadil)

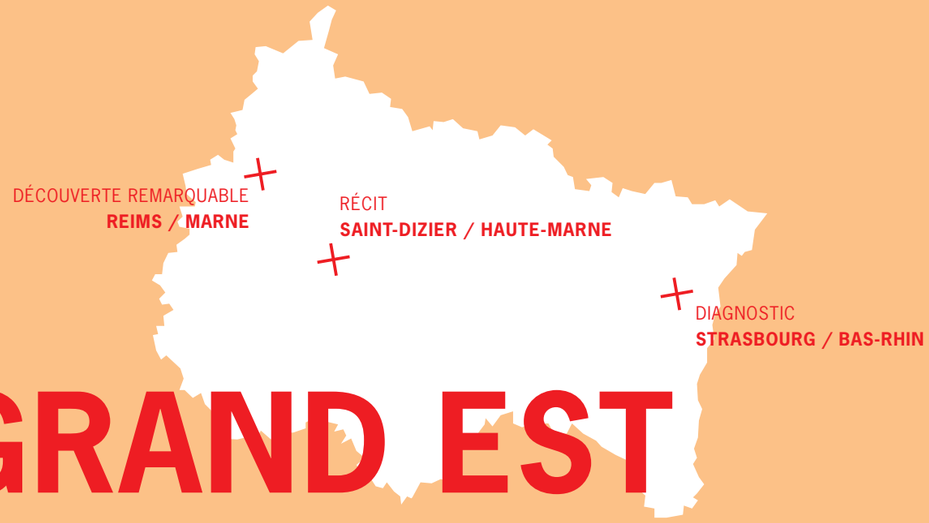
Dynamiser la valorisation de l'archéologie

Les découvertes des nombreuses campagnes archéologiques de la ville restaient largement méconnues des Amboisiens. Pour valoriser ce patrimoine, l'impulsion politique était fondamentale. Nous avons donc travaillé avec les différents acteurs locaux de l'archéologie préventive durant deux ans pour proposer cette exposition. La ville a subventionné la restauration d'objets, mis à disposition une salle du musée Pierre Morin et le site de l'église Saint-Florentin ; notre service de communication a réalisé des supports didactiques, nous avons conçu des animations en 3D… Mon intuition était juste : l'archéologie intéresse tout le monde, de 7 à 77 ans ! Le taux de fréquentation du musée a bondi de 70 %. Nous avons bien entendu attiré les Amboisiens, mais aussi le public de notre territoire et les touristes. Cette exposition est la porte d'entrée pour dynamiser la valorisation de l'archéologie à Amboise et nous en sommes très fiers. Pour que les archéologues continuent de travailler, ce partage de leurs découvertes avec le grand public est essentiel.

Valérie Collet,
maire adjointe à la culture d'Amboise, déléguée aux expositions, au patrimoine et à la lecture publique

« Cette exposition est la porte d'entrée pour dynamiser la valorisation de l'archéologie à Amboise et nous en sommes très fiers. »

Valérie Collet, maire adjointe à la culture d'Amboise, déléguée aux expositions, au patrimoine et à la lecture publique



GRAND EST

DIAGNOSTIC
BAS-RHIN
—
DÉCOUVERTE
MARNE
—
RÉCIT
HAUTE-MARNE

Direction régionale
Metz
—
Directeur régional
Claude Gitta
—
5 centres de recherches archéologiques (Reims, Passy, Ludres, Saint-Martin-sur le Pré, Strasbourg)
—
238 agents

DIAGNOSTIC
STRASBOURG / BAS-RHIN
—

CONTOURNEMENT OUEST DE STRASBOURG : PLUSIEURS ACTEURS MOBILISÉS

Il aura fallu plusieurs mois de préparation avant de lancer la vaste opération de diagnostic liée à la construction prochaine du contournement autoroutier de Strasbourg.

Fabienne Boisseau,
Aurélie Carbillet,
Matthieu Michler,
responsables scientifiques, Inrap

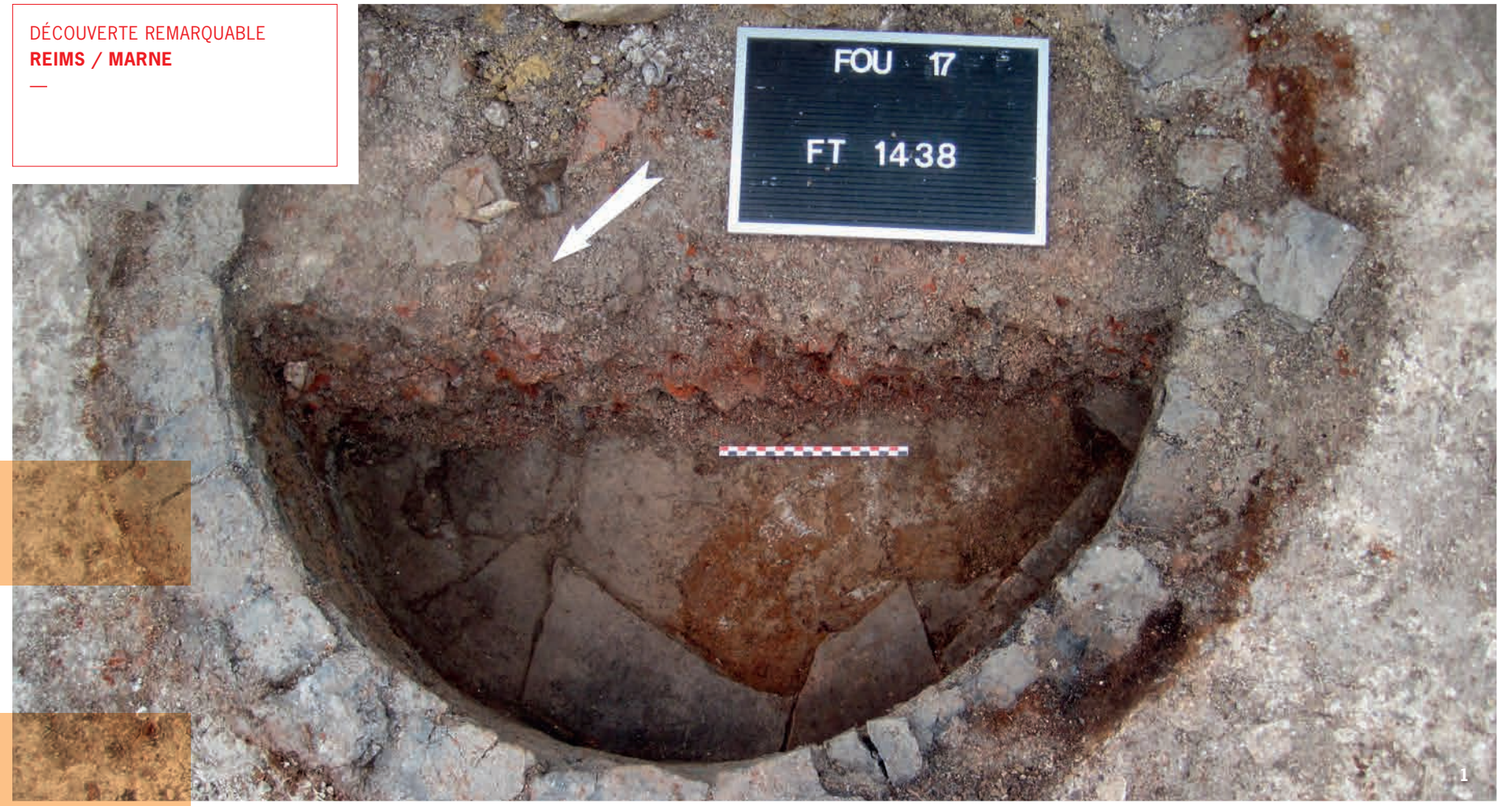
L'infrastructure s'étendra sur 24 kilomètres. Pour réaliser un diagnostic sur 470 hectares en six zones, l'Inrap et Archéologie Alsace se sont associés et ont effectué plusieurs centaines de sondages dont certains jusqu'à 10 mètres de profondeur. Commencée en novembre 2016, la campagne s'est achevée en avril 2017, date impérative pour assurer… la reproduction du grand hamster, espèce menacée, et la récolte des asperges !
La prise en compte des données environnementales, pour la protection de la flore et de la faune, a nécessité une large concertation en amont.
Les discussions avec la Chambre d'agriculture ont eu pour but de faire intervenir les équipes et les engins sans compromettre la récolte après le passage des archéologues, objectif qui impose des conditions parfois très précises de remise en état des terrains.

L'Inrap et Archéologie Alsace ont également mis en place un système d'information géographique (SIG) améliorant la gestion des données.
« L'acquisition de compétences sur des réglementations nouvelles montre que l'archéologie se coule dans les préoccupations de son temps », estime Éric Boës, directeur adjoint scientifique et technique.
Et la recherche n'y perd rien : sur les 47 gisements mis au jour dans ce secteur agricole peu connu, les vestiges recueillis permettent d'approcher les modes de vie des populations depuis les chasseurs-cueilleurs du Paléolithique, les premiers cultivateurs sédentarisés du Néolithique, jusqu'aux habitants de l'âge du Bronze, de l'âge du Fer et de l'Antiquité. Plusieurs millénaires d'histoire pour plus d'une trentaine de sites qui feront l'objet de fouilles complémentaires.

« L'acquisition de compétences sur des réglementations nouvelles montre que l'archéologie se coule dans les préoccupations de son temps. »

Éric Boës, directeur adjoint scientifique et technique, Inrap

DÉCOUVERTE REMARQUABLE
REIMS / MARNE
—



UN VASTE QUARTIER ARTISANAL DE LA REIMS ANTIQUE

La construction d'une zone résidentielle a entraîné la réalisation de quatre fouilles entre 2014 et 2017 sur une surface totale de 1,2 hectare.

Deux fours découverts en 2016 et 2017 (parcelles de 7 500 m²) témoignent de la présence d'au moins un atelier de verrier. « C'est une première, indique Pascal Stocker, responsable scientifique, car, jusque-là, aucune autre activité que la tabletterie – travail de l'os, destiné à fabriquer des épingles, charnières de portes, etc. – n'avait été décelée dans ces confins nord-ouest de la ville antique. » Les fouilles dans ce secteur ont toutefois permis de mettre à nouveau en évidence une activité de tabletterie, et notamment la chaîne de production des épingles en os. Par ailleurs, les fondations, murs et caves mis au jour confirment une organisation spatiale classique : habitat en front de rue et ateliers en fond de parcelle datés entre le début du Ier et la fin du IIIe siècle. Enfin, la dernière occupation du site est représentée par la présence d'une sépulture de l'Antiquité tardive.

1 Four de verrier. © Pascal Stocker, Inrap

2 Ébauches de tabletterie. © Jean-Jacques Bigot, Inrap

3 Cave. © Pascal Stocker, Inrap

LE GÉNÉRIQUE
—

DÉPARTEMENT
Marne

AMÉNAGEUR
SAS Les Arènes

NATURE DE L'AMÉNAGEMENT
Construction d'un quartier résidentiel

RESPONSABLE SCIENTIFIQUE
Pascal Stocker

ÉQUIPE
Sébastien Viller
Stéphane Gérard
Yannick Millerski
Boris Marié
Sébastien Paris
Daniel Martins
Sandrine Thiol
Florie Spies
Nicolas Mailly
Marie Grousset
Gwenaëlle Cabille
Pascal Neaud
Bruno Duchêne
Cyril Van Lynden
Guillaume Aubazac
Caroline Dulou

RÉCIT
SAINT-DIZIER / HAUTE-MARNE

UN ENGAGEMENT DE LONG TERME À SAINT-DIZIER

Fin 2017, la ville de Saint-Dizier, le collège Anne Frank, le lycée Saint-Exupéry et l'Inrap ont renouvelé pour trois ans un important partenariat culturel et pédagogique.

L'expérience entamée en 2014 avec des collégiens de 6e s'est étendue aux lycéens de 2de et touche chaque année une quarantaine d'élèves volontaires répartis à égalité entre les deux classes. Encadrés par leur professeur d'histoire-géographie et en lien avec un archéologue de l'Inrap référent du projet, ils sont sensibilisés à l'archéologie tant d'un point de vue théorique que pratique durant toute l'année scolaire : visites de sites, interventions de spécialistes, ateliers, apprentissage des techniques dans un bac de simulation de fouilles spécialement conçu, apprentissage sur le terrain encadré par un professionnel. L'archéologie constitue également un socle d'enseignement dans d'autres disciplines comme les sciences et vie de la Terre, les mathématiques, la littérature… La « classe archéologie » de 6e est l'une des 30 initiatives sélectionnées parmi 500 par le ministère de l'Éducation nationale dans le cadre de la Journée nationale de l'innovation. Elle a obtenu le prix du jury.

1 Les élèves et leur professeur vont à la rencontre des archéologues dans un centre de recherches de l'Inrap.
© DR, Inrap

De l'émotion à la connaissance

Je pense que les découvertes archéologiques provoquent en chacun de nous un choc émotionnel fort, un sentiment universel qui suscite des questions fondamentales. Qui sont ceux qui nous ont précédés ? Que signifie vivre ensemble ? Qu'est-ce qu'un peuple ? Comment se construit-il ? À cela, l'archéologie apporte des réponses concrètes et rationnelles, quand l'enseignement de l'histoire ou l'éducation civique paraissent parfois abstraits aux élèves. C'est donc une formidable occasion de développer leur curiosité et leur envie de connaissance quelle que soit leur origine sociale. L'action pédagogique, que j'ai initiée en tant que maire en 2014 et qui se poursuit aujourd'hui, repose sur ce constat. C'est un travail de fond dont la réussite dépend de l'engagement durable de la Ville, des enseignants et du solide appui scientifique de l'Inrap.

François Cornut-Gentille, député de Haute-Marne

Une curiosité communicative

L'enseignement exploratoire « Patrimoine » proposé en 2de articule histoire et sciences et vie de la Terre. 15 à 20 lycéens le choisissent chaque année car l'archéologie parle aux jeunes. Le programme enchaîne des conférences de scientifiques – spécialistes de la taille des pierres (lithicien), des paléo-semences (carpologue)… –, des actions de tutorat, la rédaction de rapports de fouilles et surtout, deux interventions annuelles sur le terrain, encadrées par des archéologues. Les lycéens deviennent acteurs de leur enseignement et perçoivent l'étendue de cette science. Ma plus grande satisfaction : les voir entraîner leurs parents au musée !

Agathe Papini, professeur d'histoire-géographie, en charge de l'enseignement d'exploration « Patrimoine » au lycée Saint-Exupéry de Saint-Dizier

Un projet intellectuel, pratique et citoyen

L'atelier archéologie de 6e revêt une triple dimension. Intellectuelle d'abord, parce que les spécialistes qui interviennent en classe développent les connaissances ; manuelle et pratique aussi, parce que les collégiens apprennent à fouiller dans un bac de simulation contenant des fac-similés enfouis dans différences couches puis interviennent sur le terrain deux fois l'an, chacun encadré par un archéologue ; citoyenne enfin, parce que les découvertes révèlent à tous des repères culturels communs, par-delà la diversité apparente de leurs origines. Un double mouvement de tutorat des lycéens vers les collégiens et inversement, ainsi qu'avec des maternelles, crée un lien inédit et fécond entre eux. En archéologie, tous les collégiens partent à égalité de niveau et pour eux qui sont dans un établissement classé en réseau d'éducation prioritaire +, c'est un puissant vecteur de réussite.

Laurent Bastien, professeur d'histoire-géographie en charge de l'atelier archéologie au collège Anne-Frank

L'archéologie, élément de l'identité de la ville

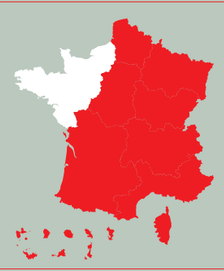
Depuis de remarquables découvertes au début de la précédente décennie, nous avons développé une ambitieuse politique culturelle centrée sur l'archéologie. L'action éducative évidemment, qui doit sa réussite à l'admirable implication de l'Inrap, des chefs d'établissement, des professeurs référents et de leurs collègues d'autres disciplines qui s'intègrent au projet. Par ailleurs, la ville accueille depuis sept ans un grand chantier de fouilles programmées, soutient une association qui proposera en 2019 un festival archéologique, a organisé deux expositions dont le retentissement est allé jusqu'en Europe du Nord… L'archéologie constitue désormais un élément de l'identité de Saint-Dizier. La population bragarde s'approprie la richesse de l'histoire de sa ville dont le passé dépasse la tradition métallurgique et sa dimension ouvrière.

Élizabeth Robert-Dehault, maire de Saint-Dizier

« L'archéologie constitue désormais un élément de l'identité de Saint-Dizier. »

Élizabeth Robert-Dehault, maire de Saint-Dizier

GRAND OUEST



DIAGNOSTIC
LOIRE-ATLANTIQUE
—
DÉCOUVERTE
MORBIHAN
—
RÉCIT
EURE

Direction interrégionale
Cesson-Sévigné
—
Directeur interrégional
Claude Le Potier
—
7 centres de recherches archéologiques (Cesson-Sévigné, Bourguébus, Grand-Quevilly, Le Mans, Beaucouzé, Carquefou, Fontenay-le-Comte)
—
331 agents

DIAGNOSTIC
LA CHAPELLE-LAUNAY / LOIRE-ATLANTIQUE
—

L'ARCHÉOLOGIE ALLIÉE DE LA RESTAURATION DU PATRIMOINE

Gardiens de la mémoire de l'histoire des hommes, les archéologues participent parfois à la conservation des monuments.

Jean-Yves Langlois,
responsable scientifique, Inrap

C'est ce qu'illustre le diagnostic mené par l'Inrap à l'automne 2017 à l'abbaye de Blanche Couronne (La Chapelle Launay, Loire-Atlantique). Bâtie au XIIe siècle et largement remaniée au XVIIIe, celle-ci est toujours en élévation mais nécessite des travaux de restauration. Alors que les textes et l'observation de l'architecture certifient son fort potentiel archéologique, se pose la question des éventuelles destructions de ce patrimoine par les travaux à venir. Sonder sous les sols permet de localiser les vestiges et d'évaluer leur état de conservation. Les investigations concernent tous les espaces de l'abbaye et s'intéressent à toutes les traces de l'intervention humaine présentes dans les différents niveaux stratigraphiques. Il s'agit de reconnaître la nature des installations et des occupations et d'apprécier leur importance selon les époques. L'équipe peut de la sorte évaluer la densité et la complexité de ces « événements archéologiques ».

Ainsi, on a pu observer que les imposants travaux du XVIIIe siècle ont transformé la structure initiale en trois terrasses de l'abbaye, en une construction bâtie sur un seul niveau. Mentionnons aussi l'église, où les fragments de carrelage retrouvés à 20 centimètres de profondeur à peine témoignent de cinq siècles de réfections, induites notamment après l'implantation de sépultures. Dans le cloître, sous les remblais liés à la reconstruction du XVIIIe siècle, subsistent à un mètre de profondeur les sols du Moyen Âge puis la terre végétale, mémoire de la fonction agricole du site avant l'édification du monastère. En raison de contraintes techniques et afin d'obtenir les meilleures informations, les investigations ont été menées manuellement, couche par couche depuis la surface vers le fond, dans un ordre inverse à leur dépôt. Une méthodologie qui impose la patience. Mais qui est le prix à payer pour une étude précise et… utile.

« Les Monuments historiques pourront tenir compte de la connaissance de l'état des fondations, du type de sols anciens, de la sensibilité des couches archéologiques pour placer au mieux les réseaux. »

Jean-Yves Langlois, responsable scientifique, Inrap

DÉCOUVERTE REMARQUABLE
QUIBERON / MORBIHAN
—

L'EXCEPTIONNELLE OPPORTUNITÉ D'ÉTUDIER UN DOLMEN

Sur une parcelle privée au Manémeur à Quiberon, un dolmen a été fouillé. Composé d'une chambre funéraire et d'un couloir, il est daté du Néolithique moyen II (-4200 à -3800).

La découverte d'une partie d'une deuxième chambre funéraire fut une surprise, d'autant qu'elle était encore limitée par des blocs de pierre verticaux (orthostates). Elle s'adosse au cairn (amas de pierre) qui recouvre le premier dolmen, au moment où le couloir de celui-ci est allongé jusqu'à 6,5 m de long, soit un quasi-doublement. Si cette deuxième chambre n'a été que partiellement mise au jour, le dolmen principal a été intégralement étudié. Même si ne subsistaient que le sol dallé et les fondations, les observations ont permis de saisir le plan, l'évolution architecturale et les spécificités. Des blocs de construction ont été extraits sur place tandis que d'autres, utilisés en façade, proviennent de l'estran ; le couloir et le cairn ont été agrandis et une des dalles du sol de la chambre est en fait un menhir en réemploi. Parmi le mobilier retrouvé, plusieurs objets ont été fabriqués dans des matières premières extérieures au Massif armoricain, comme un beau pendentif en roche verte polie. À découverte exceptionnelle, méthode inédite : des images en 3D ont accompagné la fouille pour permettre une étude approfondie des techniques et phases de construction. « Une fouille de dolmen est rarissime car ceux encore visibles sont classés monument historique », estime Sandra Sicard, responsable scientifique.

1 Le site du Manémeur à Quiberon dans son environnement naturel.
© Emmanuelle Collado, Inrap

2 Partie sud du couloir bordé par un muret de pierres sèches.
© Émilie Lagnaud, Inrap

3 Perle en roche noire mise au jour dans le cairn.
© Emmanuelle Collado, Inrap

LE GÉNÉRIQUE
—

DÉPARTEMENT
Morbihan

AMÉNAGEUR
Particulier

NATURE DE L'AMÉNAGEMENT
Construction individuelle

RESPONSABLE SCIENTIFIQUE
Sandra Sicard

ÉQUIPE
François Briand
Vérane Brisotto
Éric Gaumé
Émilie Lagnaud
Éric Pierre
Chloé Pfister

RÉCIT
ALIZAY / EURE
—

10 000 ANS D'HISTOIRE À ALIZAY DANS L'EURE

En 2011 et en 2017, deux fouilles (12 et 8 hectares) sur la gravière de Cemex Granulats et Lafarge ont révélé une succession d'occupations humaines allant du Paléolithique supérieur jusqu'à l'Époque moderne.

Pendant 12 000 ans, sur ce site les hommes ont chassé, fait paître le bétail, dépecé des animaux, été inhumés, érigé une fortification… En berge de Seine, le site d'Alizay se caractérise par la présence d'anciens chenaux où les crues ont déposé des sédiments scellant les niveaux archéologiques. Pour bien comprendre les fluctuations de l'occupation humaine sur une longue période en fonction des modifications des paysages, l'Inrap a mobilisé d'importants moyens techniques et des spécialistes des environnements anciens. À l'occasion des Journées nationales de l'archéologie en juin 2017, une vingtaine de professionnels ont guidé sur le chantier 470 visiteurs et près de 60 élèves pour raconter cette vie millénaire et la technicité scientifique mise en œuvre pour la découvrir.

1 Journées nationales de l'archéologie 2017 : plus de 500 visiteurs se sont pressés sur le chantier d'Alizay lors d'une journée portes ouvertes.
© Armelle Mousseigne, Lafarge

Guider sur les traces ténues de l'occupation humaine

En parallèle d'ateliers interactifs avec des anthropologues et des céramologues, nous avons conduit les visiteurs sur des points clés de la fouille de 2017, à la découverte de vestiges du Néolithique et de l'âge du Bronze : des pierres délimitant des foyers, des silex taillés, des céramiques et des balles de fronde témoins de chasses ou de rixes. L'élément le plus évocateur de la visite réside dans ces empreintes de pas d'animaux et d'humains, scellées dans l'argile au début du IIe millénaire avant notre ère sur 200 mètres. Une crue soudaine fait fuir bétail et gardiens ; dans la précipitation, ils abandonnent des objets (balle de fronde), un chien est piétiné, etc. Nous avons aussi expliqué l'interdisciplinarité scientifique de ce chantier. Le travail archéologique est complété par une étude sur les paléotopographies, les pollens (palynologie), les coquilles de mollusques (malacologie), les charbons de bois (anthracologie)… Synthétiser ces données permet de restituer l'environnement dans toutes ses composantes et les interactions de l'Homme avec ce milieu de bord de berge. Cela donne à comprendre les logiques d'implantations humaines au cours de plusieurs millénaires en lien avec les ressources offertes par la Seine.

Sylvain Mazet,
directeur scientifique et technique, Inrap

Professionnalisme et relation humaine

D'évidence, une intervention archéologique constitue pour nous une contrainte. Son coût peut mettre en péril l'équilibre économique de l'activité et, en termes de délai, elle peut retarder l'exploitation. Ce sont donc des points de vigilance cruciaux. Nous examinons le risque archéologique très en amont de nos projets d'investissements et, pendant l'opération de diagnostic ou de fouille, nous veillons au respect scrupuleux du cahier des charges. Dans le dialogue avec l'opérateur, les relations humaines et le professionnalisme sont déterminants. À Alizay, qui est pour nous un site stratégique, Cemex et l'Inrap sont parvenus à une compréhension mutuelle de leurs contraintes respectives. Nous avons senti la volonté de l'Inrap de répondre à notre problématique financière. Rapide et efficace, l'expérience de 2011 qui portait sur 40 % de la surface de la gravière a pesé dans notre choix d'opérateur pour la phase de 2017.

Jacques de Moustier,
directeur développement, environnement et foncier de Cemex Granulats Nord

L'utilité scientifique de l'imagerie par drone

J'ai participé à la mise au point des outils de modélisation topographique par drone afin de répondre aux besoins des archéologues sur le chantier d'Alizay. Concrètement, à chaque grande étape de la fouille, lors du passage du drone, le site est photographié toutes les 3 secondes. Les centaines d'images récoltées sont traitées par un algorithme pour produire une cartographie en 3D qui s'intègre ensuite dans le système d'information géographique (SIG) de l'Inrap, outil de stockage des données archéologiques et d'analyse spatiale. On obtient une vue avec des courbes de niveaux d'une précision centimétrique. Ce procédé est complémentaire de l'orthophotographie : avec une grande quantité de photos disposées en mosaïque, on parvient à rectifier la déformation produite par la lentille de l'objectif photographique pour réaliser une photo aérienne parfaitement exacte en tout point de l'image. Pour maîtriser de A à Z le dispositif, nous fabriquons nous-mêmes nos drones et traitons les photos. Le but est de s'insérer dans la chaîne scientifique des archéologues. C'est ce que j'ai présenté lors des Journées nationales de l'archéologie à Alizay… et c'est passionnant !

Sylvain Hérubel,
Photographe et cartographe indépendant

« Rapide et efficace, l'expérience de 2011 qui portait sur 40 % de la surface de la gravière a pesé dans notre choix d'opérateur pour la phase de 2017. »

Jacques de Moustier, directeur développement, environnement et foncier de Cemex Granulats Nord

GRAND SUD-OUEST

DIAGNOSTIC
CHARENTE
—
DÉCOUVERTES
GERS / GUYANE
—
RÉCIT
PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

Direction interrégionale
Bègles
—
Directeur interrégional
David Zurowski
—
9 centres de recherches archéologiques (Poitiers, Limoges, L'Isle-d'Espagnac, Campagne, Bègles, Montauban, Saint-Orens, Cayenne, Gourbeyre)
—
331 agents

DIAGNOSTIC
ANGOULÊME / CHARENTE
—

INTERVENIR ENSEMBLE

Pas de rigueur scientifique sans méthode, pas d'intervention très complexe en centre-ville sans concertation : la campagne de diagnostic menée de février à mars 2017 à Angoulême l'illustre.

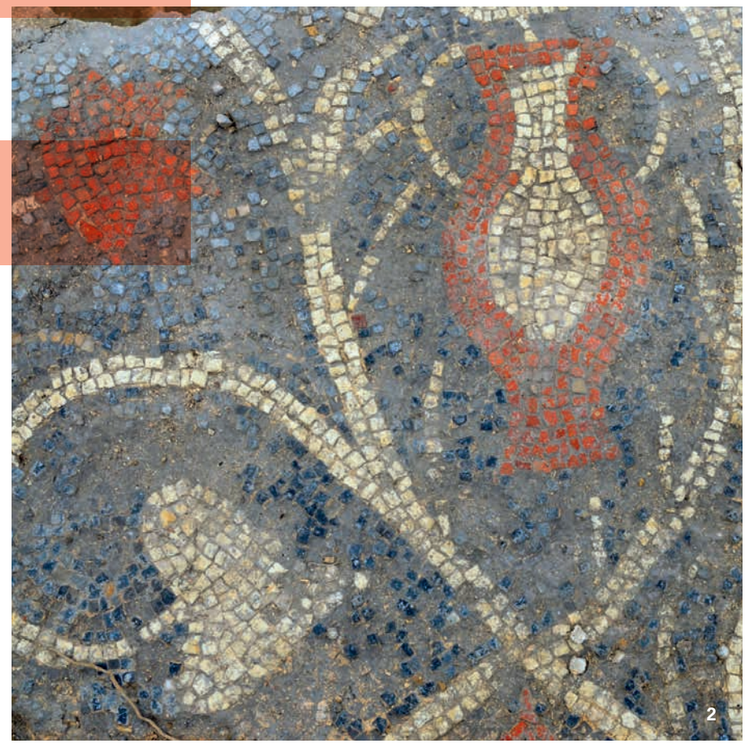
Adrien Montigny,
responsable scientifique, Inrap

La communauté d'agglomération du Grand Angoulême projetait de construire une infrastructure de transports en commun traversant son territoire d'ouest en est et du nord au sud. Son parcours dans le cœur historique de la ville imposait un diagnostic archéologique préventif. Après une période de concertation entre le service régional de l'Archéologie et la communauté d'agglomération, quatre arrêtés de diagnostics, correspondant à cinq emprises sur de futures stations de bus situées sur le domaine public, ont été pris en octobre 2016. L'Inrap et l'aménageur ont chacun leurs contraintes techniques et d'organisation. Mais ils se rejoignent sur la volonté de limiter la gêne occasionnée aux riverains et aux usagers, sans pour autant compromettre la qualité des investigations archéologiques. Pendant quatre mois, ils ont donc mis au point ensemble une méthodologie et un calendrier permettant d'enchaîner en continu les interventions sur chaque emprise. La communauté d'agglomération a prévu des travaux sur les zones de diagnostic : installation de barrières, repérage des réseaux, découpage de l'enrobé, puis remise en état de la voirie. Elle a pris parallèlement des arrêtés de plans de circulation modificatifs. De son côté, l'Inrap a mobilisé une équipe expérimentée capable de s'adapter aux aléas de terrain inhérents à ce type d'intervention et de repérer les vestiges dans des fenêtres d'observation étroites, se glissant dans l'entrelacs des réseaux urbains préalablement repérés. « Si les résultats archéo-logiques semblent parfois minces aux yeux des néophytes, ils permettent pourtant d'améliorer considérablement notre connaissance de la ville et de son évolution », estime Guillaume Pouponnot, délégué du directeur adjoint scientifique et technique. Ainsi, sur une emprise, des indices d'une occupation médiévale ont été mis au jour et, sur une autre, des sépultures de la même époque.

« Si les résultats archéologiques semblent parfois minces aux yeux des néophytes, ils permettent pourtant d'améliorer considérablement notre connaissance de la ville et de son évolution. »

Guillaume Pouponnot, délégué du directeur adjoint scientifique et technique, Inrap

DÉCOUVERTE REMARQUABLE
AUCH / GERS
—



DANS UN QUARTIER COSSU DE LA VILLE ANTIQUE D'AUCH

À Auch, les fouilles sont peu fréquentes donc précieuses. Celle menée par l'Inrap sur une parcelle privée de 800 m² d'avril à septembre 2017 l'a confirmé.

Des fossés, foyers et trous de poteau ont permis de dessiner plus précisément une partie des contours de la ville gauloise. Sur ces premiers niveaux, les découvertes ont révélé la configuration d'une habitation du Ier siècle de notre ère avec deux pièces dotées de sols de béton décorés d'incrustations de tesselles, l'un d'eux intégrant un petit tapis de mosaïque bicolore. Son architecture se caractérise par des murs de terre s'élevant au-dessus de fondations maçonnées.
Les archéologues ont découvert au même emplacement une partie d'une vaste demeure aristocratique construite en pierres au IIIe siècle.
Certainement propriété d'une personnalité importante et fortunée de la ville, cette *domus* a été remaniée à plusieurs reprises au IVe siècle. Dans son dernier état, des thermes privés ont été ajoutés et trois grandes pièces chauffées par le sol ont été agrémentées de belles mosaïques polychromes. « Leur style aquitain qui juxtapose des motifs géométriques et floraux, était en vogue à l'époque dans la région », précise Pascal Lotti responsable scientifique.
Le site, très proche du forum, est abandonné au Ve siècle, au moment où la ville se déplace sur l'autre rive du Gers. Pourquoi ? Les études en cours cherchent à le déterminer.

1, 2, 3 Mise au jour d'une *domus* antique à Auch.
Les sols en mosaïque sont très bien conservés.
© Jean-Louis Bellurget, Inrap

LE GÉNÉRIQUE
—

DÉPARTEMENT
Gers

AMÉNAGEUR
Privé

NATURE DE L'AMÉNAGEMENT
Construction d'une maison individuelle

RESPONSABLE SCIENTIFIQUE
Pascal Lotti

ÉQUIPE
Robert Abila
Vincent Arrighi (topographe)
Erwan Berthelot
Claude Cantournet
Fabien Callède (topographe)
Sophie Cornardeau
Olivier Dayrens
Lara Ducher (stagiaire, master ATRIDA, université Jean-Jaurès, Toulouse)
Philippe Gardes
Christophe Grancha
Laurent Grimbert
Manon Inisan (stagiaire, master ATRIDA, faculté Jean-Jaurès, Toulouse)
Marion Viarouge

DÉCOUVERTE REMARQUABLE
SAINT-LAURENT-DU-MARONI / GUYANE
—

L'INDUSTRIE PÉNITENTIAIRE EN GUYANE : UNE HISTOIRE MÉCONNUE

À Saint-Laurent du Maroni, des fouilles hors du commun sur 6 500 m² ont éclairé un pan méconnu de l'Histoire : l'industrie pénitentiaire.

Trois usines se sont superposées depuis la création du bagne en 1867 jusqu'à sa fermeture en 1948, avant d'être rasées en 1970. Des centaines de bagnards ont participé à leur construction sur sept hectares, des matériaux et une machinerie onéreuse ont été importés d'Europe ; mais les difficultés de l'introduction de la culture de la canne à sucre, exploitée sur 120 hectares par 917 concessionnairesen 1870, ont entravé les ambitions industrielles. Les structures en creux de citernes et de puits, l'enchevêtrement de canalisations indiquent le fort besoin en eau. « Ils signent aussi l'incompétence de l'administration pénitentiaire en montrant l'évolution de la production vers des produits de plus en plus simples, sucre, rhum, tafia », souligne Didier Rigal, responsable scientifique. Les pannes de matériel étaient fréquentes. Les bagnards dont le nombre est estimé à 200 étaient surveillés par des gardiens logeant sur le site dans une petite caserne édifiée de 1880 à 1884, dont ne subsiste que le rez-de-chaussée. Elle a été modélisée en 3D à partir des investigations archéologiques. Cette opération de l'Inrap est la première menée sur l'un des nombreux complexes industriels de l'administration pénitentiaire et elle révèle l'histoire encore peu connue de la vie du bagne.

1 Vue générale du site en cours de fouilles.
© Aeroprod/Ciap St-Laurent/Inrap

2 La caserne des gardiens et sa galerie avec mise en évidence des fondations. © Didier Rigal, Inrap

3 Structure encore en élévation liée au chauffage et au transport de l'eau. © Didier Rigal, Inrap

LE GÉNÉRIQUE
—

DÉPARTEMENT
Guyane

AMÉNAGEUR
Guyadial

NATURE DE L'AMÉNAGEMENT
Construction d'un supermarché (Intermarché)

RESPONSABLE SCIENTIFIQUE
Didier Rigal

ÉQUIPE
Jérôme Briand
Alexandre Coulaud
Axel Daussy
Sandrine Delpech
Christophe Gancha
Anne-Christine Nalin

RÉCIT
ORTHEZ / PYRÉNÉES-ATLANTIQUES
—

ORTHEZ, APRÈS LA BATAILLE

En 2016 et 2017, lors de fouilles préalables à la construction de la crèche municipale les archéologues de l'Inrap projetaient d'étudier l'évolution d'un cimetière.

Utilisé du XVIe au XIXe siècle, il fut d'abord rattaché à l'hôpital puis devint cimetière communal entre 1791 et 1809, date de son abandon. Le hasard a voulu que, sur ce périmètre de 280 m², représentant une infime partie du cimetière, l'Inrap fasse une autre découverte rarissime : une tombe multiple de 26 corps, vite identifiés comme des soldats de la bataille d'Orthez. Le 27 février 1814, elle sonna la défaite des troupes napoléoniennes face à l'offensive, dans le sud du pays, des alliés britanniques, portugais et espagnols, commandés par Wellington. Ce vestige est le premier du genre retrouvé en France. Son importance en a fait l'objet d'une collaboration scientifique avec un chercheur spécialiste des uniformes militaires et le sujet d'une exposition éclairant une page majeure de l'histoire de la ville.

1 Vue générale de la sépulture multiple.
© B. Ducournau

Une première en France

La découverte était totalement inattendue. Par la datation des boutons d'uniformes, des guêtres et des balles, nous sommes certains d'être en présence de soldats de la bataille d'Orthez, probablement français, mais les études doivent encore le confirmer. Os écrasés, membres sectionnés : les corps portent les stigmates de blessures violentes et traumatiques. Quant à leur disposition désordonnée, sur le ventre, le côté, le dos, elle indique qu'ils ont été ensevelis à la hâte. L'un d'eux portait des balles sur la poitrine – peut-être sa réserve – et une pierre à fusil de facture anglaise, probablement volée à l'ennemi, ce qui était une pratique courante soit pour se servir du matériel de l'adversaire, soit pour éviter qu'il ne tombe entre ses mains. Il n'existe en France aucun autre vestige comparable de soldats morts au combat à l'époque napoléonienne. Les plus approchants sont ceux de la retraite de Russie, mis au jour à Vilnius, en Lituanie. Mais qui sont ces soldats ? Ont-ils été soignés à l'hôpital ? Arrivent-ils du champ de bataille ? Nous voulons aussi poursuivre nos investigations sur les vestiges antérieurs qui ont été découverts. Bien des questions subsistent encore.

Christian Scuiller,
responsable scientifique, Inrap

Le traitement des morts après le combat

La bataille d'Orthez marque un tournant décisif dans la campagne des Pyrénées en 1814, à la veille de l'abdication de Napoléon. La tombe multiple découverte permet la confrontation des preuves matérielles archéologiques aux récits de cet événement laissés par les contemporains. Et si ceux-ci sont nombreux, celles-là sont rares. Nous pourrons étudier le traitement des morts – voire des blessés – juste après la bataille et préciser son déroulement général. Par ailleurs, la complémentarité du travail que je mène sur le matériel militaire retrouvé et de l'étude anthropologique de l'Inrap nous instruira sur l'âge des soldats et donc sur la composition des troupes. Par exemple, nous subodorons grâce aux boutons qu'il s'agit de Français. Seraient-ils des « Marie-Louise », ces très jeunes conscrits mobilisés hâtivement à la fin de l'Empire, ou bien des hommes plus chevronnés les encadrant, voire les deux ? En croisant les numéros de régiment figurant sur les boutons avec différents types de registres nous serons peut-être même capables d'identifier certains soldats et leurs origines pour mieux appréhender la sociologie de l'armée napoléonienne.

Jérôme Girodet,
responsable scientifique des collections historiques du musée Massey à Tarbes

Éclairer un pan d'histoire méconnu

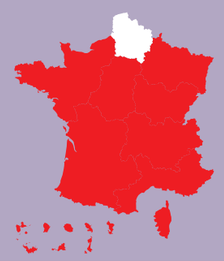
L'exposition « Les inhumés de la bataille d'Orthez » présentée de septembre à octobre 2017 et organisée avec le concours de l'Inrap constituait une première. Nous sommes en effet un petit musée associatif centré sur l'histoire du protestantisme – Jeanne d'Albret était la mère d'Henri IV. Cette « originalité » nous a ouvert à un public élargi pour lequel nous avons éclairé un pan méconnu de l'histoire locale. La veille de l'ouverture, nous avons dénombré 80 participants – contre une quarantaine d'ordinaire – à la conférence réunissant des intervenants de l'Inrap et un historien ; c'est significatif de la curiosité du public béarnais pour le sujet. L'exposition relatait les découvertes archéologiques, les premières observations, l'histoire de la bataille d'Orthez, et, lors du premier week-end, nous avons présenté du mobilier trouvé lors de la fouille. Les interventions archéologiques méritent d'être expliquées au grand public pour qu'il en saisisse les apports et, en ce sens, cette exposition est une réussite.

Charlotte Abadie-Laborde,
chargée de conservation du patrimoine du musée Jeanne d'Albret à Orthez

« La tombe multiple découverte permet la confrontation des preuves matérielles archéologiques aux récits de cet événement laissés par les contemporains. »

Jérôme Girodet, responsable scientifique des collections historiques du musée Massey à Tarbes

HAUTS-DE-FRANCE



DIAGNOSTIC
AISNE
—
DÉCOUVERTE
NORD
—
RÉCIT
SOMME

Direction régionale
Glisy
—
Directeur régional
Pascal Depaepe
—
6 centres de recherches archéologiques (Villeneuve-d'Ascq, Achicourt, Glisy, Croix-Moligneaux, Passel, Soissons)
—
202 agents

DIAGNOSTIC
SAINT-QUENTIN / AISNE
—

DES PARKINGS CONTEMPORAINS AU QUARTIER MÉDIÉVAL

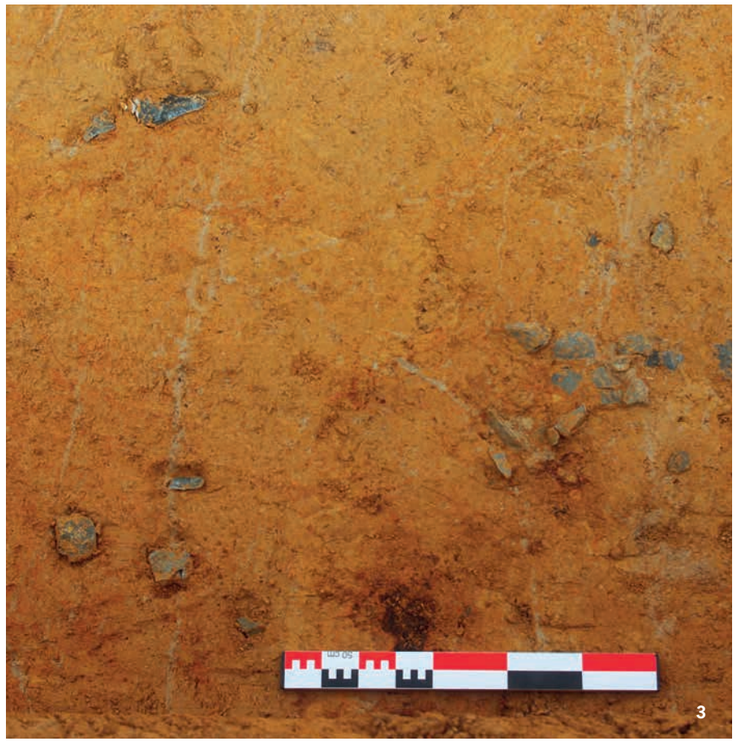
Entre places de stationnement et voies de circulation, il n'est pas aisé de révéler dans un temps limité le quartier de la collégiale de Saint-Quentin.

Jean-Jacques Thévenard,
responsable scientifique, Inrap

Saint-Quentin avait en projet la restructuration du parvis de la basilique et la construction d'un immeuble dans la rue Nordet adjacente. Le site est au cœur de la ville ancienne, dans l'emprise du « bourg » médiéval, fortifié en 886 par une enceinte de cinq hectares, autour du monastère abritant la tombe du martyr Quentin, et dans l'hyper-centre, nœud des transports et du stationnement. Or, pour mener deux diagnostics en cœur de ville, l'organisation est le maître mot. En amont de la campagne de diagnostics sur le parvis et ses abords, une concertation avec la mairie a permis de planifier l'intervention des archéologues durant l'été 2017 et de cibler cinq zones d'études (500 m² au total). La plus vaste, sous un square, est restée accessible durant toute la durée du diagnostic, tandis que l'ouverture et la fermeture des autres s'enchaînaient pour limiter les gênes. Une entreprise préparait la zone avant l'intervention de l'Inrap puis revenait immédiatement après pour remettre en état et rouvrir à la circulation. « Nous avons eu entre trois et cinq jours pour investiguer des secteurs de 500 m², souligne Jean-Jacques Thévenard, responsable de l'opération. Il n'y a pas eu de temps mort car la zone restée constamment ouverte nous permettait de poursuivre nos recherches. » Malgré l'impact des bombardements alliés de 1917-1918 et des travaux de restructuration des années 1920, les investigations ont montré un substrat archéologique bien conservé. La profondeur des terrassements limitée à un mètre, n'a pas empêché de retrouver sous des bâtiments des XVIIIe, XIXe et XXe siècles, des vestiges plus anciens en excellent état : maisons canoniales, église paroissiale Saint-André, tombes du XIVe, cloître du Chapitre dont la galerie sud a abrité fours à fusion, moules à cloches et four à chaux pour participer à la rénovation de la collégiale touchée par un incendie en 1669. Rue Nordet, l'emplacement de l'immeuble a été diagnostiqué en octobre révélant une surprise : des vestiges romains et mérovingiens et une nécropole carolingienne.

> « Il n'y a pas eu de temps mort car la zone restée constamment ouverte nous permettait de poursuivre nos recherches »
>
> **Jean-Jacques Thévenard,** responsable scientifique, Inrap

DÉCOUVERTE REMARQUABLE
LE CATEAU-CAMBRÉSIS / NORD
—



DES OCCUPATIONS NÉANDERTALIENNES PRÉSERVÉES DANS LES LIMONS DU NORD

La fouille réalisée pendant deux mois au Cateau-Cambrésis a révélé une stratigraphie (succession de couches sédimentaires) lœssique conservée qui témoigne de 250 000 ans d'histoire climatique.

Cet ensemble est situé dans un vallon aujourd'hui entièrement comblé et disparu du paysage. C'est grâce à ce piège sédimentaire que quatre occupations humaines attribuées à l'Homme de Néandertal ont été observées. Les deux plus récentes remontent au début de la dernière glaciation (-112/-90 000 ans) ; les hommes préhistoriques ont produit en fonction de leurs besoins des pointes et des lames en silex qu'ils ont surtout utilisées brutes, plus rarement transformées en racloirs. Les deux plus anciennes (-190/-220 000 ans) appartiennent à la glaciation précédente, l'outillage en silex est dominé par des bifaces et racloirs massifs. Selon Philippe Feray, responsable scientifique, « Les données recueillies sont rares pour le nord de la France et complètent nos connaissances du cadre environnemental et des techniques de débitage du silex des groupes néandertaliens qui se sont succédé sur ce territoire septentrional. »

1 L'archéologue fouille manuellement. © Philippe Feray, Inrap

2 Pointe Levallois. © Philippe Feray, Inrap

3 Quelques pièces du niveau principal. © Philippe Feray, Inrap

LE GÉNÉRIQUE
—

DÉPARTEMENT
Nord

AMÉNAGEUR
Ville du Cateau-Cambrésis

NATURE DE L'AMÉNAGEMENT
Construction d'un groupe scolaire

RESPONSABLE SCIENTIFIQUE
Philippe Feray

ÉQUIPE
Frédéric Broes
Sylvie Coutard
Yves Créteur
Rudy Debiak
Laurent Deschodt
Jennifer Lantoine
Thierry Marcy
Bruno Untereiner

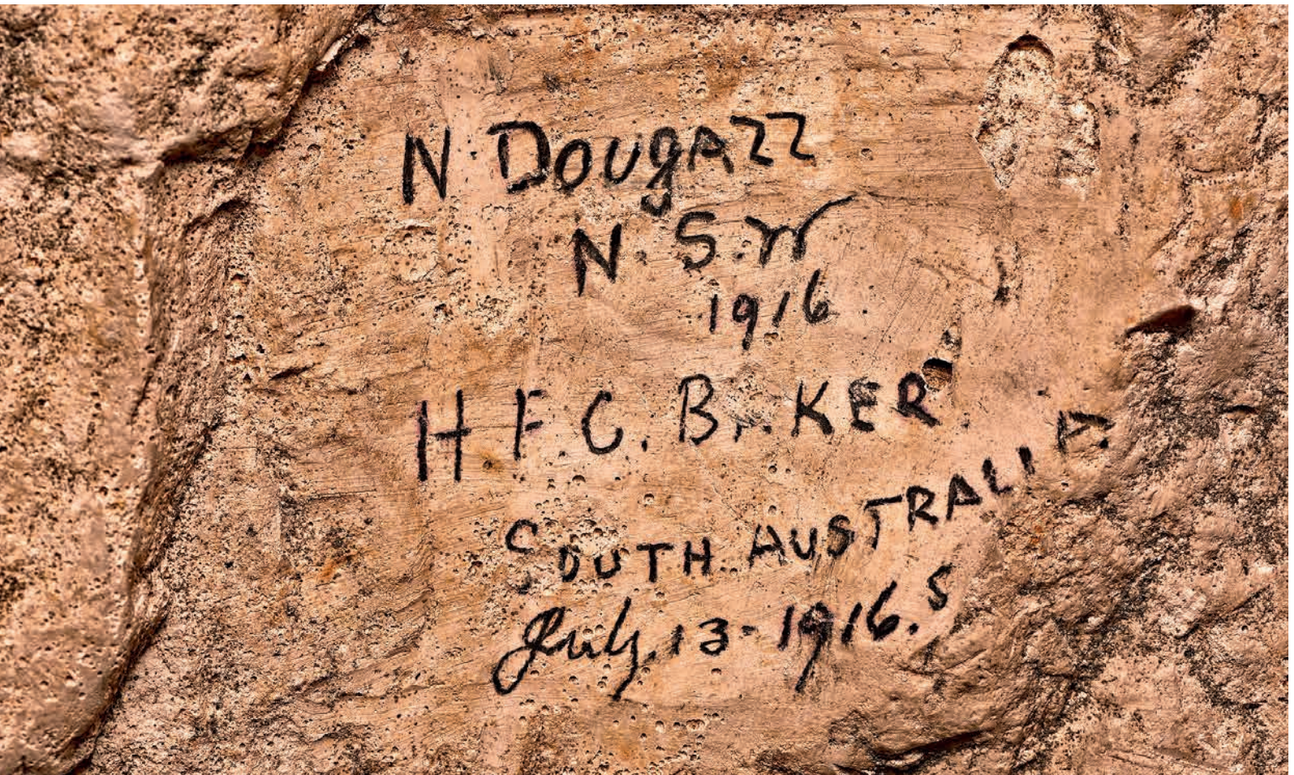
RÉCIT
NAOURS / SOMME

LES ENFANTS ET LES FANTÔMES DES SOLDATS

2014. Le puissant faisceau de la lampe de Gilles Prilaux, archéologue à l'Inrap, s'attarde sur les voûtes du souterrain.

Et soudain, des noms, des initiales, des dates, des chiffres se détachent par centaines. Ces fragiles graffitis ont été tracés au crayon de bois par des soldats de la Grande Guerre en villégiature à la cité souterraine de Naours, avant leur retour dans l'enfer du front. Le dédale de galeries creusé par les habitants pour s'abriter des rapines et combats de la Guerre de Trente ans attirait des touristes depuis sa découverte par l'Abbé Danicourt à la fin du XIXe siècle. Rien n'indiquait toutefois que des combattants, pour la plupart australiens, étaient venus y chercher du repos pendant la Première Guerre mondiale. C'est à cet émouvant moment de l'Histoire que des enfants du collège Les Coudriers prennent part depuis trois ans pour faire surgir de l'ombre le destin de ces « soldats voyageurs ». Le programme, qui a associé l'Éducation nationale, la communauté de communes Territoire Nord-Picardie, le conseil départemental de la Somme et l'Inrap, a rayonné jusqu'au bout du monde.

1 Inscriptions laissées par des soldats australiens.
© Dominique Bossut Inrap



Transmettre, une mission fondamentale de l'archéologue

Notre ambition était d'associer des enfants volontaires de 5e, 4e et 3e du collège Les Coudriers de Villers-Bocage à la recherche des identités et destins de ces soldats dont nous découvrions un pan de vie moins dramatique que celui de la boue des tranchées. Je leur ai transmis des clés pour décrypter ces hiéroglyphes d'un nouveau genre. Puis, ils ont fouillé une salle encombrée de gravats pour exhumer des graffitis, ont choisi chacun « leur » soldat, selon leur expression, et, encadrés par leurs enseignants, ont enquêté sur internet pour lui « redonner vie ». Leurs investigations les ont menés jusqu'en Australie, retrouvant parfois les familles des descendants de ces hommes. Leur passion était palpable lorsqu'ils ont restitué devant leurs parents et le public leurs travaux lors des Journées nationales de l'archéologie. Le programme prendra fin à l'occasion de la commémoration du centenaire de la fin des combats. À ce jour, 3 200 inscriptions ont été répertoriées et j'ai écrit de nombreuses biographies. Cette belle histoire éclaire une vocation de l'archéologie qui me tient à cœur : la transmission.

Gilles Prilaux,
directeur adjoint scientifique et technique, Inrap

Un programme complet de préservation et de valorisation

Avec l'Inrap, nous avons d'abord privilégié la préservation des graffitis, ce patrimoine inédit, puis, très vite, nous avons considéré l'importance de la transmission de cette histoire aux collégiens. Encouragés par l'appétence des professeurs, nous avons monté le projet « Soldats voyageurs » qui a rencontré un vif succès auprès des jeunes et dont la qualité a été saluée par le prestigieux prix Sadlier Stokes remis en main propre par l'Ambassadeur d'Australie auprès de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) en 2016. En novembre 2018, nous franchirons une nouvelle étape de valorisation : des visites guidées spécifiques, puis l'ouverture d'un espace muséal consacré aux graffitis, aux biographies de soldats et au thème plus large et plus surprenant des loisirs à l'arrière-front. L'Inrap nous a mis en relation avec l'Institut national des sciences appliquées (Insa) de Strasbourg qui a complètement modélisé les lieux. Grâce à ce travail, tout le monde, y compris les publics empêchés, pourra voyager dans le souterrain avec un casque de réalité virtuelle.
L'Inrap a su se saisir de ce programme avec un grand professionnalisme et je me félicite de notre magnifique collaboration.

Matthieu Beuvin,
directeur des Affaires culturelles et touristiques de la communauté de communes Territoire Nord-Picardie

Éducation, notoriété et tourisme

La Somme est une terre d'archéologie riche de sites remarquables, comme celui de Ribemont-sur-Ancre. En outre, nous favorisons « l'archéologie vivante » avec le parc éducatif et culturel de Samara, et nous fondons beaucoup d'espoir dans des projets de grands chantiers, notamment celui du canal Seine-Nord Europe. La médiatisation des graffitis des soldats australiens durant la Première Guerre mondiale et les investigations des collégiens de Villers-Bocage aujourd'hui font sonner le nom de Naours jusqu'en Australie où les grottes figurent désormais dans les guides des mémoriaux. À l'occasion du centenaire de la fin de la Grande Guerre, et dans les années suivantes, nous espérons accueillir des touristes, attirés par le mémorial australien de Villers-Bretonneux et le Sir John Monash Center, centre d'interprétation bientôt inauguré, mais aussi par les sites liés à cette époque que nous mettons en valeur. Ainsi avec la découverte de Naours, on mesure les bénéfices de l'archéologie : l'éducation à l'histoire, le rayonnement international qui tisse des liens entre les pays, l'économie avec le développement du tourisme. Le succès de la valorisation montre qu'il existe une « archéologie populaire » qui suscitera probablement les vocations nécessaires aux découvertes de demain.

Laurent Somon,
président du conseil départemental de la Somme

« L'Inrap a su se saisir de ce programme avec un grand professionnalisme et je me félicite de notre magnifique collaboration. »

Matthieu Beuvin, directeur des Affaires culturelles et touristiques de la communauté de communes Territoire Nord-Picardie

MÉDITERRANÉE

DIAGNOSTIC
HAUTES-ALPES
—
DÉCOUVERTE
GARD
—
RÉCIT
AUDE

Direction interrégionale
Nîmes
—
Directeur interrégional
Marc Bouiron
—
5 centres de recherches archéologiques (Eguilles, Marseille, Nîmes, Villeneuve-lès-Béziers, Saint-Estève)
—
242 agents

DIAGNOSTIC
GAP / HAUTES-ALPES
—

LA « NOUVELLE » CATHÉDRALE DE GAP

Grâce au projet de réfection du parvis de l'actuelle cathédrale de Gap, les équipes de l'Inrap ont révélé une de ses aïeules.

Lucas Martin,
responsable scientifique, Inrap

Les archéologues ont réalisé huit sondages place Saint-Arnoux au printemps 2017. « Nous n'espérions pas faire une découverte aussi fondamentale », se réjouit Lucas Martin, responsable scientifique. En effet, si l'équipe connaissait la succession de cinq cathédrales ponctuant l'histoire de la ville de la fin de l'antiquité au XIXe siècle, elle a pu révéler la deuxième d'entre elles, romane, élevée au début du XIe siècle. En témoignent les deux murs latéraux de la nef flanqués de tombes datées au carbone 14, un sol en dalles, ainsi que des bases de piliers scandant la nef et soutenant probablement une série d'arcs. Cette « église vieille », selon les termes des textes, est encore en activité durant la construction de celle qui va la remplacer à la fin du XIIIe siècle. Elle doit vraisemblablement sa disparition à l'instabilité des sols de soubassement très humides. La proximité de la chapelle Saint-Jean-le-Rond avec le monument roman semble corroborer l'hypothèse de sa fonction de baptistère comme le laissait supposer son nom. Parmi d'autres constatations intéressantes les archéologues ont par ailleurs confirmé une occupation de la ville durant le Haut Empire et redécouvert le rempart du Bas-Empire, corrigeant le plan qui en avait été fait au XIXe siècle.
Reste maintenant à imaginer le nouveau parvis.

« Nous n'espérions pas faire une découverte aussi fondamentale. »

Lucas Martin, responsable scientifique, Inrap

DÉCOUVERTE REMARQUABLE
UZÈS / GARD
—

BIENVENUE À *UCETIA*, ANCÊTRE D'UZÈS

Sur l'emprise du futur internat de deux lycées, les 4 000 m² fouillés entre 2016 et 2017 retracent le passé d'une partie de la ville romaine et médiévale.

Or les recherches étaient rares à Uzès et « les connaissances restaient très limitées puisque seule une stèle géographique retrouvée à Nîmes mentionnait *Ucetia* », souligne Philippe Cayn, responsable d'opération. Plus de mille structures archéologiques conservées montrent désormais une occupation à partir de l'Antiquité (Ier siècle avant J.-C.), puis un abandon de 200 ans dû à un déplacement urbain, enfin une renaissance du VIe au VIIIe siècle. Deux pavements en mosaïques polychromes, remarquablement conservés, constituent une découverte très spectaculaire. Sur le plus vaste – 60 m² répartis en deux pièces – s'organisent deux médaillons centraux ceinturés de riches décors. L'un d'eux représente dans ses angles un hibou, un canard, un aigle et un faon. En bordure, inscrites dans un cartouche, des lettres grecques, formées de tesselles blanches, se détachent à peine d'un fond également blanc, laissant deviner le nom de Lucius Cornelius, probable propriétaire de la *domus* de 250 m² au minimum, ouverte sur une cour à portique et constituée de quatre pièces en enfilade. La qualité des sols évoque des pièces d'apparat, peut-être une salle de banquet et son annexe. Mais est-ce vraiment le cas ? Qui est ce fameux Lucius Cornelius ? Quand ce bâtiment a-t-il précisément été érigé ? Les énigmes demeurent nombreuses.

1, 2, 3 Des mosaïques dans un état de conservation exceptionnel sont apparues lors de la fouille. © Denis Gliksman, Inrap

LE GÉNÉRIQUE
—

DÉPARTEMENT
Gard

AMÉNAGEUR
Région Occitanie

NATURE DE L'AMÉNAGEMENT
Construction d'un internat et d'une restauration communs aux lycées Gide et Guynemer d'Uzès

RESPONSABLE SCIENTIFIQUE
Philippe Cayn

ÉQUIPE
Jean-Luc Aurand
Sébastien Barberan
Julien Boislève
Aurélien Bolo
Serge Bonnaud
Marie Bouchet
Olivier Boudry
Lucille Brevet
Marc Céli
Frédéric Chandevau
Éric Conrad
Jeremy Dolbois
Laurent Duflot
Christophe Durand
Gilles Escallon
Antoine Farge
Jean-Marc Femenias
Eline Fraisse
Flora Gaucherand
Noémie Gryspeirt
Roland Haurillon
Gwénaël Herviaux
Bertrand Houix
Frédéric Jallet
Boris Kerampran
Emmanuel L'Henaff
Maxime Lairesse
Vincent Lauras
Sarah Laurent
Fabrice Leroy
Samuel Longepierre
Guillaume Martin
Cécile Martinez
Frédéric Messager
Laure Metais
Christelle Noret
Yoann Pascal
Michel Piskorz
Patrice Pliskine
Julien Rebière
Frédérique Robin
Marie Rochette
Hervé Rodeano
Emmanuelle Saron
Pamela Scarcella
Olivier Soulliaert
Christophe Tardy
Yaramila Tcheremissinoff
Claire Terrat
Benjamin Thomas
Mathilde Tissot
David Tosna
Ghislain Vincent
Sylvain Vondra
Tanguy Wibaut

RÉCIT
NARBONNE / AUDE
—

SOUS MON COLLÈGE, LE CAPITOLE

Deux cents élèves du collège Victor Hugo de Narbonne sont devenus archéologues durant leur année scolaire.

Ils ignoraient que, dans la cour de leur établissement, leurs pieds foulaient les vestiges du Capitole romain. En mai, pendant deux semaines de fouille, ils ont mis en pratique les connaissances préalablement dispensées par leurs enseignants, des professionnels de l'Inrap, du CNRS et du futur musée Narbo Via, l'ensemble étant placé sous la coordination du principal du collège et de la chargée du développement culturel et de la communication de l'Inrap pour la Méditerranée. Cette résidence d'archéologues a reçu le soutien financier de la direction régionale des Affaires culturelles (Drac) Occitanie, du LabEx Archimède (programme Investissements d'avenir) et du conseil départemental de l'Aude. Toutes les promesses éducatives, scientifiques et de valorisation ont été tenues. Lors des Journées nationales de l'archéologie, les collégiens, passionnés, ont présenté la fouille et l'intérêt de leurs découvertes dans « leur » exposition.

1 Les élèves fouillent la cour de leur collège comme de vrais archéologues et avec le soutien de ces derniers. Dans un second temps, ils traitent les vestiges découverts.
© Myr Muratet, Inrap

Des collégiens formés, efficaces et enthousiastes

Le défi consistait à donner aux collégiens une expérience vivante de l'archéologie qui maintienne la rigueur scientifique. C'est la raison pour laquelle, d'octobre à mars, enseignants, chercheurs et archéologues, chacun dans leurs domaines de compétence, sont intervenus pour leur apporter le bagage nécessaire à la compréhension du contexte historique général, des enjeux de l'opération et des techniques de fouille. L'emprise de 70 m² a été décapée pendant les vacances scolaires. En mai, par demi-classe et par demi-journée, les élèves ont été capables de jouer le rôle que l'on attendait d'eux, certains avec leurs outils de fouille, d'autres au tri ou au lavage. Ce n'était pas facile, parce que, même très motivés et attentifs, ils étaient tout feu tout flamme ! Nous n'étions pas inquiets pour la couche du XIXe siècle, peu fragile, mais il était indispensable de les encadrer pour les aider à discerner les vestiges dans les couches plus profondes. Et ils ont réussi ! C'est vraiment une de mes plus belles expériences de transmission.

Véronique Canut,
responsable scientifique, Inrap

Créer de la fierté d'appartenance et de la curiosité

Associer l'établissement à la richesse historique de la ville représentait pour les collégiens une chance inestimable. J'ai aussi vu dans ce projet une manière d'intégrer les 6e, de créer en eux un sentiment d'appartenance à la communauté scolaire, à l'heure où ils débutaient leur parcours ici pour quatre ans. C'est la raison pour laquelle j'ai refusé tout élitisme et j'ai tenu à ouvrir la participation à tous les collégiens de 6e, qu'ils soient en filière générale ou en Segpa (élèves en grande difficulté), ainsi qu'aux latinistes, hellénistes et internes. La collaboration entre tous les acteurs a été extraordinaire. Les enseignants ont joué le jeu de la transdisciplinarité (histoire, sciences et vie de la terre, langues anciennes, arts plastiques…) et de la complémentarité avec les intervenants extérieurs. Le personnel non enseignant s'est aussi mobilisé. Quand les collégiens parviendront en 3e, ils pourront sans doute voir des vestiges qu'ils ont découverts exposés dans le futur musée Narbo Via en cours de construction. Ils se souviendront, je le crois, des moments forts de cette aventure et peut-être que, dès à présent, ils regardent le monde avec plus de curiosité.

Jean-Michel Malvis,
principal du collège Victor Hugo

Un apport scientifique majeur

La fouille du collège Victor Hugo présente un fort enjeu scientifique. Par les textes, nous connaissons l'importance du Capitole, l'un des plus grands ensembles monumentaux qui symbolise la présence de Rome dans les provinces. Mais les dernières fouilles remontent au XIXe siècle. Beaucoup de précisions et de questions restaient donc en suspens : topographie, chronologie du bâtiment, techniques de construction… Ces données sont d'autant plus importantes qu'une section sera consacrée au Capitole dans le futur musée Narbo Via. La résidence archéologique nous a apporté des éléments essentiels que nous analysons actuellement en collaboration avec d'autres chercheurs : la mise au jour de la base du temple, beaucoup de mobilier notamment en céramique, des éléments décoratifs comme le fragment d'un chapiteau et le pouce d'une statue, et nous avons perçu, sous le podium, la présence d'un autre monument antérieur. Nous rapprochons ces nouvelles données de celles du XIXe siècle et de celles de la fouille que je mène sur l'ancien port. Nous avons ainsi d'ores et déjà considérablement affiné les datations alors que depuis trente ans les interprétations sur ce point variaient.

Corinne Sanchez,
chargée de recherche au CNRS, laboratoire Archéologie des sociétés méditerranéennes, Montpellier

« C'est vraiment une de mes plus belles expériences de transmission. »

Véronique Canut, responsable scientifique, Inrap

LA CONDUITE DES MISSIONS

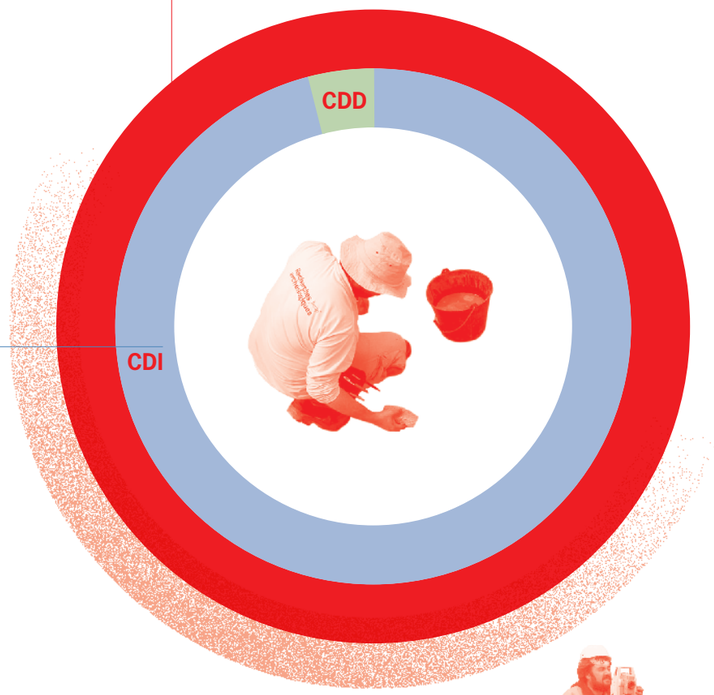
LES CHIFFRES CLÉS

LE BUDGET

150
millions d'euros

LES PERSONNELS

2 129
collaborateurs
Au 31 décembre 2017



2 053
collaborateurs en CDI

LA FORMATION

7 436
jours de formation pour **2 330** stagiaires et **492 629 €** investis pour les frais pédagogiques consacrés à la formation

LES DIAGNOSTICS

2 020
rapports de diagnostics remis à l'État

74 880
journées de travail consacrées aux diagnostics dont **676** pour les diagnostics sous-marins et subaquatiques

1 865
diagnostics terrestres et subaquatiques réalisés pour une superficie de 5 723 hectares

212
fouilles réalisées
Phase terrain terminée au 31 décembre 2017

LES FOUILLES

266
rapports de fouilles remis à l'État et aux aménageurs

189
rapports de fouille Inrap examinés par les commissions territoriales de la recherche archéologique. **94 %** ont recueilli un avis favorable

130 083
journées de travail consacrées aux fouilles

Plus de
1 190 000
visiteurs ont bénéficié d'actions de valorisation dans la France entière

LA RECHERCHE

380
agents membres d'un des 22 laboratoires de recherche CNRS partenaires de l'Inrap

156
agents de la filière scientifique et technique titulaires d'une thèse

470
publications scientifiques

20 453
journées de travail consacrées à la recherche

LA VALORISATION

3 667
journées de travail dévolues aux actions de valorisation (visites de sites, Journées nationales de l'Archéologie, Journées européennes du Patrimoine, Fête de la Science, expositions, conférences, etc.)

52
expositions coproduites par l'Inrap ont attiré près de 853 000 visiteurs

239
initiatives dans le cadre des Journées européennes du Patrimoine, de la Fête de la Science et des Journées nationales de l'Archéologie, ont attiré **96 250** visiteurs

222
visites de chantiers tous publics confondus, scolaires, aménageurs, élus, ont attiré près de **23 000** visiteurs

159
conférences ont accueilli **9 700** visiteurs

Plus de 825 000
visites sur inrap.fr

LE CONTRAT D'OBJECTIFS ET DE PERFORMANCE : EXÉCUTION 2017

Avec un taux de
70 %
de réalisation de ses objectifs, l'Institut confirme son respect de la trajectoire définie dans le contrat d'objectifs conclu avec ses tutelles.

La poursuite des avancées vers une convergence de la mission de recherche de l'Inrap avec celle des autres acteurs

Dans le prolongement du travail engagé en 2016, l'Inrap est désormais en mesure de rendre compte annuellement de la contribution de ses projets scientifiques à la programmation nationale définie par le Conseil national de la recherche archéologique. L'Institut a également poursuivi le développement de ses activités internationales notamment à travers les projets européens NEARCH et ARIADNE et la participation de ses agents à des missions de recherche à l'étranger soutenues par le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. Plusieurs indicateurs, en progression depuis 2015, rendent compte du développement et de la qualité de la production scientifique de l'Inrap : un taux d'avis favorable rendus par les commissions territoriales de la recherche archéologique (CTRA) sur les rapports de fouilles proche de 95 %, une participation renforcée des agents de l'établissement aux laboratoires de recherche conventionnés, un nombre de publication (660) et un taux de publication par agent (1,5) également en hausse.

Des résultats en termes de performance globale qui s'améliorent

L'attention portée tout au long de l'année 2017 à la maîtrise des charges, ainsi que les signes de reprise du marché des fouilles préventives, ont eu impact favorable sur les résultats obtenus.
Ainsi, pour la troisième année consécutive, l'Inrap a réussi à limiter la progression de ses charges fixes en deçà du seuil défini, mais également à optimiser les crédits affectés à son activité de diagnostic (coût direct de la journée de travail en baisse de 4 % par rapport à 2016). S'agissant de l'activité concurrentielle, le nombre de contrats de fouilles nouvellement signés progresse de 16 % par rapport à 2016. L'amélioration de la performance économique se lit également dans la progression de 55 % du ratio de marge opérationnelle par journée de travail sur le secteur des fouilles. Parallèlement, l'Institut a remis aux services de l'État et aux aménageurs un nombre de rapports finaux d'opérations (266) en progression de près de 10 % par rapport à l'année précédente. Autre indicateur important de la performance de l'établissement, l'actualisation et le développement des compétences des agents de l'Institut.
Avec 66 % d'agents en CDI formés en 2017, l'Inrap dépasse largement l'objectif de 50 % qui lui était assigné.

Une prise en compte renforcée de l'environnement économique et institutionnel de l'Institut et du grand public

En 2017, l'Inrap a poursuivi son engagement dans les coopérations avec les collectivités territoriales, que celles-ci soient dotées ou non de services archéologiques. Parallèlement, l'Institut demeure fortement impliqué dans une politique de développement culturel en destination des jeunes, avec 45 parcours d'éducation artistique et culturel impliquant plus de 1 200 scolaires partout en France. La logique d'écoute et de prise en compte des besoins des aménageurs a été poursuivie, à travers la réalisation d'une nouvelle enquête de satisfaction auprès des clients de l'Institut : les résultats de cette dernière ont confirmé le maintien à un niveau élevé du taux de satisfaction globale des aménageurs (91 %), mais surtout la progression de ceux se déclarant « très satisfaits » (46 % soit une hausse de 13 points par rapport à 2014). Enfin, l'Inrap a poursuivi la mise en œuvre de la déclinaison de sa politique de responsabilité sociétale et notamment de son volet environnemental.

LA POLITIQUE PARTENARIALE

La politique de partenariat avec les collectivités territoriales s'est renforcée en 2017. Pour la conduite des diagnostics et des fouilles, l'Inrap a poursuivi sa collaboration avec les collectivités territoriales dotées de services archéologiques agréés ou habilités.
Par ailleurs, l'Institut est engagé dans près de 90 partenariats culturels avec des collectivités ou services territoriaux.
Enfin, l'établissement s'est attaché à consolider et approfondir ses partenariats avec les acteurs privés et publics de l'aménagement.

Avec les collectivités territoriales

La politique de partenariat entre l'Inrap et les collectivités territoriales vise à développer les complémentarités et les synergies entre les missions de l'Institut (réalisation des opérations archéologiques, recherche et développement culturel) et les interventions des acteurs territoriaux. Concernant la conduite des opérations de diagnostics et de fouilles, l'Inrap a poursuivi ses collaborations avec les collectivités territoriales dotées de services archéologiques agréés ou habilités. Dans ce cadre, ont notamment été réalisées, avec le concours du service du Val-de-Marne la fouille du site de la confluence de la Seine et de la Marne à Ivry-sur-Seine (Val-de-Marne), avec la participation du service départemental du Pas-de-Calais, la mise au jour de la résidence de campagne des évêques de Thérouanne à Saint-Martin d'Hardinghem (Pas-de-Calais).
Par ailleurs, les partenariats culturels conclus avec les collectivités ou services territoriaux ont largement contribué à mener à bien la mission de valorisation de l'archéologie de l'Institut, permettant par exemple l'organisation d'expositions ou la mise en place de projets d'éducation artistique et culturelle. Au-delà des accords spécifiques à l'échelle des différents territoires, l'Inrap a conclu, en juin 2017, une convention avec l'Association des maires de France et des présidents d'intercommunalité visant à mieux accompagner ses adhérents dans la prise en compte des différentes dimensions de l'archéologie préventive.

Avec les institutions culturelles

Avec 180 000 visiteurs, l'exposition « Quoi de neuf au Moyen Âge ? Tout ce que l'archéologie nous révèle », qui s'est tenue entre octobre 2016 et août 2017, à la Cité des Sciences et de l'Industrie, a constitué un événement marquant de l'année et de la collaboration entre l'Inrap et Universcience.
En collaboration avec le Muséum national d'Histoire naturelle, autre partenaire culturel majeur, l'exposition « Sur les traces de la santé » présentée, d'octobre 2016 à mai 2017, au Musée de l'Homme a accueilli 20 000 visiteurs.
Par ailleurs, les deux établissements se sont consacrés, en 2017, à la préparation d'une exposition majeure consacrée à l'homme de Néandertal qui a ouvert ses portes en mars 2018. Les Journées nationales de l'archéologie 2017 ont également été l'occasion d'actions menées en commun avec le Musée du Louvre et les Archives nationales (co-organisation d'un Village de l'archéologie sur le site de l'hôtel de Soubise à Paris).

Avec les aménageurs

L'Institut s'est attaché à consolider et approfondir ses partenariats avec les acteurs privés et publics de l'aménagement. À ce titre, il a notamment renouvelé une convention de partenariat avec l'Union nationale des aménageurs (ex SNAL), engagé une nouvelle collaboration avec l'Union nationale des industries de carrières et matériaux de construction (Unicem) et l'Union nationale des producteurs de granulats (UNPG) et conclu un accord de partenariat avec le groupe Promogim. L'implication des aménageurs dans des opérations de parrainage et de mécénat s'est renforcée. Ainsi, rejoignant Bouygues Travaux Publics et GRTgaz, les groupes Demathieu-Bard et Capelli ont choisi d'apporter leur soutien financier à l'organisation des Journées nationales de l'archéologie (JNA). Dans le cadre des JNA, la société APRR a renouvelé son soutien à l'organisation d'un village de l'archéologie à Lyon.

LE BILAN DE L'ACTIVITÉ

Avec 233 804 journées de travail en 2017, l'Inrap a réalisé un niveau d'activité très proche de celui atteint en 2016 (234 646 journées). Pour les opérations d'archéologie préventive, la part relative consacrée aux diagnostics (36,6 %) et aux fouilles (63,4 %) apparaît également stable par rapport à l'année précédente.

Diagnostics

Avec une progression de 1 618 journées de travail par rapport à 2016, l'activité de diagnostic a atteint un niveau de **74 880** journées, le plus important depuis 2012.
Le nombre de journées de travail consacrées aux diagnostics terrestres est supérieur à 2016 avec + 3 680 journées (+ 5,4 %), compensant la baisse liée aux grands travaux à hauteur de plus de 2 000 journées de travail liée notamment au report ou à l'abandon de certains travaux d'aménagements (Notre Dame des Landes, Canal Seine-Nord Europe…). Les diagnostics sous-marins et subaquatiques ont représenté 649 journées de travail, soit une réalisation comparable à 2016 avec **676** jours, malgré le décalage de projets d'aménagement, notamment les opérations d'Erquy-Parc éolien et du Projet Magéo. Les principales interventions ont eu lieu à Dunkerque, Sari-Solenzara et Gondeville Pont de l'Île du Moulin.

Fouilles

L'activité de fouilles est stable par rapport à l'année précédente, avec **129 476** journées de travail réalisées (pour 130 255 en 2016). L'activité courante a atteint près de 120 441 journées soit + 0,6 % par rapport à 2016. L'activité grands travaux a représenté 7 % de l'activité globale de fouilles, légèrement inférieure aux 8,1 % constatés en 2016.
Les 9 035 journées de grands travaux réalisés en 2017 se décomposent de la manière suivante :
– tracés GRTgaz (52,76 %) ;
– LGV Contournement Nîmes Montpellier (15,68 %) ;
– Parc industriel de la plaine de l'Ain (14,94 %) ;
– LGV Sud Europe Atlantique (8,49 %) ;
– LGV Rhin Rhône (4,72 %) ;
– Canal Seine-Nord Europe (3,41 %).

Recherche

En 2017, **21 452** journées de travail ont été réalisées. L'activité de recherche couvre des projets scientifiques, de formation et de diffusion des résultats pour 20 453 journées, des actions à l'international pour 672 journées et des fouilles programmées pour 327 journées.

Conseil, expertise, formation

L'année 2017 a présenté un niveau d'activité en conseil, expertise et formation plus élevé qu'en 2016 (+ 22 %) et atteint **3 083** journées de travail réparties entre les opérations menées dans les directions régionales et interrégionales (2 890 journées) et l'opération de fouilles du métro d'Alger (193 journées).

Valorisation

Avec **3 667** journées de travail, le niveau de l'activité est resté relativement stable par rapport à 2016 (3 875 journées). Les actions de valorisation et de communication ont permis de toucher un public en hausse par rapport à 2016, avec plus d'un million de visiteurs mobilisés par une action physique de l'Inrap.

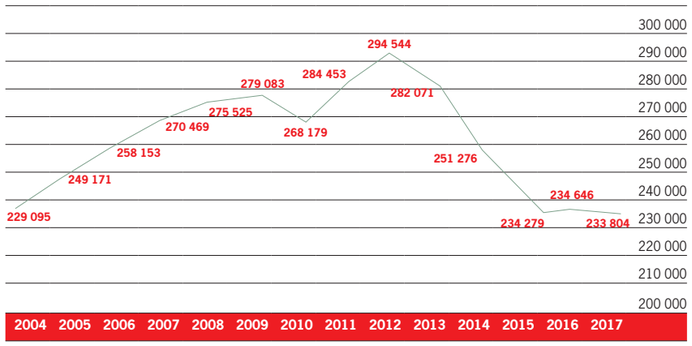
Gestion des biens archéologiques mobiliers

En 2017, le ministère de la Culture a confié à l'Inrap, à titre expérimental, dans le cadre de ses missions de service public, des interventions de gestion de vestiges et de documentation archéologiques au sein des centres de conservation et d'étude gérés par l'État.
Cette mission concerne les données scientifiques dévolues à l'État après l'achèvement d'opérations archéologiques préventives, programmées ou des découvertes fortuites. Trois expérimentations ont été engagées au cours de l'année à Aix-en-Provence, Toulouse et Le Mans. Une expérimentation sur un quatrième site a été engagée pour démarrer au début de l'année 2018.

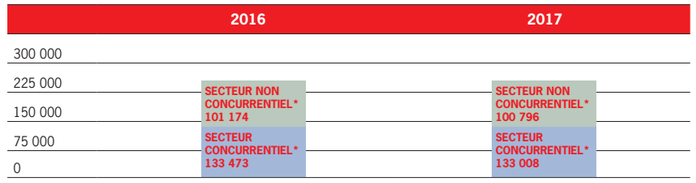
Le bilan de l'activité en journées de travail

	RÉALISÉ 2016	RÉALISÉ 2017
Diagnostics 2001	298	89
Diagnostics 2003	73 262	74 880
Fouilles 2001	218	280
Fouilles programmées	274	327
Recherche	22 087	20 453
Actions internationales	1 160	672
Valorisation	3 875	3 667
Expérimentation gestion mobiliers archéologiques	–	428
Afan	688	449
Fouilles 2003	130 255	129 476
Conseil, expertise, formation	2 529	3 083
Total activité	**234 646**	**233 804**

Le bilan de l'activité en journées de travail



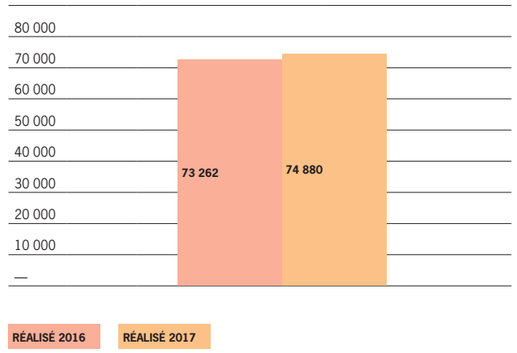
Évolution de l'activité depuis 2004 en journées de travail



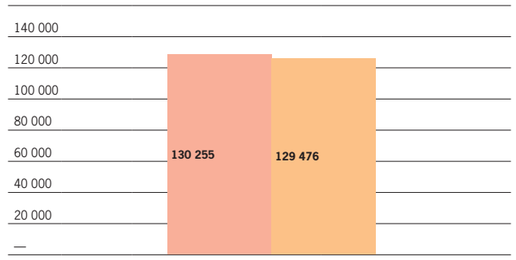
* Secteur concurrentiel : fouilles 2003, Afan, conseil expertise formation

* Secteur non concurrentiel : diagnostics 2003, fouilles et diagnostics 2001, fouilles programmées, recherche, action internationale, valorisation

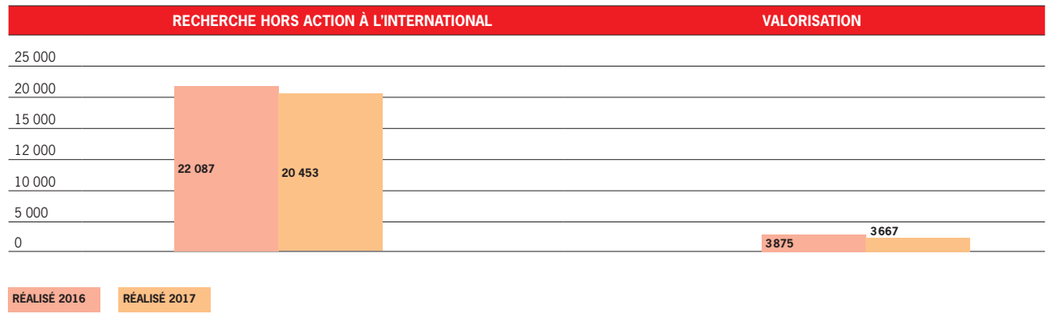
Journées de travail consacrées aux diagnostics



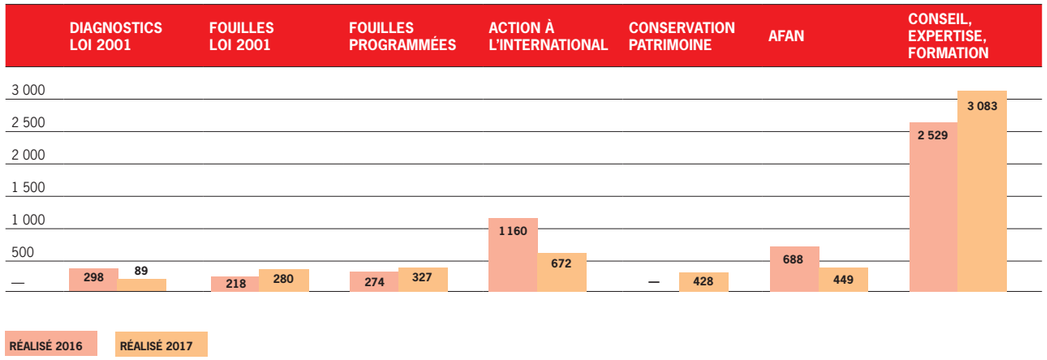
Journées de travail consacrées aux fouilles



La recherche et la valorisation en journées de travail



Autres axes en journées de travail



LES DIAGNOSTICS

En 2017, le nombre de diagnostics réalisés a progressé par rapport à l'année précédente (1 865 contre 1 844), mais les surfaces concernées sont en baisse de plus de 10 % (5 481 hectares contre 6 124 hectares en 2016, hors activité subaquatique). Dans le même temps, le nombre de rapports de diagnostics remis à l'État a augmenté de près de 10 % (2 020 contre 1 838), effort remarquable eu égard à une activité soutenue.

Une activité générale stable, mais une baisse des surfaces investiguées

L'activité de diagnostic en 2017 est légèrement supérieure à celle de 2016 en nombre d'opérations (1 865 en 2017 contre 1 844 en 2016). En revanche, elle est moindre en surfaces diagnostiquées hors subaquatique[1] (5 481 hectares contre 6 124 hectares en 2016), confirmant la tendance observée depuis plusieurs années de diminution de la surface moyenne des opérations (3,33 ha en 2016 contre 2,95 ha en 2017 hors subaquatique). Le nombre de prescriptions de diagnostic émises et attribuées à l'Inrap par les services régionaux de l'Archéologie en 2017 est légèrement inférieur à celui de 2016 (2 295 en 2017 contre 2 427 en 2016) pour une surface également inférieure (7 220 hectares en 2017 pour 8 872 hectares en 2016 hors subaquatique).
Si, en 2017, l'activité a été stable en Grand Ouest (GO) en journées de travail et en hectares, le volume de surfaces traitées en Auvergne-Rhône-Alpes (ARA) et dans les Outre-Mer a augmenté, pour un nombre de journées de travail à peu près équivalent. En Bourgogne-Franche-Comté (BFC) en revanche, la fin des opérations de diagnostics sur l'artère gazière du Val-de-Saône a conduit à une baisse de l'activité tant du point de vue des surfaces traitées que des journées de travail. Les autres directions Centre-Île-de-France (CIF), Grand Est (GE), Grand Sud-Ouest (GSO), Méditerranée (MED) et Hauts-de-France (HDF) affichent pour leur part, une baisse des surfaces traitées avec une hausse des journées de travail. Ce paradoxe apparent est lié à la part croissante des opérations localisées en contextes urbains ou spécifiques (*cf.* pages 23, 29, 47, 55, 61) qui mobilisent généralement davantage de moyens à l'hectare que les grands diagnostics en contextes ruraux ou portant sur de vastes surfaces. S'agissant des grands travaux, l'Inrap a réalisé trois diagnostics (*cf.* page 35) sur une surface de 242 hectares dans le cadre du contournement autoroutier ouest de Strasbourg. En 2017, les derniers diagnostics sur le secteur du Parc industriel de la plaine de l'Ain en Auvergne-Rhône-Alpes se sont également achevés pour une surface d'environ 70 hectares (*cf.* page 17).

L'activité en hausse en Guyane et Guadeloupe

L'activité dans les départements et régions d'outre-mer s'est maintenue. Avec un peu moins de journées de travail, les surfaces traitées ont été plus importantes qu'en 2016 (74 hectares en 2016, 106 hectares en 2017). En 2017, l'activité a été stable sur l'île de La Réunion, en baisse en Martinique, mais en hausse en Guyane et en Guadeloupe.
Les prescriptions reçues en 2017 ont été moins nombreuses que l'année précédente (73 en 2017, 120 en 2016) mais ont porté sur une surface quasi équivalente (306 hectares en 2016, 317 hectares en 2017) augurant une activité stable en 2018.

La prospection géophysique, une expertise reconnue

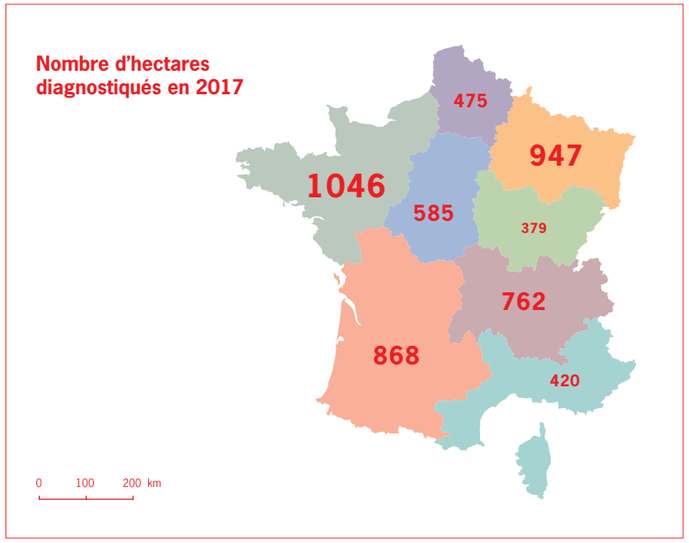
Le recours aux techniques géophysiques a connu une augmentation sensible. Les géophysiciens de l'Inrap sont intervenus sur 13 diagnostics pour un volume de 113 journées de travail (contre 49 en 2016)
Une part importante du travail effectué en phase de diagnostic a consisté à préciser le contexte géomorphologique des zones à diagnostiquer (port autonome de Dunkerque, tracé du contournement ouest de Strasbourg). L'année 2017 a également connu une hausse notable des interventions dans le cadre de la conduite de diagnostics complexes, pour lesquels la réalisation de tranchées était rendue difficile par la présence de contraintes techniques importantes.

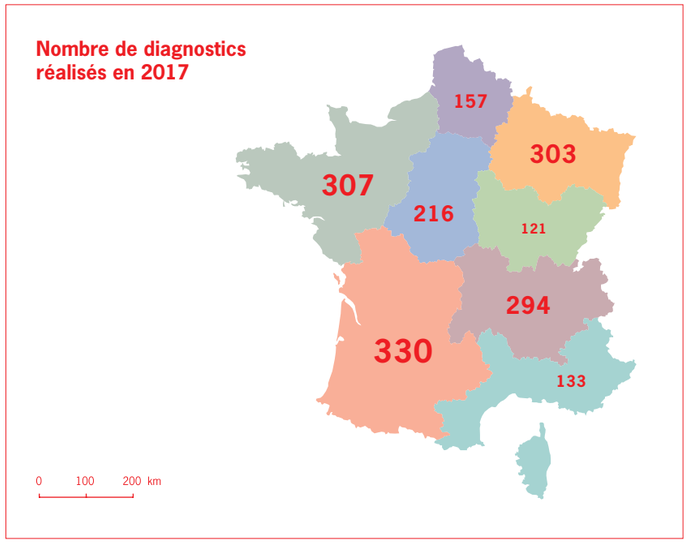
La poursuite des diagnostics sous-marins et subaquatiques

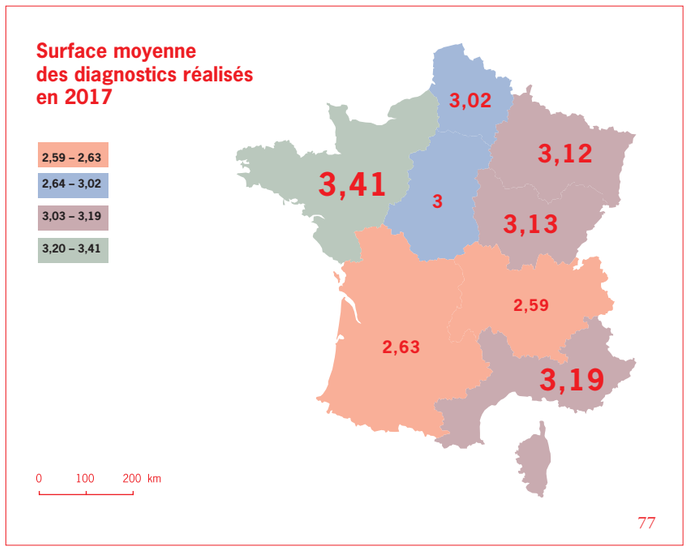
Avec huit nouvelles prescriptions, dont une en Martinique, reçues en 2017 contre sept en 2016, l'activité subaquatique a été à peu près équivalente en nombre de journées de travail à celle de l'année passée (649 en 2017, 676 en 2016).
En 2017, l'Inrap a effectué quatre diagnostics, deux en rivières et deux en mer. Les diagnostics en rivière ont été réalisés dans la Sèvre niortaise entre les communes d'Echiré et de Sciecq (Deux-Sèvres), avant la construction d'un bac et dans la Charente à Gondeville, dans le cadre de la continuité écologique des cours d'eau. Ce dernier a permis d'identifier des occupations depuis le Néolithique ancien jusqu'au second âge du Fer. Les deux diagnostics en mer ont été réalisés en Méditerranée à Sari Solenzara (Corse), avant des travaux d'extension du port, et à Oye Plage (Pas-de-Calais), en mer du Nord avant la pose de câbles électriques transmanche. Cette dernière opération a duré trois semaines. Des débris de bois découverts grâce à un robot sous-marin ont permis de caractériser une épave dont la datation, par carbone 14, a été estimée entre la fin du XVe et le début du XVIIe siècle.

1. **Les diagnostics sous-marins et subaquatiques**, mettant en œuvre des techniques de prospection particulières, nécessitent d'être comptabilisés à part, les surfaces prescrites n'étant pas toujours en relation avec l'importance des investigations menées.

Nota bene
Pour ces trois cartes, les données de la Corse sont comprises dans celles de l'interrégion Méditerranée et celles des Drom dans l'interrégion Grand Sud-Ouest.







Diagnostics 2017

DIRECTION	CENTRE	OPÉRATIONS RÉALISÉES	RAPPORTS RENDUS	RATIO JOURNÉES DE TRAVAIL/ HECTARE	SURFACE MOYENNE	PRESCRIPTIONS	SURFACES PRESCRITES
	Auvergne	91	97	11	2,31	120	177
	Rhône-Alpes	203	195	12	2,72	240	637
AUVERGNE–RHÔNE-ALPES		**294**	**292**	**11**	**2,59**	**360**	**814**
	Bourgogne	69	66	11	3,32	75	148
	Franche-Comté	52	44	8	2,89	59	146
BOURGOGNE–FRANCHE-COMTÉ		**121**	**110**	**10**	**3,13**	**134**	**294**
	Centre	104	144	19	2,83	117	439
	Île-de-France	112	126	22	2,60	124	513
CENTRE–ÎLE-DE-FRANCE		**216**	**270**	**21**	**3**	**241**	**952**
	Champagne-Ardenne	119	122	11	3,16	127	431
	Lorraine	125	151	16	2,05	78	184
	Alsace	59	31	7	5	51	49
GRAND EST		**303**	**304**	**11**	**3,12**	**256**	**664**
	Normandie	135	126	23	5,15	164	356
	Bretagne	83	81	11	3,91	83	514
	Pays de la Loire	89	90	10	4,18	151	730
GRAND OUEST		**307**	**297**	**11**	**3,41**	**398**	**1 600**
	Aquitaine	75	89	17	2,18	129	361
	Limousin	24	31	18	2,00	51	110
	Midi-Pyrénées	88	85	12	3,92	95	220
	Poitou-Charentes	85	84	13	2,42	124	560
GRAND SUD-OUEST		**272**	**289**	**14**	**2,80**	**399**	**1 251**
	Nord-Pas-de-Calais	80	94	18	3,02	109	311
	Picardie	77	77	11	3,02	117	236
HAUTS-DE-FRANCE		**157**	**171**	**14**	**3,02**	**226**	**547**
	Corse	12	19	35	1,97	27	26
	Languedoc-Roussillon	55	81	15	5,13	97	338
	Provence-Alpes-Côte-d'Azur	66	117	31	1,79	177	428
MÉDITERRANÉE		**133**	**217**	**20**	**3,19**	**301**	**792**
	CSNE	-	1	-	-	-	-
CANAL SEINE NORD EUROPE			1				
	Guadeloupe	30	29	28	0,94	35	25
	Guyane	15	13	7	3,48	14	148
	Martinique	10	15	22	2,14	20	25
	Mayotte	-	1	-	-	1	5
	La Réunion	3	6	38	1,28	3	103
DÉPARTEMENTS ET RÉGIONS D'OUTRE-MER		**58**	**64**	**16**	**1,82**	**73**	**306**
Sous-marin subaquatique		**4**	**5**			**8**	**263**
Total		**1 865**	**2 020**	**13**	**3,07**	**2 396**	**7 483**

LES FOUILLES

L'activité de fouilles de l'Inrap s'est établie en volume à 129 476 journées de travail en 2017 contre 130 943 en 2016. Si le nombre d'opérations réalisées sur le terrain est stable (212 contre 213), les surfaces concernées diminuent de près de 8 % (203 ha en 2017 contre 220 en 2016) après avoir déjà cédé 28 % entre 2015 et 2016. Parallèlement, à l'issue des travaux de post-fouille, l'Inrap a communiqué 266 rapports finaux d'opérations à l'État et aux aménageurs, soit une progression de près de 10 % par rapport à 2016.

Une baisse de la surface des fouilles

Impact direct de la densification urbaine, la surface moyenne des fouilles est passée en 2017 sous le seuil de 1 ha (0,96 ha). Cependant, la localisation de ces opérations en secteur urbanisé a engendré une complexité scientifique et technique qui requiert des moyens humains plus importants. Les fouilles dites de grands travaux ont marqué une pause en 2017 avec la conclusion des phases de post-fouille des dernières opérations du Canal Seine-Nord Europe (CSNE) et des lignes fer-roviaires à grande vitesse. C'est aussi le cas pour l'artère gazière entre la mer du Nord et le sud de l'Ain dont les fouilles, sur le terrain, se sont terminées en juin 2017. L'année a été marquée par l'achèvement de travaux de post-fouilles débouchant sur la remise des rapports d'inter-vention, dont le nombre progresse de 10 % par rapport à 2016 (266 en 2017 contre 242 en 2016).

Recherches et découvertes remarquables

Les travaux des équipes de l'Inrap ont permis, à nouveau en 2017, d'importantes découvertes qui viennent enrichir, sur l'ensemble du territoire, la connaissance de notre passé. Pour les périodes les plus anciennes, la fouille sur le site d'un futur groupe scolaire au Cateau-Cambrésis (Nord) a permis la mise au jour d'occupations néandertaliennes remontant à 190 000-180 000 ans (*cf.* page 57) ; à Quiberon (Morbihan), un dolmen du Néolithique moyen a été fouillé dans son intégralité (*cf.* page 43). L'Antiquité est bien représentée avec la mise au jour d'une carrière remontant à l'époque de la Grèce classique (VIe-Ve siècle avant notre ère) à Marseille (Bouches-du-Rhône). Des demeures des Ier et IIIe siècle découvertes respectivement à Uzès (Gard) et à Auch (Gers) ont livré, outre de spectaculaires aménagements, des sols revêtus de mosaïques exceptionnelles (*cf.* pages 49 et 63). Dans un autre registre, à Reims (Marne), rue Clémence-Fourriaux, un quartier artisanal gallo-romain méconnu a été mis en évidence avec la découverte d'un four de verrier (*cf.* page 37). On citera également à Bourogne (Territoire-de-Belfort), la fouille d'un hameau du haut Moyen-Âge (VIe-VIIe siècle) et à Saint-Paul-Trois-Château (Drôme) l'étude, dans le cadre d'une prestation, d'un probable mikvhé (bain rituel juif) médiéval (*cf.* pages 25 et 19). L'époque contemporaine, pour laquelle de plus en plus de prescriptions sont enregistrées, a été représentée en 2017 par la fouille de la première gare de voyageurs de France, inaugurée en 1837 au Pecq (Yvelines) et celle des installations pénitentiaires du camp Saint-Maurice à la fin du XIXe siècle à Saint-Laurent-du-Maroni (Guyane) (*cf.* pages 31 et 51).

La cellule d'investigation des structures archéologiques profondes (Cisap)

Constituée en 2016, cette cellule opérationnelle intervient pour mener à bien et dans les meilleures conditions de sécurité la fouille des puits principalement (et plus ponctuellement les milieux souter-rains). Basée au centre de recherches archéologiques Inrap de Nîmes et composée de dix agents spécialement formés, répartis sur tout le territoire métropolitain, elle dispose d'une plate-forme technique spécifique qui peut être déployée sur tous les terrains de fouille. Elle intervient principalement dans le cadre des opérations de l'Inrap mais aussi en prestation pour d'autres opérateurs publics.En 2017, la cellule est intervenue sur 11 opérations.

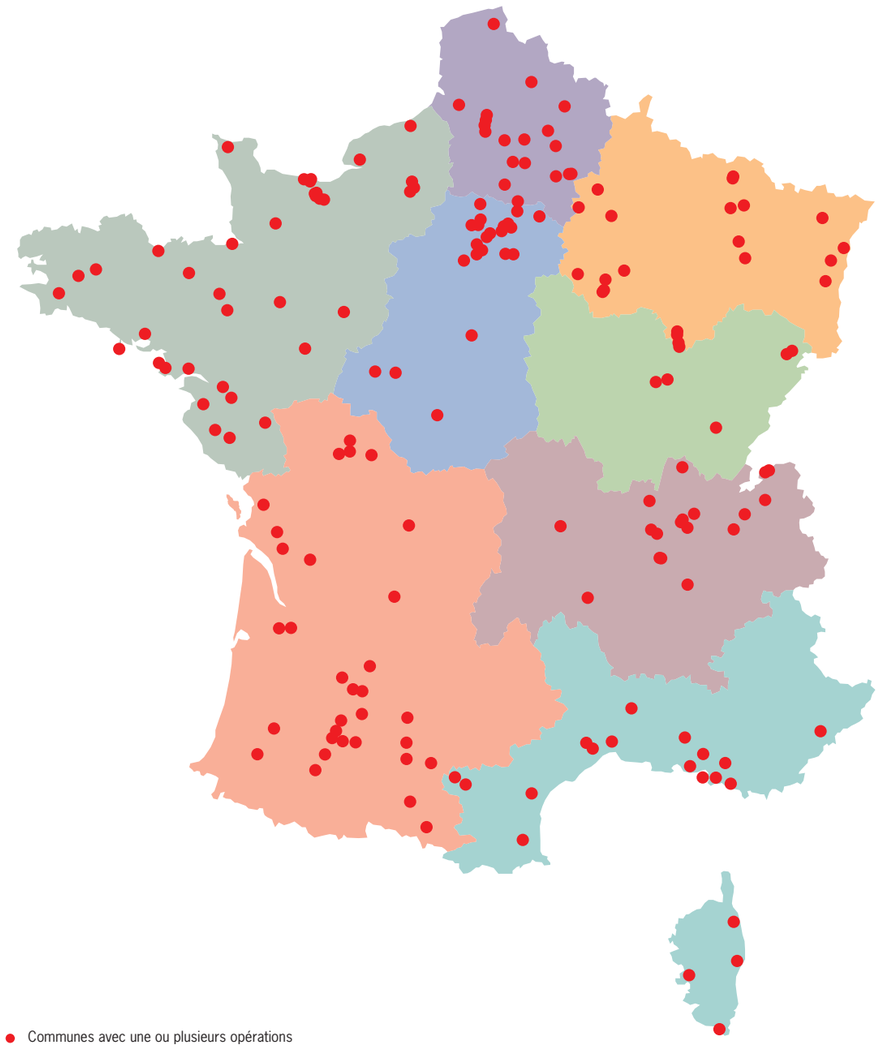
Les études géophysiques : une expertise de l'Inrap

En 2017, 12 études géophysiques ont été réalisées par l'Inrap lors de fouilles. Plus de la moitié d'entre elles ont consisté en interventions suivant le décapage pour rechercher des indices liés à la paléométallurgie. Cette tendance, déjà observée en 2016, s'est confirmée et a placé cette démarche sur surface décapée comme une aide réelle au déroulement de la fouille. Pour la première fois, les équipes de l'Inrap ont assuré des prestations dans le cadre de programmes de recherche, en lien avec des opérations d'archéologie programmée.

Fouilles 2017 (phase terrain terminée au 31 décembre 2017)

DIRECTION	RÉGIONS	NOMBRE DE FOUILLES RÉALISÉES	NOMBRE DE RFO RENDUS
	Auvergne	1	4
	Rhône-Alpes	18	15
AUVERGNE–RHÔNE-ALPES		**19**	**19**
	Bourgogne	16	10
	Franche Comté	4	2
BOURGOGNE–FRANCHE-COMTÉ		**20**	**12**
	Centre	5	10
	Ile-de-France	21	23
CENTRE–ÎLE-DE-FRANCE		**26**	**33**
	Champagne-Ardenne	7	30
	Lorraine	5	17
	Alsace	5	4
GRAND EST		**17**	**51**
	Normandie	19	14
	Bretagne	11	16
	Pays de la Loire	10	14
GRAND OUEST		**40**	**44**
	Aquitaine	13	4
	Limousin	1	1
	Midi-Pyrénées	16	12
	Poitou-Charentes	10	12
GRAND SUD-OUEST		**40**	**29**
	Nord-Pas-de-Calais	3	18
	Picardie	18	26
HAUTS-DE-FRANCE		**21**	**44**
	Corse	4	3
	Languedoc-Roussillon	12	14
	Provence-Alpes-Côte-d'Azur	11	7
MÉDITERRANÉE		**27**	**24**
	LGV SEA	-	4
LIGNE GRANDE VITESSE SUD EUROPE ATLANTIQUE			**4**
	CSNE	**-**	**1**
CANAL SEINE NORD EUROPE			**1**
	Guadeloupe	-	3
	Guyane	-	2
	Martinique	2	-
	Mayotte	-	-
	La Réunion	-	-
DÉPARTEMENTS ET RÉGIONS D'OUTRE-MER		**2**	**5**
TOTAL		**212**	**266**

Fouilles réalisés en 2017 (phase terrain terminée au 31/12/2017)



● Communes avec une ou plusieurs opérations

GUADELOUPE

GUYANE

LA RÉUNION

MARTINIQUE

MAYOTTE

SAINT-BARTHÉLÉMY

SAINT-MARTIN

SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON

LA PROGRAMMATION SCIENTIFIQUE ET CULTURELLE

En 2017, les actions scientifiques réalisées à l'échelle nationale ont représenté 20 453 journées de travail. Cet investissement conséquent confirme la volonté de l'Inrap de valoriser scientifiquement les données archéologiques issues des opérations qu'il conduit et d'en partager le contenu avec le plus grand nombre. Ainsi, plus d'un million de visiteurs a bénéficié des actions de valorisation de l'Inrap au cours de l'année : visites de chantiers de fouilles, expositions, conférences, projets éducatifs et artistiques…
Le site inrap.fr reste très fréquenté avec plus de 825 000 visites annuelles.

Une recherche dynamique

En 2017, *Dolia*, le catalogue en ligne sur inrap.fr, qui collecte l'ensemble des rapports d'archéologie préventive, a été enrichi de 478 nouveaux rapports (266 fouilles, 212 diagnostics), résultat de l'aboutissement de travaux se déployant parfois sur plusieurs années et mobilisant des chercheurs aux spécialités diverses.
En même temps qu'il clôture l'opération archéologique, le dépôt d'un rapport ouvre une nouvelle phase de la recherche. En effet, les données collectées dans le cadre d'une opération d'archéologie préventive peuvent être mises en relation avec d'autres ensembles de données, archéologiques ou non, afin de répondre à des problématiques plus larges, voire transversales, s'inscrivant dans les axes de la programmation nationale du Conseil national de la Recherche archéologique ou de la Stratégie nationale de la Recherche. Contribuer à ces grands questionnements représente un des aspects fondamentaux de la mission de service public de l'Inrap. C'est pourquoi l'Institut soutient chaque année différentes actions de recherche, en y consacrant des journées de travail spécifiques et, ponctuellement, des aides financières. Ces travaux de recherche donnent lieu notamment à des publications et à des communications dans le cadre de manifestations scientifiques.

Un soutien actif aux publications scientifiques

En 2017, 398 projets ont été soutenus, pour un volume total de 7 380,4 journées de travail. L'Inrap a également participé au financement des publications suivantes :
– Ensembles funéraires du Bronze final et de La Tène ancienne des Martres-d'Artière (64e supplément à *Gallia*) ;
– Gesoriacum/Bononia, entre terre et mer. Rôle économique, politique et militaire du port antique de Boulogne-sur-Mer en Morini. Actes de la table ronde de 2015 (Presses universitaires Septention-Lille III) ;
– Hommage à Jean-Paul Delor (Éditions Monique Mergoil) ;
– Actes du colloque « Creuser au Mésolithique », mars 2016 à Châlons-en-Champagne (Société préhistorique française) ;
– Les meules du Néolithique à l'époque médiévale : technique, culture, diffusion. Actes du colloque de Reims, 15-17 mai 2014 (supplément n° 43 de la *Revue archéologique de l'Est*) ;
– L'Antiquité tardive en Gaule. Agglomérations du nord de la Gaule et des régions voisines durant l'Antiquité tardive (IIIe-VIe siècle). Actes du colloque ATEG IV, Besançon 16-17 décembre 2014 (*Gallia*) ;
– Atlas topographique de Lugdunum (Revue archéologique de l'Est) ;
– Deux établissements ruraux laténiens et gallo-romains du plateau de Petite Beauce : Beaudisson et La Gueule II à Mer (Loir-et-Cher), (FERACF) ;
– La céramique domestique dans le sillon lorrain durant le premier Moyen Âge (VIe-XIIe). Essai de synthèse (volume I), (Presses universitaires de Nancy et éditions universitaires Lorraine).

Les projets collectifs de recherche : des synthèses thématiques ou chronologiques

6 979,9 journées de travail ont été réservées aux programmes de recherche collectifs, dont 4 274,7 aux projets collectifs de recherche (PCR). La plupart de ces projets s'inscrivent dans le cadre de synergies avec d'autres acteurs de la recherche, publics (CNRS, Université, ministère de la Culture, services archéologiques de l'État et des collectivités territoriales…) et privés (opérateurs d'archéologie préventive agréés). Ces projets traitent d'un large éventail de thèmes depuis l'étude de classes spécifiques d'objets, de structures ou de sites à celle de territoires plus ou moins vastes. Les PCR sont l'outil privilégié de construction de synthèses thématiques ou chronologiques à l'échelle régionale ou suprarégionale, débouchant sur des publications.

La présence de l'Inrap dans les colloques

1 667 journées de travail ont été allouées aux agents présentant leurs travaux dans le cadre de manifestations d'intérêt scientifique, et/ou participant à leur organisation. En 2017, l'Inrap a également soutenu financièrement l'organisation des colloques suivants :
– Journée thématique de l'Association pour la promotion des recherches sur l'âge du Bronze, « Autour de la table : l'alimentation à l'âge du Bronze et au premier âge du Fer », 3 mars 2017 au Musée d'Archéologie nationale (Saint-Germain-en-Laye) ;
– 9e rencontre du Groupe d'anthropologie et d'archéologie funéraire, « Ritualiser, gérer, piller. Rencontre autour des réouvertures de tombes et de la manipulation d'ossements », 10-12 mai 2017 à Poitiers ;
– 41e colloque international de l'Association française d'étude de l'âge du Fer, « Sanctuaires de l'âge du Fer », 25-28 mai 2017 à Dôle ;
– XXIe colloque d'Archéométrie du Groupe des méthodes pluridisciplinaires contribuant à l'Archéologie, 18-21 avril 2017 à Rennes ;
– 32e colloque interrégional sur le Néolithique, « Statut des objets, des lieux et des Hommes au Néolithique », 24-25 novembre 2017 au Mans.

Une variété d'autres actions de recherche

Afin de garantir le rayonnement de ses chercheurs, l'Inrap a favorisé, en 2017, leur participation à des instances scientifiques (407,5 journées), des universités (enseignement, encadrement de travaux universitaires, 254,5 journées), des laboratoires de recherche (1 703 journées) et des fouilles programmées (876,5 journées). Ces dernières ont été souvent réalisées dans le cadre de partenariats interinstitutionnels avec notamment des associations et des collectivités territoriales.

Deux séminaires scientifiques et techniques

Les opérations archéologiques offrent l'opportunité de réfléchir d'une part à la façon dont les données archéologiques sont produites, organisées puis rendues disponibles à la communauté scientifique et d'autre part à leur apport à la connaissance dans le système des sciences humaines et sociales. Pour consolider et partager ces réflexions, l'Inrap a organisé en 2017 deux séminaires scientifiques et techniques : l'un à Paris était consacré à l'Open Access en archéologie, l'autre à Caen, portait sur le diagnostic archéologique comme acte scientifique et outil de recherche.

Projets d'action scientifiques présentés au conseil scientifique en 2017
(hors instances, UMR, enseignement, colloque en France et à l'étranger)

	INTERRÉGION	AUVERGNE–RHÔNE-ALPES		BOURGOGNE–FRANCHE-COMTÉ		CENTRE–ÎLE-DE-FRANCE		GRAND EST		GRAND OUEST		GRAND SUD-OUEST		HAUTS-DE-FRANCE		MÉDITERRANÉE		DST		DAI		TOTAL J/H	TOTAL PROJETS
	TYPE PROJET	J/H	PROJETS	J/H	PROJETS	J/H	PROJETS	J/H	PROJETS	J/H	PROJETS	J/H	PROJETS	J/H	PROJETS	J/H	PROJETS	J/H	PROJETS	J/H	PROJETS		
PROJETS DE RECHERCHE COLLECTIFS	ACR													38	1						39	**38**	**1**
	ARC	150	4	139,2	3	483	7	205	5	122,5	1	50	2	260	4	253,5	3					**1662,2**	**29**
	AEN													232,5	3							**232,5**	**3**
	ANR			20	1											100,5	3					**120,5**	**4**
	AP	116	1			73	2			3	2	50,5	3	207	4	15	2	7	2			**471**	**16**
	APB	51	1			130	2															**181**	**3**
	PCR	404	7	837,5	13	980	10	166	2	453	7	365	7	268,5	5	801,5	5					**4274,7**	**56**
	SOUS-TOTAL	721	13	996,7	17	1665	21	370	7	578,5	10	465,5	12	1006	17	1171	13	7	2			**6979,9**	**112**
PUBLICATIONS	APP											136	3			38	1					**174**	**4**
	PUS	726	15	451	8	1052	26	237	7	541	8	530,5	9	490,5	10	985	18					**5012,8**	**101**
	PUI	231	36	211,1	28	343	57	299	42	254,5	40	301,5	25	287	30	267	35					**2193,6**	**293**
	SOUS-TOTAL	957	51	662,1	36	1395	83	536	49	795,5	48	968	37	777,5	40	1290	54					**7380,4**	**398**
PARTICIPATION À DES MANIFESTATIONS SCIENTIFIQUES EN FRANCE ET À L'ÉTRANGER	COE																			129	36	**129**	**36**
	COF	204	1	123	1	343	1	212	1	187	1	173,5	1	189,5	1	235,5	1					**1667**	**8**
	SOUS-TOTAL	204	1	123	1	343	1	212	1	187	1	173,5	1	189,5	1	235,5	1			129	36	**1796**	**44**
FOUILLES PROGRAMMÉES EN FRANCE ET À L'ÉTRANGER	OPE	9	2					15	3			20	2	15	1					482	23	**541**	**31**
	OPF			92,2	3	20	2	93,8	3	264,3	9	76	3	61,5	2	120,5	5					**728,3**	**27**
	SOUS-TOTAL	9	2	92,2	3	20	2	109	6	264,3	9	96	5	76,5	3	120,5	5	0	813,3	482	23	**1269,3**	**58**
PROJETS EN RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT	R&D									15,3	1					20	1	110	1			**145,7**	**3**
RÉALISATION D'ENSEIGNEMENT UNIVERSITAIRE	ENS	13	4	16,5	3	35	5			33,5	4	69,5	7	33	5	54	6					**254,5**	**34**
SOUTIEN INDIVIDUEL À DES PROJETS DE RECHERCHE ET RÉALISATION DE MÉMOIRE DE THÈSES ET D'HDR	TPR	125	1	203,5	2	21	2															**349,5**	**7**
	CFT									77	1	114	2									**191**	**3**
	SOUS-TOTAL	125	1	203,5	2	21	2			77	1	114	2	0	0	0	0	0	0	0	0	**540,5**	**10**
PARTICIPATION AUX LABORATOIRES DE RECHERCHE ET INSTANCES SCIENTIFIQUES (CNRA, CTRA, REVUE ARCHÉOLOGIQUES…)	UMR	107	4	195	5	314	8	188	2	135,1	3	408,5	8	30,5	2	164	9					**1541,9**	**41**
	IS	27	3	41	5	117	6	1	1	65	5	68,5	8	25,5	4	63,5	8					**408,5**	**40**
	SOUS-TOTAL	134	7	236	10	431	14	189	3	200,1	8	477	16	56	6	227,5	17					**1950,4**	**81**
PROGRAMMES COMMUNS AVEC LE CNRS	EIC			190	1	236	2			125	1											**551**	**4**
	AUM	19	1			118	4	43	2			50	2	43	1							**273**	**10**
	SOUS-TOTAL	19	1	190	1	354	6	43	2	125	1	50	2	43	1			0	0	0	0	**824**	**14**
TOTAL GÉNÉRAL		**2181**	**80**	**2520**	**73**	**4264**	**134**	**1459**	**68**	**2276**	**83**	**2414**	**82**	**2182**	**73**	**3118**	**97**	**117**	**816,3**	**611**	**59**	**21141**	**754**

Une politique de développement culturel active

Le cap du million de visiteurs franchi

Plus de 1 190 000 visiteurs ont bénéficié d'actions de valorisation impliquant l'Inrap en 2017. Cette hausse importante de la fréquentation confirme l'engouement des citoyens pour la découverte de l'archéologie et la vitalité des partenariats que l'Inrap a su nouer avec des établissements publics nationaux et acteurs territoriaux. Les Journées nationales de l'archéologie (16-18 juin 2017), dont l'Inrap coordonne l'organisation pour le compte du ministère de la Culture, ont connu une nouvelle augmentation de leur fréquentation : 155 000 visiteurs ont participé aux 1 500 animations proposées dans 660 lieux en métropole et outre-mer.
Les 52 expositions organisées, coproduites ou soutenues par l'Inrap sur tous les territoires – notamment « Quoi de neuf au Moyen Âge. Ce que l'archéologie nous révèle ! » à la Cité des sciences et de l'industrie, « Sur les traces de la santé » au Musée de l'Homme, « Austrasie » à Saint-Dizier et au Musée d'archéologie nationale, « Les villes invisibles » à Niort, l'itinérance de l'exposition « Tromelin, l'île des esclaves oubliés » à Bordeaux et Bayonne – ont attiré près de 853 000 visiteurs.

Le développement du plan d'action pour l'éducation artistique et culturelle

Dans le cadre de son partenariat avec la Ville de Paris, l'Inrap a répondu à l'appel à projets « La culture et l'art au collège » et conduit une résidence d'archéologue au collège Guillaume-Budé, situé dans le 19e arrondissement et inscrit en réseau d'éducation prioritaire (REP+).
Dans ce cadre, un archéologue spécialiste du Moyen Âge a accompagné les élèves tout au long de l'année, leur faisant découvrir l'archéologie médiévale. Les archéologues en herbe ont conçu, sur tablette, un jeu découverte qu'ils ont testé auprès des visiteurs du Louvre à l'occasion des Journées nationales de l'archéologie. Traduite en chinois et en anglais cette application a remporté un vif succès auprès des touristes et des amateurs d'histoire de l'art.
En 2017, outre cette initiative, plus de 133 000 jeunes de moins de 18 ans ont été touchés par une action de médiation de l'Inrap hors contexte scolaire et 1 200 par un parcours en éducation artistique et culturelle (Peac).
Ainsi de 2015 à 2017, ce sont 3 485 scolaires qui ont été impliqués directement dans un Peac avec 40 programmes pédagogiques proposés à travers 87 parcours dans 29 villes ou villages. Parmi eux, une majorité concerne les collèges (49 %), puis des primaires (41 %). Sur les 40 programmes, 16 sont réalisés en partenariat avec des collectivités.

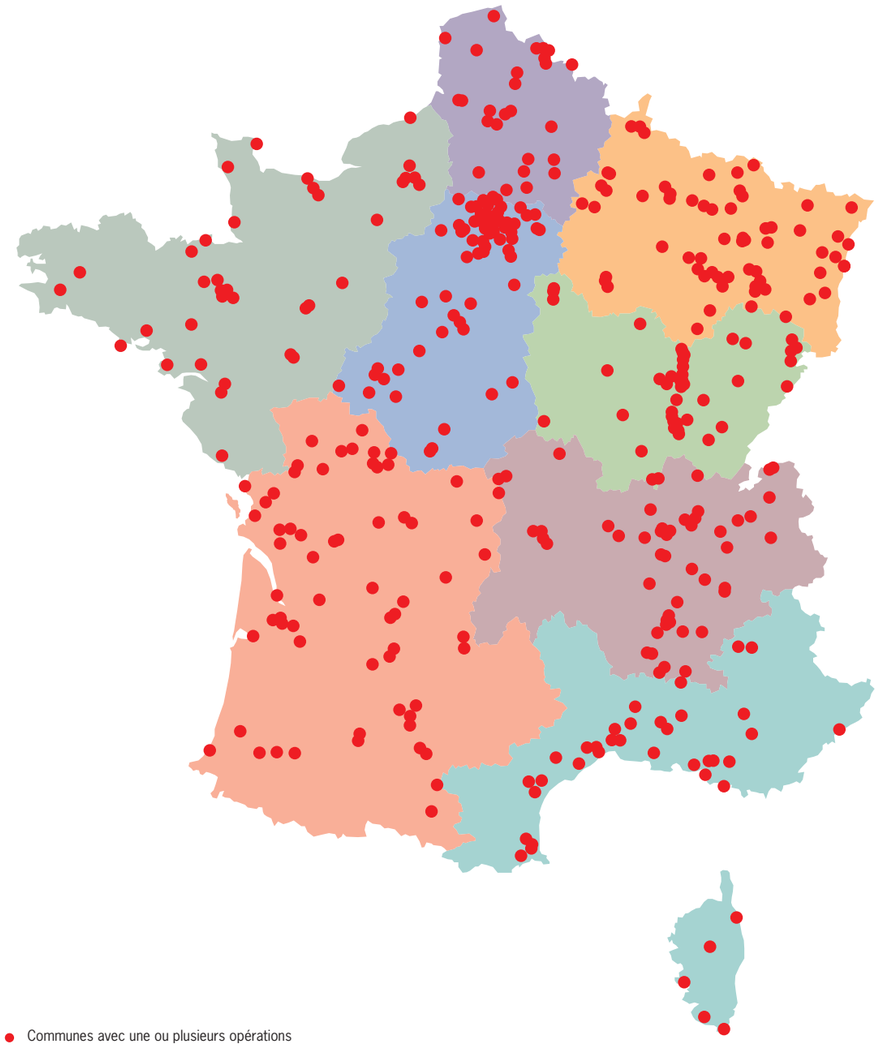
Des ressources pour tous

L'Inrap comme chaque année, a enrichi son catalogue de ressources et permis à ses partenaires d'en bénéficier.
Les outils multimédias, atlas, web documentaires et web magazines sont en accès direct pour le public sur inrap.fr ; les partenaires culturels peuvent les utiliser dans le cadre d'expositions par exemple, ou sur le temps scolaire pour les partenaires pédagogiques. La qualité du web documentaire consacré aux Arènes de Nîmes a été distinguée en 2017 par le prix Patrimoine et Innovation (catégorie web et multimédia) décerné à l'Inrap et la Ville de Nîmes et attribué par le Club Innovation et Culture fédérant un réseau d'une centaine musées, lieux de patrimoine, de culture scientifique et technique français.
L'archéologie investit le petit écran, grâce notamment aux coproductions que l'Inrap mène avec Arte France. En 2017, plusieurs de ces documentaires ont connu des succès d'audience remarquables : *Mont-Saint-Michel, le labyrinthe de l'archange* et *L'énigme de la tombe celte* ont bénéficié d'un accueil particulièrement favorable du public avec pour le premier 3,9 % de parts d'audience et pour le second 4,3 % (quelque 610 000 téléspectateurs).
Les sorties éditoriales ont enrichi les collections scientifiques « Recherches archéologiques » « Archéopages » et jeunesse « À très petit pas ».
Un sixième livret de la collection « Mémoire de fouilles », diffusé gratuitement, est paru grâce au soutien financier de GRTgaz : *Archéologie et gazoducs, 40 ans d'histoires communes*. Enfin, les actes du colloque international organisé en 2015 par l'Inrap sur le thème de l'archéologie des migrations ont été coédités avec les éditions La Découverte.

L'Inrap, partenaire culturel des collectivités

Grâce à 75 conventions actives en 2017 avec des collectivités territoriales, l'Inrap co-construit des projets avec les musées, les services pédagogiques, les centre d'interprétation du patrimoine, des médiathèques, des établissements scolaires… Ainsi, ce sont 414 communes dans 94 départements qui ont été touchées par une action de valorisation de l'établissement. Expositions, conférences, portes ouvertes de chantiers, parcours en EAC, permettent d'irriguer les territoires et de partager la connaissance avec le public de proximité, au plus près des lieux où s'élabore la recherche et où s'effectuent les découvertes archéologiques.

Actions de valorisation et/ou de communication



GUADELOUPE

GUYANE

LA RÉUNION

MARTINIQUE

MAYOTTE

SAINT-BARTHÉLÉMY

SAINT-MARTIN

SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON

L'INTERNATIONAL

Opérations d'archéologie préventive en Algérie et au Cambodge, actions de formation, accueil d'archéologues étrangers, intervention d'archéologues de l'Inrap dans 19 pays…
En 2017, l'Inrap comme les années précédentes, a été très présent à l'international. L'Institut a également consolidé son implication dans l'espace européen de la recherche. Il a notamment été chef de file du projet NEARCH dont l'objectif est de renforcer les liens qu'entretiennent les archéologues et les citoyens européens avec leur patrimoine.

Algérie, Cambodge : deux opérations d'archéologie préventive

Les opérations préventives réalisées à Alger (place des Martyrs), en partenariat avec le Centre national de recherche en archéologie algérien, et au Cambodge à Angkor, deux sites inscrits au Patrimoine mondial de l'Unesco, se sont poursuivies avec les travaux d'étude et de rédaction des rapports en collaboration avec les équipes locales d'archéologues.
Une exposition intitulée « L'archéologie préventive, un compagnon du développement » a présenté au Palais de la Culture à Alger les résultats provisoires des fouilles. À cette occasion, deux publications ont été coéditées avec l'Inrap.

Accueil d'archéologues, séminaire, colloque

Plusieurs programmes de formation à l'archéologie préventive sont menés, en accord avec le ministère de la Culture et selon les axes de la politique culturelle de la France auprès des pays étrangers :
– l'Inrap a ainsi accueilli deux archéologues dans le cadre d'une convention renouvelée avec l'autorité nationale Apsara (chargée de la gestion du site d'Angkor) ;
– deux archéologues dans le cadre d'une part du programme Profession Culture du ministère de la Culture et d'autre part de la finalisation d'un accord-cadre avec le ministère de la Culture et des Beaux-Arts du Royaume du Cambodge pour le développement de l'archéologie préventive et l'accompagnement de la mise en œuvre d'équipes locales d'archéologues ;
– deux stagiaires algériens dans le cadre de la poursuite du partenariat pour le développement de l'archéologie préventive en Algérie avec le Centre national de recherche en archéologie algérien ;
– trois archéologues libyens dans le cadre de la politique nationale pour le patrimoine en péril dans les zones de conflits ;
– l'Institut a participé au colloque franco-chinois à Xi'an « Échanges et inspiration mutuelle. La protection du patrimoine culturel en Chine et en France » en tant que membre d'un consortium d'institutions patrimoniales françaises (Institut national du Patrimoine, Laboratoire de recherche des Monuments historiques, Centre de recherche et de restauration des musées de France, Association nationale des Villes et Pays d'art et d'histoire) développant les échanges, y compris la valorisation financière correspondante, avec les institutions chinoises dans le domaine patrimonial.

Communications à l'étranger

38 archéologues de l'Inrap ont présenté des communications relatives à leurs recherches préventives en France lors de colloques et de manifestations scientifiques à l'étranger.

Recherches programmées à l'étranger

En 2017, dans le cadre des missions archéologiques françaises à l'étranger, soutenues par le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, l'Institut a dirigé quatre missions menées par ses chercheurs :
– en Namibie, l'équipe pilotée par Laurent Bruxelles a poursuivi ses recherches sur les origines de l'humanité (Little Foot) ;
– au Tchad, Vincent Mourre a conduit un programme sur les occupations de la région des grands lacs ;
– en Égypte, l'équipe dirigée par Nathalie Buchez a travaillé dans le delta du Nil sur la formation des premiers états ;
– au Sultanat d'Oman, l'équipe conduite par Vincent Charpentier a exploré les dynamiques des occupations côtières dans le cadre d'un projet soutenu par l'Agence nationale pour la Recherche (ANR).

Au-delà de ces missions, nos partenaires institutionnels français (Université, CNRS, Écoles françaises à l'étranger) ont sollicité les compétences scientifiques et opérationnelles des archéologues de l'Inrap. Ainsi, plusieurs conventions de partenariats existent avec les instituts français à l'étranger (Institut français d'archéologie orientale, École française d'Extrême-Orient) et avec d'autres institutions de recherche (Muséum national d'Histoire naturelle, Musée du Louvre). En 2017, 34 archéologues de l'Inrap sont intervenus en Azerbaïdjan, Bolivie, Égypte, Espagne, Grèce, Indonésie, Israël, Italie, Jordanie, Kenya, Liban, Maroc, Oman, Namibie, Russie, Thaïlande, Tchad, Togo et à Chypre.

L'Inrap dans l'espace européen de la recherche

NEARCH

Ce projet, piloté par l'Inrap et financé par la Commission européenne, a pour objectif d'explorer et de renforcer les rapports qu'entretiennent les archéologues et les citoyens européens au patrimoine.
En janvier 2017, un séminaire scientifique et technique et un workshop de grande ampleur intitulé la « NEARCHing Factory » se sont tenus à Saint-Jacques-de-Compostelle (Espagne). Ces manifestations ont permis de débattre et de proposer de nouveaux scénarios économiques pour une pratique durable de l'archéologie et de la gestion du patrimoine.
Le Deutsches Archäologisches Institut a accueilli à Berlin un second séminaire scientifique et technique du projet en juin et une conférence internationale en octobre portant sur l'archéologie et la gestion du patrimoine sur les sites inscrits sur la Liste du Patrimoine mondial.
La conférence annuelle de l'European Association of Archaeologists (EAA), début septembre, a été l'occasion de diffuser les résultats de l'enquête sur la perception de l'archéologie par les citoyens européens réalisée dans le cadre du projet et de promouvoir l'exposition « Materiality of the Invisible ».
Organisée par la Jan van Eyck Academie, située à Maastricht l'exposition a permis de présenter le résultat de la collaboration entre artistes et archéologues tout au long du projet. Enfin, un dernier séminaire scientifique et technique sur les biens artistiques, culturels et naturels de la région d'Emilie-Romagne à Bologne s'est tenu en novembre à l'Institut permettant aux partenaires de s'interroger et d'échanger sur les méthodes, défis et perspectives d'une archéologie participative et ouverte aux citoyens. **> www. nearch.eu**

ARIADNE

L'Inrap est partenaire du projet ariadne sélectionné dans le cadre du septième programme-cadre de recherche et de développement technologique de l'Union européenne. Ce projet qui a permis d'élaborer une plate-forme numérique européenne d'accès aux données issues des recherches archéologiques s'est achevé en 2017. L'Inrap a participé à la mise en place du portail, à l'intégration des données issues de l'archéologie préventive et a finalisé les tests de l'infrastructure.
> ariadne-infrastructure.eu

Archaeological practices and knowledge work in the digital environment (COST Actions, H2020)

L'Inrap a participé en 2017 à une action de coopération européenne en science et technologie (COST) qui vise à créer un réseau trans-disciplinaire européen regroupant différentes approches de la production et de l'utilisation de la connaissance archéologique au format numérique.
Le réseau est constitué de 25 pays pour une durée de quatre ans, financé par le programme H2020 de la Commission européenne (programme européen pour la recherche et l'innovation).

Critical Heritage Studies and the Future of Europe (Actions Marie Sklodowska-Curie, ITN, H2020)

Depuis 2016, l'Inrap est partenaire associé du programme qui vise, dans le secteur du patrimoine, à promouvoir la formation de haut niveau, à la fois académique et professionnelle, avec pour objectif la création de nouveaux types d'emplois dans la préservation, la gestion et la promotion du patrimoine culturel. Le programme se concentre sur des thèmes tels que les futurs du patrimoine, la gestion du patrimoine des villes, patrimoine culturel numérique, patrimoine et qualité de vie ou encore la participation citoyenne dans le domaine du patrimoine.
29 partenaires, dont l'Inrap, sont rassemblés pour une durée de quatre ans dans le cadre du programme H2020 de la Commission européenne.

LES RESSOURCES HUMAINES

Afin d'organiser dans les meilleures conditions, la transmission des compétences et des savoirs, l'Institut poursuit sa démarche de gestion prévisionnelle de l'emploi et des compétences, notamment grâce à la mise en place de son premier référentiel des métiers. Par ailleurs, il continue de développer des projets importants, tels que les plans de formation triennaux, de professionnalisation de la fonction ressources humaines et de prévention des risques professionnels.

Situation de l'emploi

Au 31 décembre 2017, l'Institut comptait 2 129 agents dont 2 053 en CDI, 71 en CDD et 5 apprentis. L'effectif représentait en moyenne 1 908,25 équivalents temps plein travaillés (ETPT) dont près de 80 % dédiés aux opérations archéologiques de terrain.

Recrutement et mobilité

En 2017, à l'issue des recrutements réalisés en application de l'accord sur la réduction de l'emploi précaire, 33 postes ont été pourvus pour assurer des missions de soutien à l'activité opérationnelle. 22 de ces postes ont été ouverts en directions régionales ou interrégionales. 11 agents ont été recrutés au siège de l'établissement dans le cadre de remplacement d'agents sortants. L'Inrap a poursuivi le déploiement de sa politique d'apprentissage, en accueillant cinq apprentis, dont un en direction interrégionale, le premier sur des missions opérationnelles.

Formation

L'investissement total consacré à la formation professionnelle en 2017 a représenté 492 629 € pour les frais pédagogiques de formation. Ils ont permis de financer 7 436 jours de formation pour 2 330 stagiaires, dont 862 dans le domaine santé, sécurité au travail et 914 dans celui des métiers de l'archéologie.
Par ailleurs, le compte personnel de formation est venu remplacer le droit individuel à la formation (DIF) au 1er janvier 2017 : 216 stagiaires ont eu recours à ce dispositif dans le cadre de leurs projets d'évolution professionnelle.

Dialogue social

26 instances centrales de dialogue social ont été réunies en 2017 dont quatre comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail, sept comités techniques et 15 commissions consultatives paritaires. En préparation de ces instances, de nombreuses réunions de concertation ont été organisées, portant notamment sur la gestion prévisionnelle de l'emploi et des compétences pour la finalisation du référentiel des métiers de l'Institut, mais également sur le diagnostic des risques psychosociaux et la prévention des risques professionnels. À ces échanges, il convient d'ajouter près d'une centaine de réunions des CHSCT et CT spéciaux sur l'ensemble des territoires.

Action sociale

Le travail de proximité et d'accompagnement individuel mené par le service social s'est poursuivi tout au long de l'année. Ces appuis, de natures diverses (maladie grave, difficulté d'insertion, problèmes financiers lourds, conseil retraite, mutuelle ou prévoyance), ont été complétés durant les permanences des travailleurs sociaux par une forte sensibilisation aux risques liés à l'addiction, axe de la politique de prévention de l'établissement.
Au cours de l'année 2017, la commission de secours de l'Inrap s'est réunie à dix reprises. Composée de représentants des organisations syndicales, de représentants de l'administration et des travailleurs sociaux, cette commission a étudié 87 dossiers. Elle a répondu favorablement à 79 demandes et attribué un montant annuel de 85 554,02 €.

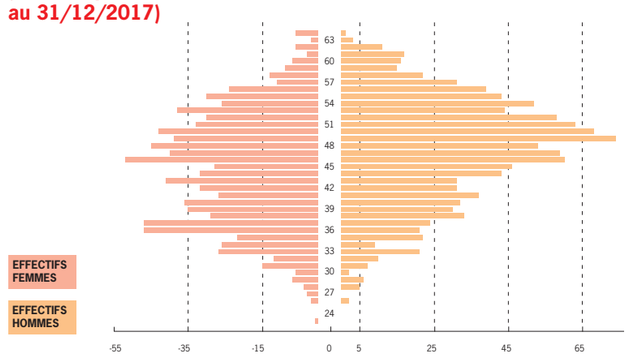
Prévention des risques professionnels

2017 a été marquée par l'actualisation de l'instruction générale de prévention et par la structuration et l'animation du réseau des préventeurs qui, sur l'ensemble des régions, participent au renforcement des compétences en matière de prévention. Après deux années consacrées au diagnostic RPS au niveau national, l'année 2017 a permis de recueillir plus de mille propositions d'actions concrètes auprès de différentes populations (membres des CHSCT, des comités de direction et des agents volontaires). Plus de 150 agents ont participé à cette phase.
Le projet aboutira en 2018, avec l'adoption du plan d'action national de prévention des RPS.

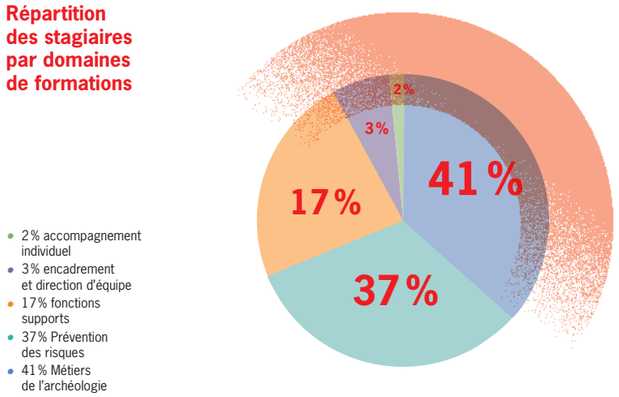
Labels Égalité et Diversité

Dans le cadre de sa candidature aux labels Égalité et Diversité, l'Inrap a poursuivi ses réflexions afin de garantir la promotion de l'égalité professionnelle et d'assurer la prévention des risques de discrimination dans la réalisation de ses missions, en interne comme en externe. Après un audit réalisé par l'Afnor en septembre 2017, l'Institut a engagé la construction d'un plan d'action dans ce domaine.

Pyramide des âges des agents permanents (Effectifs présents au 31/12/2017)



Répartition des stagiaires par domaines de formations



Effectifs inscrits permanents et non permanents (au 31 décembre 2017)

PERSONNES PHYSIQUES								
	CDI			CDD			APPRENTIS	TOTAL
DIRECTION	OPÉRATIONNELS	FONCTIONNELS	TOTAL	OPÉRATIONNELS	FONCTIONNELS	TOTAL		
CENTRE–ÎLE-DE-FRANCE	287	61	348	3		3	1	352
GRAND EST	202	34	236	1	1	2		238
BOURGOGNE–FRANCHE-COMTÉ	97	25	122	1		1		123
GRAND OUEST	264	42	306	25		25		331
GRAND SUD-OUEST	221	53	274	4	3	7		281
MÉDITERRANÉE	194	37	231	9	2	11		242
HAUTS-DE-FRANCE	169	33	202					202
CSNE								
AUVERGNE–RHÔNE-ALPES	127	37	164	12	1	13		177
SIEGE	2	162	164	1	8	9	4	177
RÉSERVE	3	3	6					6
TOTAL	1 566	487	2 053	56	15	71	5	2 129

L'EXÉCUTION BUDGÉTAIRE

L'année 2017 a permis d'engager l'Inrap sur la voie d'un rétablissement durable de son équilibre budgétaire et économique. Cette démarche a été rendue possible grâce à l'augmentation du chiffre d'affaires de l'activité des fouilles, à une maîtrise rigoureuse des charges et au bénéfice du crédit impôt recherche (CIR). Par ailleurs, l'Institut a démontré sa capacité à tenir la trajectoire budgétaire définie lors du vote du budget initial (BI) 2017.

Le budget de l'Inrap

Les produits 2017 s'élèvent à 150,2 M€ et les charges à 152,16 M€ (après intégration du CIR). Le résultat de l'exercice se traduit par un déficit de 1,95 M€.

Hors effet CIR, ce résultat est de -11,38 M€. L'intégralité des prêts octroyés à l'établissement a été remboursée à hauteur de 15 M€ au titre du capital et de 1,4 M€ au titre des intérêts. Afin d'assurer le financement de son activité de diagnostic et au titre de l'expérimentation de la mission de gestion des biens archéologiques mobiliers, l'Inrap a perçu une subvention de 71,9 M€ du ministère de la Culture se substituant, depuis 2016, à la perception directe de la redevance d'archéologie préventive (RAP).

L'activité de fouilles et de diagnostics, anticipée lors de l'élaboration du budget initial et du budget rectificatif (BR2) s'est confirmée, en atteignant respectivement 129 476 et 74 880 journées de travail soit 96,8 % et 99,8 % par rapport au BR2. Le niveau des recettes associées à l'activité de fouilles atteint 54,71 M€, soit une hausse de 3,06 M€ par rapport à 2016 (+ 6 %), conséquence directe d'une augmntation à due proportion du ratio moyen de recettes par journée de travail. Parallèlement, une attention particulière a été portée à la maîtrise des dépenses.

Les dépenses de fonctionnement sont en hausse de 1,86 M€ par rapport à 2016 mais en baisse de 0,7 M€ hors effet CIR. Elles sont supérieures de 3,08 M€ au BR2 (dont - 4,46 M€ en personnel et + 7,54 M€ pour les autres dépenses de fonctionnement) mais en baisse de 9 M€ hors effet CIR. Le montant des dépenses de personnel 2017 est de 93,07 M€ pour un montant prévu au BI et au BR2 de 97,53 M€ soit -4,46 M€ (-4,5 %), conséquence directe des efforts de gestion afin de maîtriser l'évolution de la masse salariale, qui permettent d'absorber l'effet du glissement vieillissement technicité (GVT) et du point d'indice, avec un niveau 2017 inférieur au réalisé 2016 de -0,23 M€.

Les investissements réalisés en 2017 représentent 2,12 M€ soit 90 % du dernier budget révisé. Ce montant est en hausse de 0,84 M€ par rapport à l'année précédente.

Le budget du Fnap

L'Inrap gère le budget du Fonds national pour l'archéologie préventive (Fnap) pour le compte du ministère de la Culture.
En 2017, le montant des recettes est de 33,53 M€. Le montant de la subvention versée par le ministère de la Culture dans le cadre de la « budgétisation » de la RAP prévue dès le BI à hauteur de 32,568 M€ a été atteint sans évènements majeurs. Les autres recettes de 0,96 M€ concernent des reliquats de la RAP. Le montant total des dépenses s'élève à 24,26 M€ dont 23,67 M€ de prises en charge des fouilles et de subventions versées, et dont 0,59 M€ de reversement de la RAP suite à dégrèvement. Le résultat au 31 décembre 2017 correspond à un bénéfice de 9,275 M€. Le fonds de roulement au 31 décembre 2017 s'établit à 26,536 M€.

Exécution du budget de fonctionnement de l'Inrap

Recettes	BI 2017	BR2 2017	EXÉCUTION 2017	ÉCART RÉALISÉ / BR2 2017	TAUX D'EXÉCUTION
Fonctionnement	144 718 400	148 191 400	150 204 707	2 013 307	101,36 %
Total fonctionnement	**144 718 400**	**148 191 400**	**150 204 707**	**2 013 307**	**101,36 %**

Dépenses	BP 2017	BR2 2017	EXÉCUTION 2017	ÉCART RÉALISÉ / BR2 2017	TAUX D'EXÉCUTION
Fonctionnement - hors personnel	49 118 381	51 548 488	2017	7 538 902	114,62 %
Personnel	97 530 635	97 530 635	59 087 390	-4 462 198	95,42 %
Total fonctionnement	**146 649 016**	**149 079 123**	**93 068 437**	**3 076 704**	**102,06 %**
Résultat de l'exercice	**-1 930 616**	**-887 723**	**152 155 827**	**-1 063 397**	

Dépenses	BP 2017	BR2 2017	EXÉCUTION 2017	ÉCART RÉALISÉ / BR2 2017	TAUX D'EXÉCUTION
Investissement	2 344 935	2 352 903	2 211 914	-140 989	94,01 %
Total investissement	**2 344 935**	**2 352 903**	**2 211 914**	**-140 989**	**94,01 %**

Dépenses

N° DES POSTES	INTITULÉS DES POSTES DE PRODUITS	COMPTE FINANCIER 2017
602	Achats stockés	
604	Achats d'études et de prestations de services incorporés	19 042 175
605	Achat de matériel	
606	Achats non stockés de matières et fournitures	2 959 097
608	Frais accessoires d'achat	17 723
60	**Achats**	22 018 995
611	Sous-traitance générale	704 430
613	Locations	13 028 094
614	Charges locatives et de copropriété	1 228 332
615	Entretiens et réparations	1 851 123
616	Primes d'assurances	717 163
617	Études et recherches	
618	Divers	217 112
61	**Services extérieurs**	**17 746 255**
621	Personnel extérieur à l'établissement	-5 149
622	Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	489 376
623	Information, publications, relations publiques	1 104 973
624	Transports de biens, d'usagers et transports collectifs du personnel	174 526
625	Déplacements, missions et réceptions	9 083 327
626	Frais postaux et frais de télécommunications	586 225
627	Services bancaires et assimilés	19
628	Autres prestations de services	1 941 302
62	**Autres services extérieurs**	**13 374 599**

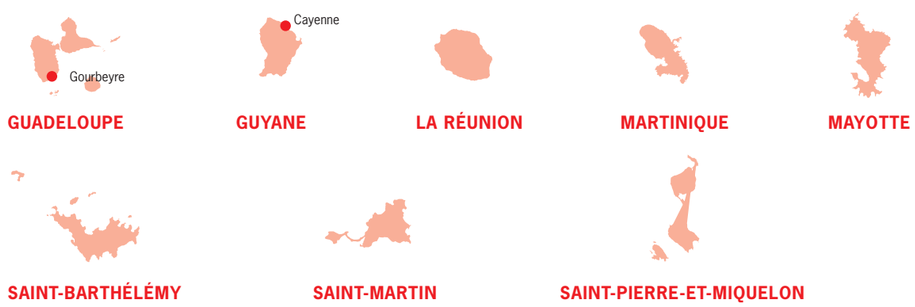
Dépenses (suite)

N° DES POSTES	INTITULÉS DES POSTES DE PRODUITS	COMPTE FINANCIER 2017
631	Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations (taxe sur les salaires)	4 265 427
633	Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations (URSSAF)	1 707 235
635	Autres impôts, taxes & versements assimilés (administration des impôts)	772 485
637	Autres impôts, taxes & versements assimilés (autres organismes)	305 593
63	**Impôts, taxes et versement assimilés**	**7 050 740**
641	Rémunérations du personnel titulaire	64 496 610
643	Rémunérations du personnel non titulaire	
645	Charges de sécurité sociale, de prévoyance et de retraite	24 667 509
647	Autres charges sociales	1 502 227
649	Produit d'impôt CICE	-3 845 630
64	**Charges de personnel**	**86 820 717**
651	Redevances pour concession, brevets, licences, procédés…,	243 451
654	Pertes sur créances irrécouvrables	28 912
657	Dégrèvements sur redevances	60 800
658	Dégrèvements et annulations de recettes sur exercices antérieurs	2 074 803
65	**Autres charges de gestion courante**	**2 407 966**
661	Charges d'intérêts	578 482
666	Perte de change	
66	**Charges financières**	**578 482**
671	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	
675	Valeurs comptables des éléments d'actif cédés	
678	Autres charges exceptionnelles	
67	**Charges exceptionnelles**	
681	Dotations aux amortissements	2 094 413
681-5	Dotations aux provisions d'exploitation	12 702 584
681-7	Dotations aux amortissements et aux provisions financières	562 399
687	Dotations aux amortissements et aux provisions exceptionnelles	
68	**Dotations aux amortissements et provisions**	**15 359 395**
0692-1	Crédits à répartir de personnel	
0692-31	Crédits à répartir de fonctionnement	
695	Impôts sur les sociétés	30 486
699	Crédit impôt recherche	-11 500 387
	TOTAL DES CHARGES	**152 155 827**

Recettes

N° DES POSTES	INTITULÉS DES POSTES DE PRODUITS	COMPTE FINANCIER 2017
704	Productions vendues	54 713 573
705	Études	
706	Prestations de services	1 706 024
708	Produits des activités annexes	758 410
70	**Ventes produits, prestations services, marchandises**	**57 178 006**
741	Subventions d'exploitation	79 588 083
744	Subventions collectivités publiques	37 717
746	Dons et legs	115 500
748	Produits des ressources affectées au titre des études et recherches	6 758
74	**Subventions d'exploitation**	**79 748 058**
757	Redevances archéologiques	2 121 349
758	Produits divers de gestion courante	1 195 402
75	**Autres produits de gestion courante**	**3 316 751**
768	Autres produits financiers	
76	**Produits financiers**	
771	Produits exceptionnels sur opérations de gestion	
775	produits des cessions d'éléments d'actif	
776	Neutralisation des amortissements	
778	Autres produits exceptionnels	
77	**Produits exceptionnels**	
781	Reprises sur amortissements et provisions d'exploitation	9 961 892
787	Reprises sur amortissements et provisions exceptionnelles	
78	**Reprises sur amortissements et provisions**	**9 961 892**

IMPLANTATIONS TERRITORIALES AU 31 DÉCEMBRE 2017



ANNEXES

CONSEIL D'ADMINISTRATION AU 1ER DÉCEMBRE 2017

Président
Dominique Garcia

7 représentants de l'État

– Le secrétaire général du ministère chargé de la Culture (Hervé Barbaret) ou son représentant
– Le directeur général des Patrimoines au ministère de la Culture (Vincent Berjot) ou ses représentants (Benoît Kaplan, sous-directeur de l'Archéologie ou Jean-Michel Loyer-Hascoet, adjoint au directeur général des Patrimoines)
– Le directeur général pour la recherche et l'innovation au ministère chargé de la Recherche (Alain Beretz) ou son représentant (Francis Prost, chargé de mission à la direction générale de la recherche et de l'innovation, DGRI)
– Le directeur général pour l'enseignement supérieur et l'insertion professionnelle au ministère chargé de l'Enseignement supérieur par intérim (Frédéric Forest) ou sa représentante (Colette Vallat, conseiller scientifique auprès du direction générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle, DGESIP).
– La directrice du budget (Amélie Verdier) ou ses représentants (Philippe Lonné, sous-directeur, Salam Hillal, chef du bureau culture, jeunesse et sport)
– Le directeur général de l'aménagement, du logement et de la nature (Paul Delduc) au ministère de la Cohésion des territoires ou son représentant (François Bertrand, sous-directeur de l'Aménagement durable) ou (Valérie Belrose, adjointe au sous-directeur).
– Un conservateur régional de l'Archéologie, (Stéphane Deschamps, conservateur régional d'Île-de-France).

2 représentants des organismes de recherche et d'enseignement supérieur

– Anne Peyroche, présidente par intérim du Centre national de la recherche scientifique ou son représentant
– Gilles Roussel, président de la conférence des présidents d'université ou un autre membre de cette instance désigné par lui

2 représentants de collectivités territoriales désignés conjointement par le ministre chargé de la Culture et le ministre chargé de la Recherche

Titulaires
– Martine Faure, conseillère municipale de Langon
– Frédéric Néraud, vice-président du conseil départemental du Loiret

Suppléants
– Jacques Legendre, sénateur, vice-président de la communauté d'agglomération de Cambrai et conseiller municipal de Cambrai
– Catherine Joffroy, vice-présidente du conseil départemental de Lot-et-Garonne.

2 représentants des personnes publiques et privées concernées par l'archéologie préventive désignés conjointement par le ministre chargé de la Culture et le ministre chargé de la Recherche

Titulaires
– Arnaud Colson, président de l'Union nationale des producteurs de granulats (UNPG)
– Isabelle Deluc-Charles, responsable du pôle intermétiers de la Fédération des Entreprises publiques locales (EPL)

Suppléants
– Louis Ziz, président de la Fédération des promoteurs immobiliers (FPI) en région lyonnaise
– Arnaud Pautigny, membre de l'Union nationale des Aménageurs (UNAM)

4 membres élus par et parmi les personnels de l'Inrap

Titulaires
– Frédéric Joseph (CGT)
– Bérangère Fort (CGT)
– Christine Fouilloud (SUD)
– Thierry Massat (FSU)
Suppléants
– Stéphane Augry (CGT)
– Brigitte de Luca (CGT)
– Emmanuel Laborier (SUD)
– Sylvie Cocquerelle (FSU)

4 personnalités qualifiées dans le domaine de l'archéologie

Personnalités désignées par le ministre chargé de la Culture
– Vincent Guichard, directeur général de Bibracte
– Marie-Brigitte Carre, chercheur au centre Camille Julian

Personnalités désignées par le ministre chargé de la Recherche
– Stéphanie Thiébault, directrice de l'Institut écologie et environnement du CNRS
– Olivier de Bigault de Cazanove, professeur à l'université de Paris I Panthéon-Sorbonne

Membres assistant au conseil d'administration avec voix consultative
– Daniel Guérin, directeur général délégué de l'Inrap
– Patrick Pion, directeur scientifique et technique de l'Inrap
– Monique Schwartz-Autissier, cheffe du département du contrôle budgétaire au sein du service de contrôle budgétaire et comptable ministériel, ministère de la Culture
– Bernard Morvan, agent comptable de l'Inrap

CONSEIL SCIENTIFIQUE AU 1ER DÉCEMBRE 2017

Dominique Garcia, président de l'Inrap, président du conseil scientifique

Anne Lehoërff, vice-présidente du Conseil national de la recherche archéologique, membre siégeant avec voix dlibérative

4 personnes choisies en raison de leurs compétences dans le domaine de l'archéologie préventive

Personnes désignées par le ministre chargée de la Culture

Titulaires
François Fichet de Clairefontaine, Michel Prestreau
Suppléant
Christian Cribellier, Aurélie Schneider

Personnes désignées par le ministre chargé de la Recherche

Titulaires
Agnès Lamotte, Marie Besse
Suppléants
Corinne Sanchez, François Rechin

7 personnes élues au sein de quatre catégories de personnels exerçant des fonctions scientifiques dans le domaine de l'archéologie

Enseignement supérieur

Titulaires
Laurence Tranoy, Jean-Pierre Bracco
Suppléants
Réjane Roure, Elisabeth Lorans

Établissement de recherche

Titulaires
Sylvain Bauvais, Claire Delhon
Suppléant
Caroline Hamon, Yannick Miras

Ministère de la Culture

Titulaires
Dominique Morize, Julie Charmoillaux
Suppléants
Laurence Bonnabel, Franck Gamma

Collectivités territoriales

Titulaire
Anne Pariente
Suppléante
Sébastien Ziegler

5 membres élus par et parmi les agents de l'Inrap appartenant à la filière scientifique et technique

A (catégories 1-2)

Titulaire
Jennifer Clerget
Suppléant
Luc Sanson

B (catégorie 3)

Titulaire
Pascal Raymond
Suppléante
Elsa Sagetat-Basseuil

C (catégories 4-5)

Titulaires
Séverine Hurard, Franck Gabayet, Françoise Bostyn
Suppléants
Muriel Gandelin, Stéphane Alix, Théophane Nicolas

Membres assistant au conseil scientifique avec voix consultative

Daniel Guérin, directeur général délégué de l'Inrap
Patrick Pion, directeur scientifique et technique de l'Inrap
et toute personne dont la présence est jugée utile par le président.

TRAVAUX ET DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET DU CONSEIL SCIENTIFIQUE

Conseil d'administration

Lors des séances des 30 mars, 7 juillet et 28 décembre 2017, les travaux et délibérations du conseil d'administration ont porté sur les points suivants.

Délibérations

– Compte financier de l'Inrap pour 2016 et budget annexe Fnap
– Budgets rectificatifs n°s 1 et 2 de l'Inrap pour 2017
– Budget initial de l'Inrap pour 2018
– Budgets rectificatifs n°s 1 et 2, Fnap pour 2017
– Budget initial du Fnap pour 2018
– Rapport d'activité 2016
– Rapport du contrat d'objectifs et de performance pour 2016
– Programme de méthodes et recherches scientifiques à l'Inrap pour 2017
– Méthodes et recherches scientifiques des programmes 2018
– Dispositif de contrôle interne budgétaire et comptable : évolution de la cartographie des risques et plan d'action
– Marché similaire d'accompagnement au Crédit impôt recherche (CIR)
– Marché mutuelle et prévoyance
– Nouvelle délibération relative aux pouvoirs délégués par le conseil d'administration en matière de transactions
– Protocole transactionnel avec Voies navigables de France

Points informatifs

– Liste des contrats et marchés publics conclus en 2016
– Rapport sur les actions conduites en partenariat avec d'autres acteurs publics
– Plan d'action achats 2018 et le plan d'action triennal 2019-2021
– Point d'étape annuel du plan d'action en matière d'éducation artistique et culturelle
– Point sur les partenariats et mécénats
– Suivi annuel du schéma pluriannuel de stratégie immobilière (SPSI)
– Stratégie RSE : bilan annuel
– Présentation des délégations de signature accordées par l'ordonnateur
– Suivi des procédures contentieuses pendantes closes

Conseil scientifique

Lors des séances des 9 février, 31 mai, 27 septembre, 23 au 24 novembre 2017, les délibérations, présentations et discussions menées au sein du conseil scientifique ont porté sur les points listés ci-après.

Abréviations utilisées

CIR = Crédit impôt recherche
COMUES = Communautés d'universités et d'établissements
CS = Conseil scientifique
CTRA = Commissions territoriales de la recherche archéologique
DAST = directeur adjoint scientifique et technique
DDAST = délégué au directeur adjoint scientifique et technique
DGP = Direction générale des Patrimoines
DST = Direction scientifique et technique
HCERES = Haut conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur
PAS = Projets d'activité scientifique
SDA = Sous-direction de l'Archéologie

Expertises et délibérations

– Demandes de congés pour travaux personnels de recherche : 19 dossiers
– Demandes de congés de fin de thèse : 9 dossiers
– Demandes dans le cadre des échanges croisés de personnels entre le CNRS et l'Inrap : 5 dossiers
– Demandes de PAS (examen par commission) : Paléolithique et Néolithique : 18 dossiers, 9 rapporteurs ; Protohistoire : 16 dossiers, 6 rapporteurs ; Antiquité : 23 dossiers, 11 rapporteurs ; Moyen Âge et Moderne : 31 dossiers, 6 rapporteurs ; International : 5 dossiers, 4 rapporteurs.

Points soumis au vote

– Approbation des comptes rendus des conseils scientifiques des 22 au 23 novembre 2016, 9 février 2017, 31 mai 2017 et 27 septembre 2017
– Examen du CV de 2 agents en vue de leur possible intégration en CTRA (à la demande de la SDA)
– Recrutement : DDAST Limousin ; DDAST Franche-Comté ; DDAST Normandie Est ; DAST Bourgogne-Franche-Comté ; DAST Auvergne.
– Programmations scientifiques 2017 et 2018 de la DST.

Informations

Manifestations et publications scientifiques

– Compte rendu des rencontres autour de la programmation nationale de la recherche archéologique (7 février 2017, INHA, Paris).
– Séminaires scientifiques et techniques 2017 (présentation, restitution et bilan) : Actualité de l'Open Access en archéologie française (23 au 24 mars, Paris) ; Le diagnostic comme outil de recherche (28 au 29 septembre, Caen).
– Séminaires scientifiques et techniques, prochains thèmes proposés, par la DST : imagerie numérique et 3D ; archéologie du bâti (2018) ; par le CS : études paléoanthropologiques ; traitement de grandes séries funéraires.
– Colloques internationaux : Transmettre les savoirs : archéologie des apprentissages (28-29 novembre 2017, Cité des sciences et de l'industrie, Paris) ; Origines de l'espèce humaine (2018) ; Satisfaction des besoins alimentaires sur la planète (2019).
– Collection Recherches archéologiques : objectifs pour 2018.

Organisation interne

– Point sur la réorganisation de la DST en trois sous-directions : Activité opérationnelle et méthodes, Recherche et valorisation scientifique, Action internationale.
– Recrutement de Giulia De Palma comme directrice scientifique et technique adjointe à la Recherche et à la valorisation scientifique.
– Présentation du module d'arbitrage des dossiers PAS dans la nouvelle plate-forme de gestion de la recherche @GIR.
– Retour d'expérience des membres du CS sur l'utilisation d'@GIR dans le cadre des commissions PAS.
– Vote du budget par le conseil d'administration de l'Inrap (28 novembre 2017)
– Bilan des commissions PAS 2017 et 2018.

Programmation et perspectives

– Cadrage et programmation des séminaires scientifiques et techniques.
– Éléments d'orientation de la recherche à l'Inrap : contribution de l'Institut à la programmation nationale de l'archéologie (CNRA) et à la stratégie nationale de la recherche (SNR).
– Mise en place d'une programmation scientifique et culturelle avec la définition de « saisons » : Paléolithique et première humanité en Europe (2018) ; L'archéologie des temps contemporains et des conflits (2019) ; Le Néolithique (2020) ; L'architecture publique et monumentale dans l'Antiquité (2021).
– Actions de recherche et de valorisation scientifique menées conjointement par l'Inrap et les collectivités territoriales.

Réglementation et procédures

– Procédure lancée par l'Autorité de la concurrence à l'encontre de l'Inrap et actions proposées.
– Évaluation scientifique de l'Inrap par l'HCERES.
– Positionnement de l'Institut vis-à-vis des COMUES.
– Dépôt d'un premier dossier pour obtention du CIR.
– Mission sur les collections archéologiques : le ministère de la Culture et la DGP confient à l'Inrap une expérimentation portant sur la gestion de quatre de leurs dépôts en région.
– Modification de la procédure de renouvellement des membres nommés et élus du CS : à partir du 22 mars 2019, les membres du CS seront élus ou nommés pour 4 ans sur une période identique.
– Renouvellement d'une partie des membres nommés du CS en 2018 : départ de Christian Cribellier, Marie Besse, François Réchin, Agnès Lamotte, Michel Prestreau, Aurélie Schneider.

Discussions libres

– Partage et modes de diffusion des données de l'archéologie (Big data, Open access).
– Réflexions autour du rapport d'opération : lacunes de l'arrêté du 27 septembre 2004, travail de la SDA à l'amélioration des cahiers des charges des SRA.
– Place des fouilles programmées et possibilité d'organiser des chantiers écoles.
– Apport des projets de l'Institut à la carte archéologique et nécessaire interopérabilité des bases de données générées par les divers acteurs de l'archéologie préventive.
– Formation doctorale et validation des acquis.
– Fiches de poste, identification des métiers, formations.

Demandes du CS

– Suivi des PAS pluriannuels.
– Bilan des conventions signées entre l'Institut et les collectivités territoriales.
– Présentation du nouveau référentiel métier en cours de finalisation à l'Inrap.

Mise en place d'un groupe de travail sur la formation (pour 2018)

Le CS souhaite participer à l'élaboration et/ou à la révision du plan de formation continue de l'Inrap.
Pour ce faire, un groupe de travail sur la « formation » est constitué en son sein, dont la composition est la suivante : Séverine Hurard (coordination), Anne Lehoërff, Réjane Roure, Laurence Tranoy, Stéphane Alix, Luc Sanson. Alain Koelher, chargé de la formation et du développement des compétences scientifique et technique à la DST, est associé. Ce groupe de travail pourrait travailler en lien avec celui déjà mis en place au CNRA.

ORGANIGRAMME AU 1ER SEPTEMBRE 2018

Dominique Garcia
président

Bernard Morvan
agent comptable

Daniel Guérin
directeur général délégué

Olivier Peyratout
directeur général adjoint

Marc Bouiron
directeur scientifique et technique

Giulia de Palma
adjointe

François Souq
adjoint

NN
adjoint

Eddie Aït
délégué aux relations institutionnelles, au mécénat

Mariam Warsama
déléguée à la responsabilité sociétale et environnementale

Laure Le Douce
ingénieure sécurité-prévention

Therésia Duvernay
directrice du développement culturel et de la communication

Laure Bromberger
adjointe

Corinne Curti
directrice de l'administration et des finances

Christiane Berthot
adjointe

Benoit Lebeaupin
directeur des ressources humaines

Karim Chettouh
adjoint

Bernard Pinglier
directeur des systèmes d'information

Philippe Julhes
directeur régional Auvergne-Rhône-Alpes

- **Sonia Blond-Butlen** secrétaire générale
- **Sébastien Gaime** DAST
- **David Pelletier** DAST
- **Magali Rolland** DAST

Laurent Vaxelaire
directeur régional Bourgogne-Franche-Comté

- **Adeline Clerc** secrétaire générale
- **Franck Gama** DAST

Marie-Christiane Casala
drectrice interrégionale Centre-Île-de-France

- **Pierre Vallat** secrétaire général, délégué scientifique
- **Martine Petitjean** secrétaire générale
- **Olivier Blin** DAST
- **Richard Cottiaux** DAST
- **Thibaud Guiot** DAST
- **Amaury Masquillier** DAST
- **Thierry Massat** DAST

Claude Gitta
directeur régional Grand Est

- **Frédéric Maillard** secrétaire général
- **Agnès Balmelle** DAST
- **Ivan Ferrarresso** DAST
- **Stéphane Sindonino** DAST
- **Eric Boës** DAST

Claude Le Potier
directeur interrégional Grand Ouest

- **Arnaud Dumas** secrétaire général
- **Michel Baillieu** DAST
- **Hélène Jousse** DAST
- **Sylvain Mazet** DAST
- **Cyril Marcigny** DAST

David Buchet
directeur interrégional Grand Sud-Ouest

- **Patrick Bretagne** secrétaire général
- **Jean-Luc Boudartchouk** DAST
- **Luc Detrain** DAST
- **Aurélie Schneider** DAST
- **Vincent Lhomme** DAST

Pascal Depaepe
directeur régional Hauts-de-France

- **Sandrine L'Aminot** secrétaire générale
- **Richard Rougier** DAST
- **Laurent Sauvage** DAST

Pierre Jouvencel
directeur interrégional Méditerranée

- **Antoine Rabine** secrétaire général
- **Marc Célié** DAST
- **Hervé Petitot** DAST
- **NN** DAST

*DAST : directeur adjoint scientifique et technique

Inrap
Institut national de recherches
archéologiques préventives
121 rue d'Alésia
CS 20007
75685 Paris cedex 14
tél. 01 40 08 80 00
inrap.fr

Directions régionales

Auvergne–Rhône-Alpes
11 rue d'Annonay
69675 Bron cedex
tél. 04 72 12 90 00
contact : auvergne-rhone-alpes@inrap.fr

Bourgogne–Franche-Comté
Bâtiment Equinoxe
5 rue Fernand-Holweck
21000 Dijon
tél. 03 80 60 84 10
contact : bourgogne-franche-comte@inrap.fr

Grand Est
12 rue de Méric CS 80005
57063 Metz cedex 2
tél. 03 87 16 41 50
contact : grand-est@inrap.fr

Hauts-de-France
32 avenue de l'Étoile du Sud
80440 Glisy
tél. 03 22 33 50 30
contact : nord-picardie@inrap.fr

Directions interrégionales

Centre–Île-de-France
Immeuble « Les Diamants »
41 rue Delizy
93692 Pantin cedex
tél. 01 41 83 75 30
contact : centre-ile-de-france@inrap.fr

Grand Ouest
37 rue du Bignon CS 67737
35577 Cesson-Sévigné cedex
tél. 02 23 36 00 40
contact : grand-ouest@inrap.fr

Grand Sud-Ouest
140 avenue du Maréchal-Leclerc
CS 50036
33323 Bègles cedex
tél. 05 57 59 20 90
contact : grand-sud-ouest@inrap.fr

Méditerranée
561 rue Étienne-Lenoir, Km delta
30900 Nîmes
tél. 04 66 36 04 07
contact : mediterranee@inrap.fr

Inrap
Direction du développement
culturel et de la communication

Coordination édioriale
Théresia Duvernay
Bénédicte Hénon-Raoul

**Rédaction des textes
et des interviews pour**
« Nous fouillons, c'est votre histoire »
Isabelle Chassaing

Secrétariat d'édition
Bénédicte Hénon-Raoul

Conception graphique et réalisation
Studio Voiture 14

Impression
Imprimerie Jouve Mayenne

© Inrap juillet 2018

Photographies
1re de couverture : Fouille à Uzès, Gard © Denis Gliksman, Inrap
Avant-propos : © Jean-Louis Bellurget, Inrap – Introduction : © Mathieu Delmestre, Inrap
4e de couverture, de gauche à droite et de haut en bas : Intaille gallo-romaine, Carhaix, Finistère © Monique le Nézet, Inrap – Coupe stratigraphique, Troyes, Aube © Myr Muratet, Inrap – Diagnotics à Chambord, Loir-et-Cher © Jean-Louis Bellurget, Inrap – Collection d'éléments lithiques, La Courneuve, Seine-Saint-Denis © Myr Muratet, Inrap – Fouille à Alger, Algérie © Denis Gliksman, Inrap – Diagnostic archéologique au large de Dunkerque, Nord © Inrap – Lalibela, Ethiopie église Saint-Georges © Laurent Bruxelles, Inrap

L'Institut national de recherches archéologiques préventives remercie ses mécènes.